

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur: Jacques Fauvet

5. RUB DES ITALIENS 73427 PARIS CEDEX 09 Telex Paris nº 658572 C.C.P. 4297 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

GOUVERNEMNT DIPLOMATIQUES טם

## La visite

Aux prises avec une situaa fort habilement tiré le meilleur parti possible de sa visite privée en France.

Le souverain était désireux d'effectuer ce voyage, et il à su choisir son moment à l'approche de la réunion de l'O.U.A., à Nairobi, sur le Sahara occidental: En outre. à quelques semaines de sa visite en Israël, M. Mitterrand pouvait trouver de l'intérét à s'entretenir avec le monarque qui avait joué un rôle important dans la préparation du voyage de Sadate à Jérusalem et qui entend réunir à nouveau à Fès, avant l'été, un sommet arabe qui aura encore à son ordre du jour le plan Fahd pour un règlement négocié au Proche-Orient.

Le chef de l'Etat français pouvait difficilement éviter de rencontrer le souverain, maigré ses réserves au sujet de la politique intérieure marocaine, en particulier en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. Soucieux de voir la France pratiquer une politique maghrébine dynamique - politique qui passe par des rapports équi--librés avec tous les pays du Maghreb, - M. Mitterrand s'est d'ailleurs gardé d'exprimer publiquement des réserves pour ne pas blesser inutilement les susceptibilités du Maroc et respecter sa souveraineté.

Hassan II 2 également réussi à persuader M. Mitterrand, que l'on savait hésitant, d'effectuer une visite officielle au Maroc avant la fin de l'année. En revanche, le projet de rencontre entre lè roi et le président Chadii. 9 milliards de mêtres cubes de gaz Bendjedid, dont il était fortement question dans les chaucelleries ces derniers temps. ne semble pas devoir se concrétiser pour le moment. AU JOUR LE JOUR Ce contretemps est peut être dù à la persistance de la crise du Sahara occidental. qui demeure pour le Maroc la préoccupation majeure. A ce propos, le souverain marocain a réaffirmé au cours de sa conférence de presse qu'il n'entendait pas discuter avec le Front Polisario et a renouvelé ses accusations contre la

Le souverain n'a pas minimisé l'importance du rapprochement du Maroc avec les Etats-Unis. Parlant de sa prochaine visite à Washington, il a souligné qu'il s'agit d' « une nécessité géostratégique », qui ne mettrait nullement en cause les relations avec Paris. En ce qui concerne le Proche-Orient, il a donné, une fois de plus, son appui à la visite de M. Mitterrand en Israël. en estimant que ce dernier « défendra le droit des Palestiniens avec la même fermeté qu'il a mise pour défendre le droit d'Israël ». Sur le chapitre de la défense

des droits de l'homme, Hassan II a cependant été moins convaincant. Interrogé sur les prisonniers politiques et sur un éventuel geste de clémence qui permettrait la libération de M. Abdellahim Bouabid. premier secrétaire de l'Union scialiste des forces populaires, le souverain, pour qui les droits de l'homme relèvent de la « climatologie », a répondu : Plus on en parlera, plus le geste tardera à venir. > Pourtant, le silence longtemps observé tant par la presse que par les organisations humanitaires, parce qu'elles ignoraient le sort de quelque quatre cents disparus et celui de militaires oubliés dans les camps de Taxmamart et de Ouarrazat, blen qu'ils aient purgé leur peine, n'a apparemment pas entraîné jusqu'a

#### ALGER

## Le voyage-éclair de M. Cheysson MM. Mauroy et Shmidt rejettent tion intérieure difficile en raison notamment de la pour-suite du conflit saharien et de l'agitation sociale provoquée par une grave crise économique, le roi Hassan II a fort habilement tiré le proila fort habilement tiré le proila fort habilement tiré le proila fort habilement tiré le proild'un accord sur le gaz

Les gouvernements italien et algérieh ont décidé de reporter au mois d'avril les discussions sur le priz des 12 milliards de mètres cubes de gaz que la Sonatrach doit fournir à l'Italie par un gazoduc achevé depuis plus de six mois. M. Benahla, le ministre algérien des affaires étrangères, et son collègue italien, M. Colombo, n'ont pu que constater le désaccord. Les négociations que mène l'Algérie avec la France seront

déterminantes à l'égard des autres clients de la Sonatrach. M. Cheysson a tenté de surmonter les ultimes difficultés des discussions en se rendant à Alger le 29 janvier. Munis de nouvelles directives politiques, les dirigeants de gaz de France — attendus à Alger le 30 janvier — et de la Sonatrach devraient pouvoir parvenir à un accord avant le

#### De notre correspondant

31 janvier, date limite que s'étaient fixée les deux pays.

Alger. — Le ministre français . été connue à Alger et l'agence des relations extérieures, M. Cheys- A.P.S. n'a pu que la confirmer son, a tenté, vendredi 29 janvier, en début de soirée en restant de débloquer la négociation muette sur le contenu des disfranco-algérienne sur le prix du gaz, une négociation qui traîne maintenant depuis deux ans (1). pas le premier du genre dans cette Accompagné du directeur des négociation aux multiples rebonaffaires économiques de son dissements. En novembre 1980, ministère, M. Jean-Claude Paye, M. Giraud, alors ministre de l'inet d'un représentant de la direcdustrie, avait utilisé la même protion des carburants du ministère de l'industrie, il s'est posé en début d'après-midi à Boufarik à cédure pour sortir les discussions techniques de leur ornière. bord d'un Mystère-20 du GLAM II a rencontré peu après son collègue M. Benyahia, qui rentrait d'une série d'entretiens à Rome avec les dirigeants italiens. Les deux hommes se sont enfermés dans une villa près des hauteurs d'Alger et ont travaille tard dans la nuit. Tout cela devait en principe res-

(1) L'Algérie a livré, en 1981, à la France, 4 milliards de mêtres cubes de gaz à un prix variant en fonction de l'indexation entre 3,80 et 4,20 doilars le million de B.T.U. Un autre contrat, portant sur la livraison de 5,1 milliards de mètres cubes de gaz supplementaires par an pendant vingt ans, pourrait entrer rapidement an application si un accord était conclu sur le priz. Au total, l'Algérie livrerait alors à la France

ter secret, mais la nonvelle a vite

#### **DROGUES**

La drogue envahit la planète. Ses millions de victimes réclament des doses sans cesse plus élevées et le trafic touche tous les pays de la terre, alors que la puissance destructrice des composants de ce fléau augmente chaque année.

Oui, il faut que l'ONU organise d'urgence une année de lutte contre la toxicomanie et mette hors la loi ces stupéfignts aux noms connus : SS-20, Pershing, Cruise ou Pluton\_

HENRI MONTANT.

#### BONN

# 

M. Pierre Mauroy a rencontré le chancelier Héaut. Schmidt vendredi 29 janvier à Bonn. Les deux chejs de gouvillement ont eu un tête-à-tête d'environ deux heures, à l'issue duque le premier ministre français a estimé qu'ils évaient a une appréchion identique sur les problèmes mondiaux ». M. Schmidt a préciseque cette identité de vues portait notamment sur la crise polonai et ses consequences : Paris et Bonn sont d'accord pour repousser l'ide d'uns

rupture des échanges économiques avec l'Est. L'agence Tass: a répondu vendredi à la déclaration du preident Reagan dans laquelle le chef de l'Etat américain conseillait Les alliés européens de ne pas lier leur avenir a de trop près » ur régimes a qui ont peur de la liberté », allusion qui viscit princip. lement les contrats de livraison de gaz sibérien récemment signè par la R.F.A. et la France. L'agence officielle soviétique y voit « une incitation directe des mulieux d'affaires à saboter la politique économique de plusieurs pays ouest-européens, avant tout du gouvernement des socialistes en France ». Les Pays-Bas, pour leur part, ont décidé de réduire de moitié leurs importations de gaz soviétique.

#### De notre correspondant

plus de quatre ans. Ce propos a sont « parallèles ». été repris vendredi 29 janvier aussi bien du côté allemend que du côté français à l'occasion de la visite que

Bonn. — En ces temps difficiles, M. Mauroy faisait dans la capitale. la coopération (ranco-allemande est Cette rencontre a permis de rénotre blen le plus précieux ». La affirmer que la coopération francoformule est de l'ambassadeur de allemande serait renforcée dans tous France, M. Jean-Pierre Brunet, qui les domaines, Pour M. Schmidt, les quitte Bonn ces jours-ci après y vues de Paris et de Bonn sur les avoir représenté son pays pendant problèmes de la politique mondiale

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 3.)

- AVANT LE SÉLOUR DE M. MOUBARAK A PARIS

### L'Egypte sans Sadate

Le général Hosni Moubarak, président de la République arabe d'Egypte, est arrivé ce samedi 30 janvier à Rome où il commence sa première tournée en Occident depuis son accession au ponvoir, le 6 octobre, à la suite de l'assassinat du président Sadate. Ce voyage doit le conduire ensuite à Paris, à Washington, à Londres et à Bonn : son retour au Caire est prévu le 8 février.

Le voyage de M. Cheysson n'est

(Lire la suite page 13.)

DANIEL JUNQUA.

Au Vatican, où il s'entretient avec le pape, le rais s'entendra demander pour quelle raison le chef de l'Eglise copte, Chenouda III, est toujours relégué dans le désert libyque alors

que les principaux responsables intégristes islamiques ont été libérés au Caire.

A Paris, où il doit être reçu à l'Elysée le lundi 1er février, M. Moubarak s'enquerra notamment auprès du président de la République de ce que celui-ci a l'intention de dire en Israël, où il est attendu en mars, an sujet de la question palestinienne.

A Washington, où en août les propositions de Sadate pour résoudre cette question n'avaient pas convaincu le président Reagan, M. Moubarak tentera de nouveau de faire valoir que la paix restera précaire au Proche-Orient tant que les Palestiniens n'y disposeront pas d'un territoire national.

### 1. — Comme un émir mamelouk...

Le Caire - Que trouvez-vous de changé en Egypte? », demandent le ministre ou le boulanger — sans jamais préciser « depuis l'assassinat de Sadate», car c'est une circonstance et un nom que chacun chasse aujour-d'hui en Egypte comme un mau-vais souvenir. Moitlé par pru-dence, moitié par indifférence, les Egyptiens, d'habitude si émotifs, avaient regardé sans broncher sur leurs petits écrans le « champion de la guerre et de la pair » périr comme un vulgaire sultan mamelouk (1). Quatre mois après, c'est comme si cet événement qui sit frissonner la moîtié de l'univers s'était effectivement passé il y a

plusieurs siècles.

Russie, Europe, exil...

Alain Bosquet

L'enfant que tu étais

**GRASSET** 

De notre envoyé spécial J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Beaucoup d'Egyptiens regrettent même tout haut que le procès des meurtriers n'ait pas été expédié et leur sort, par la potence ou la prison, réglé une fois pour toutes au lendemain même du drame du 6 octobre 1981, « afin qu'on n'entende plus parler de cette ajfaire ». D'aucuns, à Beyrouth ou à Paris, assurent que « le peuple egyptien n'avait pardonné à Sadate ni le traité séparé avec en Egypte ». Pourtant, sur place, on constate sans peine que la paix reste considérée par la majorité des Egyptiens comme un acquis positif et définitif tandis que la réorientation politico-économique du pays vers l'Occident, même si elle est loin d'avoir répondu à tous les espoirs de la population. n'est généralement pas remise en question. Les Américains ont beau commettre dans la vallée du Ni les mêmes erreurs psycho-politi-

(1) Les mamelouks, à l'origine esclaves militaires, souvent d'origine circassienne, jouèrent un rôle politique déterminant en Egypte de 1250 à 1804, gouvernant directement ce pays jusqu'en 1517. Plusieurs de leurs sultans ou princes furent tués dans des circonstances comparables à celles de la fin de Sadate.

#### M. MAUROY INVITÉ DU « GRAND JURY » R.T.L. - « LE MONDE »

M. Pierre Mauroy, premier ministre, sera l'invité, dimanche 31 janvier, de l'émission « Le grand jury n, organisée par R.T.L. et « la Monde n, et diffusée de 12 h. 15 à 19 h. 30. Le premier ministre répondra aux questions des journalistes iournal.

ques que dans tant d'autres con-trées du tiers-monde, ils ne sont pas encore parvenus à devenir impopulaires alors que les Sovié-tiques, près de dix ans après le militaires, le restent.

(Lire la suitte page 4.)

#### -POINT-

### Qui paiera la carte orange?

des transports, M. Fiterman, sibilité parmi d'autres », ont Indiqué le 29 janvier, de source officieuse, les services

du premier ministre. Le souci du gouvernement, qui n'a encore pris aucuns décision en la matière, précisait-on encore, est de frouver une formule permettant d'« alléger de façon significative . pour les usagers le coût du transport entre le domicile et le lieu du travail. sans qua cela se traduise par un alourdissement des charges des entreprises. Plusieurs formules peuvent être envisagées : le recours au budget de l'Etat, par exemple, ou une surtexe sur le prix de l'essence.

Matignon refuse alnsi de Naire siennes les propositions u ministre communiste des

y raison de cette Intervention inhabituelle du cabinet de Maurov est claire : au momèu où l'on s'efforce de relance, la production et d'amadèrer les patrons, imposer aux entreprises parisiennes de prendre à leur charge une oartie du coût du transport de leurs salariés est une mesule hors de propos. La réaction de la Contédération générals des petites et moyennes entreprises, qui, dès qu'ils furent connus. a protesté contre les projets de M. Fiterman, l'a eussitôt

montré. Cette divergence politique entre le gouvernement et l'un de ses ministres peut être diversement commentée. Elle ne doit pas masquer le problème difficile posé par la financement des transports parisiens, question qui dott être débattue au Pariement à

Demander aux entreprises de couvrir la moitié du coût de la carte orange est une mesure peut-être înopportune. en tout cas très mai aisée à mettre en œuvre.

Mais M. Fiterman n'a pas tort de noter les avantages économiques Importants que les entrepreneurs privés ont tiré et tirent de l'amélioration des dessertes en chemin de fer, métro ou autobus, financée pour partie par le contribuable. Le recours au budget ou à une surtaxe sur le prix de l'essence ne permettra pas d'éluder complètement la question qu'il a posée : peutêtre trop fort ou trop tôt.

### UNE DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE MAJEURE

### Marseille retrouve ses sources phocéennes

que se répéter : elle bégaye. Quinze n'est, à vrai dire, qu'une demians après la découverte, en 1967 eur surprise, compte tenu des enseile chantier de la Bourse, des rem- gnements tirés des fouilles de la parts et du port antique de Mas- Bourse et de la direction que presalia, c'est un autre chantier de nait le rempart grec vers le nord. rénovation urbaine, celui dit de la 11 y avait tout lieu de supposer butte des Carmes, un peu au nord qu'on devrait retrouver la suite de du terrain de la Bourse, qui offre la muraille sur la butte des Carmes, une découverte archéologique ma- bastion de défense évident. D'aujeure — peut-être plus importante tant plus que César lui-même, dans que la première.

l'arrivée des colons grecs de Phocée de Gaule et d'Espagne. » (Asie-Mineure).

A Marseille, l'histoire ne fait pas Ce qui se passe aux Carmes le De Bello civill, fournissait de pré-Si la Bourse a donné l'Image de cieuses indications dans la relace que pouvaient être les fortifica- tion qu'il fit du siège de Massalia. tions et le port antique de Massalia II avait établi son camp sur l'emtels que les avait vus et décrits placement de l'actuelle gare Saint-César lors du siège de la ville Charles, dont la butte fait face à en 49 av. J.-C., les vestiges ne celle des Carmes, et décrit ainsi permettaient pas d'alier en-deçà du les défenses de la cité : « Le pardeuxième : siècle. Les découvertes tie qui touche la citadelle est détenqui viennent d'être faites aux Car- due par la nature du terrain et mes devraient, selon les premiers par un ravin très protond [l'actuel sondages, permettre de remonter boulevard des Dames], ce qui rend beaucoup plus loin dans le temps : l'attaque longue et difficle (1), pratiquement jusqu'à l'époque de la C'est à droite [pour celui qui assiège fondation de la cité, que l'on situe la ville] que se trouve la porte de vers 600 av. J.-C., au moment de la cité par où l'on entrait venant

> JEAN CONTRUCCL (Lire la suite page 9.,



Element mount been bener men

de Berte beit alle in beiter

Mary St. Committee and St. Committee

The state of the s

them. I william the posters in an

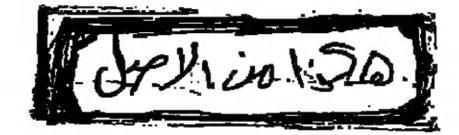
SPECIAL & PARTY PARTY PARTY SERVE

Mr Bennett Minis tent in Aus In de

The second of th

The same of the same of

THE SHEET SHEET SHEET SHEET SHEET



Après la libération du général Dozier

### La police traque les Brigades rouges dans tout le nord du pays

De notre correspondant

gnages de volans par exemple

terroristes, ce qui aurair des

part se confirmer cepen-

que le police aurait pu localiser

le lie où était détenu le général

grac aux indications données par

un jeune délinquant (présenté

au urd'hui comme un drogué)

polo Galati, vingt-deux ens

séjà arrêté pour complicité avec

connaissait certains éléments de

l'affaire. Peut-être la rançon de

2 milliards de lires proposée par

les Américains aurait pu le con-

duire à parler. Si cette informa-

tion se confirme, elle témoigne-

rat d'un relachement dans

l'organisation des B.R. : alors que

la plupart des groupes terroristes

ont été plus ou moins démantelés

par la police, les Brigades rouges

ont pu tenir jusqu'à présent grâce

à une organisation solide, ayant

peu de contacts avec la pègre.

milieu peu flable et infiltre par

la police. Ce qui ne semble pas le

Jusqu'où a été la pénétration

de la police dans l'organisation

colonne de Vénétie. l'une des plus

«dures» dénommée Anna-Maria

Ludmann (du nom d'une terro-

riste tuée par la police) respon-

sable entre autres de l'assassinat

dans des circonstances assez igno-

bles du frère du repenti Peci en

1981, soit profondément touchée

milieux dirigeants que les B.R.

ne cherchent par une action

à laver l'« affront » que leur ont

infligé les forces de l'ordre. C'est

pourquoi, vendredi, le comité interministériel pour la sécurité et l'information (C.I.I.S.) a décidé

d'éviter dans les jours qui vien-

nent toutes démonstrations triom-

phalistés : per exemple une inter-vention du président du conseil

Spadolini à la télévision a été

Il reste que l'on craint dans les

dans un proche avenir,

PHILIPPE PONS.

des B.R.? Il semble que la

cas aujourd'hui.

etit trafiquant, avant un frère

mme nous l'avions (le Monde du 29 janvier)

Rome. — Dieu, la famille et les forces de l'ordre ont été les moments forts de la conférence de presse donnée à Vicence, le vendredi 29 janvier, par le général Dozier, chef adjoint de l'étatmajor des forces terrestres de l'OTAN en Europe du Sud, libéré la veille par la police des mains des terroristes qui le détenaient depuis un mois et demi. Ayant rasé sa barbe et recouvré, avec son uniforme, sa coupe de cheveux d'homme de guerre, il e déclaré : « A tous les amis italiens, du plus profond du cœur, je veux dire merci pour leurs prières en ces moments difficiles. Je tiens en premier lieu à remercier les autorités italiennes pour l'efficacité avec laquelle les forces de l'ordre ont mené à bien l'opération de ma libération et dont

l'Italie peut être fière. Après son allocation, le général s'est tourné vers sa femme et lui e passé autour du cou le collier qu'il lui avait acheté pour Noël et dont il n'avait pu lui faire présent, ayant été enlevé le 17 décem- les B.R., il était en cheville avec bre. « Happy end » somme tout les terroristes ou du moins bre. « Happy end » somme tout très américaine pour une affaid qui paraît koin d'être terminés Tandis que les milieux potiques continuent à exprimer eur enthousiasme sur la manière dont a été libéré le général (« litalie se décerne une médaille, titre ironiquement le quotidiel d'extrème gauche Lotta continua, relevant entre autres e propos à chaud du secrétaire général de la démoratie chrétienne Piccoli: « r.urais voulu être celui qui a liber: le général »), les opérations de police continuent dans tout is nord du pays. Entre mercredi et vendredi ont été découverter neuf bases des Brigades rouges, et vingt-deux personnes (deut les cinq gardiens du général) ont été arrêtées ou appréhendées dans la région de Milan. Padoue, Vérone et Vicence.

#### R.F.A.

La police cherche notamment à

Padoue la base logistique la plus

importante de la colonne de Véné-

tie des B.R. Dans l'appartement

où était retenu captif le général.

la police a retrouvé 20 millions de

lires en coupures, et de grandes

quantités de plastic.

#### QUAND DES ÉCOLOGISTES « ENVAHISSENT » LA R.D.A...

(De notre correspondant.)

Bonn, - Une trentaine de manifestants écologistes venus de la République fédérale viennent d'occuper pendani vingt-quatre heures une partie du territoire de la R.D.A. Une fois de plus, il s'agissait de protester contre l'installa-tion d'un dépôt de déchets nucleaires à Gorleben, dans le nord-est de la République fédérale, au voisinage immédiat de l'Allemagne de l'Est. Mercredi 27 janvier, les ma-nifestants, au lieu de s'en prendre aux forces de police protégeant le chantier, ont envahi une bande de territoire est-allemand situé en deçà des mines et des barbelés qui défendent la R.D.A. contre les « menaces impéria-

listes b. En temps normal, les gardes - frontières est - allemands n'autaient pas manoué d'intervenir contre une telle a agression v. Cette fois-ci. cependant, ils se sont contentés de s'adresser aux a envahisseurs » à l'aide de mégaphones pour les inviter poliment à quitter le territoire de la R.D.A. De l'autre côté, la police ouest-allemande, les soldats du service de protection des frontières et les douaniers étaient impuissants. Aucune disposition légale ne leur permettait de mettre le pied sur un terrain appartenant à la R.D.A. Quatre soldats britanniques cantonnés dans le voisinage n'ont pas hésité, dans la nuit, à rejoindre les manifestants autour d'un seu de camp pour boire avec eux un punch réconfortant.

Dans la journée de jeudi les a envahisseurs n se soni retirés. Leur but était atteint : ils voulaient démontrer que, dans le cas d'une catastrophe nucléaire à Gorleben, les habitants de treixe villages enjermés dans une poche de la frontière ne pourraient fuire qu'en se précipitant vers les champs de mines et les mitrailleuses automatiques est-allemands.

JEAN WETZ.

#### Union soviétique

### Des muneurs exceptionnels ont été rendus á la dépouille de Michel Souslov

De notre correspondant

yeur qui n'avaient pas été accordées Cela dit, on ne sait encore que aux dignitaires du régime décédés très peu de choses sur l'opération les demières années. D'une part, il de police de jeudi ; jusqu'à pré-a été inhumé dans le petit cimetière sent, aucun élément — témoi où reposent, au pied du Kremila, n'est venu étayer la version de cielle des faits. Quant au rant huit des héros de l'histoire soviétique, dont Staline, les maréchaux qu'a pris la police en des Vorachilov et Boudienny, au lieu d'être incinéré et ensevell dans le mur d'enceinte du Kramin, comme l'avalent été le maréchal Gretchko en 1976. Fedor Koulakov en 1978 et Alexis Kossyguine en 1980.

voquer l'assessine d'général voquer l'assessine d'général (un de ses gardins t tenant en joue), les suitité font valoir que, l'officier tant interrogé par ses geoliers visage découvert, tout portain croire que ceux-ci voulaient récuter et qu'il fallait D'autre part, M. Brejnev a prononcé son éloge funèbre, avant de céder la parole à MM. Grichine. membre du bureau politique : Fedosmembre du bureau politique. Fedosselev, vice-président de l'Académie des sciences, et Zimney, président d'un kolkhoze de la région natale de Souslay.

Le choix de M. Brejnev comme principal orateur n'est pas seulement un hommage rendu à la personnalité du défunt. Il permet de couper court aux spéculations sur la succession de celui qui tenait en main le secteur idéologique du parti. En règle générale, le dirigeant appelé à prendre la parole sur la place Rouge, et qui préside en même temps la commission d'organisation des obsèques, apparaît comme le bénéficiaire d'une passation des pouvoirs. Ce fut le cas de M. Oustinov à la mort du maráchal Gretchko, de M. Kirilenko à celle de Koulekov, de M. Tikhonov à celle de Kossyguine. En conflant cette responsabilité à M. Breinev et en s'abstenant de désigner la président de la commission d'organisation des obsèques (le Monde du 28 janvier), les autorités soviétiques suggêrent que M. Sousloy ne sera pas remplacé dans sa fonction, sinon par

le secrétaire général lui-même. Cependant, le rôle conféré à M. Griotine mérite d'être noté. <del>Pre-</del> mier secrétaire de la ville de Moscou, M. Grichine a été conduit à ce titre, à se faire le défenseur du dogme contre les contestataires, en particulier quand quelques écrivains firent paraître, en 1979, l'almanach sentant de la tendance dite « slavophile ». Il a été le délégué du P.C.U.S. au congrès du parti polonais en julket demier, après que Sousiov se fût rendu à Varsovie en avril, il pourrait donc aspirer à une position importante dans la domaine idéologique, sans prétendre pour autant exercer une autorité comparable à celle de Sousiov.

La dimension internationale acquise

Les plus chaleureux, adressés personnellement à M. Brejney, émanent de MM. Jivkov (Bulgarie), Honecker (R.D.A.), Jaruzelski (Pologne); ce dernier a Insisté sur l' - attention - et la « bienvelllance » avec lesquelles Souslov avait traité des problèmes du POUP. Les plus sobres, envoyés seulement au comité central, viennent des partis hongrois, roumain, Italien et... français. Même si M. Gaston Plissonnier, qui signe son texte au nom du secrétariat du P.C.F., exprime sa < protonde émotion >, ce

THOMAS FERENCZI.

que ne font ni les Roumains ni les

#### M. LUNS, LA TURQUE ET LA POLOGNE

Bruxelies (A.F.P.). - La différence entre les généraux poloneis et les généraux turcs est la même que celle qui distingue les traftres des patriotes », a déciaré, vendredi 29 janvier, à Brixelies M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, dans un discours prononce lors d'una réunion d'officiers de ré serve des pays de l'alliance. Les généreux de Varsovie sont résolus à extirper l'esprit de la démocratie et ceux d'Ankera à créer des conditions qui permettront à cet asprit de s'épanouir. Les généraux de Varsovia terrorisent leur propra peuple. Leurs homologues d'Ankara restaurent un sens national de la sécurité individuelle », a-t-il ajouté.

Estiment non fondées les accusetions selon lesquelles l'OTAN applique un double critère d'évaluation à la Pologne et à la Turquie, M. Lons a, d'autre part, dénoncé ceux qui sont « choqués par la présencee de quelques douzsines de consellers militaires américains au Salvador, mais ne s'émeuvent pas de celle de dizalnes de milliers de soldats soviétiques en Alghanistan et de milliera de militaires cubains, valets de l'U:R.S.S., notamment en Angola, ainsi que de la présence de nombreux conseillers militaires est-allemands en Afrique et en Asie. -

#### Forte hausse des prix des denrées alimentaires en Pologne et en Tchécoslovaquie

en faire autent. Elle décrète dans importantes d'électricité

économisér l'énergie. A Varsovie, les autorités espèrent que « l'état de guerre » permettra de faire passer plus alsément ces augmentations qui vont tripler les prix du beurre,

### L'ARMÉE SECRÉTE ARMÉMIENNE « OPÉRATIONS MALITAIRES » CONTRE LA FRANCE.

a L'Armée secrète armenienne pour la libération de l'Arménie » (ASALA), siègeant à Beyrouth, a ordonné à ses militants, dans la soirée du 29 janvier, d'artêter les opérations contre les intérêt francais « en France et dans le reste

du monde ». Cette décision, dit un communiqué, a fait suite à la décision du gouvernement français de satisfaire les demandes des quatre militants de l'organisation qui ont exécuté l'opération de Van » (prise d'otages au consulat de Turquie le 24 septembre 1981). Ces « demandes » visaient à obtenir le statut de prisonniers politiques, L'ASALA exprime également sa confiance dans les a garanties » françaises accompa-

gnant cette décision. A Paris, le « groupe Orly » a fait connaître à l'A.F.P. la cessation identique de ses « opérations militaires » contre les intérêts

## WASHINGTON: une campagne

Le consul général de Turquie à Los Angeles, M. Kemal Arikan, est la vingt et unième victime de la « campagne sauvage » engegée par les «Commandos justice pour le génocide arménien ». a estimé le 29 janvier le département d'Etat dans un communique qui précise que ce groupe avait notamment commis, le 12 octobre 1980, un attentat qui avait! sévèrement endommagé la mission turque aux Netions unies. L'ambassadeur américain à Ankara, M. Robert Strausz-Hupé a remis au ministre des affaires étrangères un message du secrétaire d'Etat, Alexander Haig. promettant que « tout sera fait pour tradutre en justice » l'assas-

sin du consul. Un sergent a été arrêté à Pasadena (voir nos dernières éditions du 30 janvier). — (A.F.P.)

0,90 & 2,70 slotys et le kilowatt d'électricité de 0.90 à 1.80 zloty. (Le zloty yaut 0,07 franc.)

Le salaire moyen est actuellement de 7700 zlotys, le salaire minimum de 3 300 zlotys. Des compensations modulées seront versées aux salariés allant de 750 à 1400 zlotys mensuels pour les mineurs de fond. Mais ces hausses frapperont de plein fouet les catégories pour lesquelles aucune espèce de compensation n'est prévue : les paysans, les artisans, les avocats, les chauffeurs de taxis.

Les autoristés ont aussi élargi le domaine des prix industriels imposés. Riles craignent que la e libération des prix 2, instaurée annaravant pour permettre la rationalisation de la gestion des entreprises, ne déclenche une inflation incontrolable. Ainsi par exemple, le prix d'une Fiat 126 de 600 cm3, de fabrication polo naise, a été fixé à 208 000 zlotys. c'est-à-dire beaucoup moins que ne le souhaitaient les producteurs. De toute manière les délais de livraison sont considérables et, au marché libre, le prix est trois fois plus élevé.

Le pari des autorités militaires. qui entendent reussir grâce aux chars là où ont échoué tous les précédents gouvernements polonais depuis 1956, est d'autant plus hasardeux que la hausse du prix du pain effectuée fl y a cinq mois (de quelque 300 %) est loin d'avoir eu les effets annoncés sur le marché : les files d'attente cont toujours aussi importantes. la qualité du pain toujours aussi critiquable.

A Prague, les autorités ont décidé une hausse sensible des prix de la viande et de certains produits alimentaires, qui entre en vigueur ce samedi 30 janvier. M. Loubomir Strougal, chef du gouvernement, avait annonce mardi, devant des mineurs à Ostrave, que les prix de la viande et des produits animaux allaient augmenter de 27 % en moyenne, ceux des cigarettes et du tabac do 30 % à 39 %, du vin de 18 % du rhum de 19 % et de la vodka locale de 25 %. Le prix du riz doublera et celui augmentera de 50 %. M. Strougal a saisi l'occasion pour faire re-marquer que, à l'exception d'un réajustement mineur en 1966, les prix de la viande n'ont pas changé depuis 1953 et que la Tchécoslovaquie est, avec 85 kilos par habitant par an, parmi les plus gros consommateurs de viande dans le monde. Des augmentations de 15 % à 18 % des salaires et de certaines allocations familiales doivent accompagner ce train de hausse.

#### **AMÉRIQUES**

jugée inopportune.

#### États-Unis

### Les démocrates vont demander la suppression de l'aide militaire au Salvador

Washington (A.F.P.). — L'opposition democrate américaine s'est élevée, vendredi 29 janvier, contre la signature le veille par M. Reagan d'un document certifiant au Congrès que le gouvernement du Salvador feisait un effort a significatif a pour respecter les droits de l'homme (le Monde du 30 janvier).

Cette exigence du Congrès, inscrite en décembre dans la loi sur l'aide à l'étranger étant satisfaite, l'assistance économique (40 millions de dollars) et militaire (25 millions) octroyée à la junte salvadorienne pour 1982 peut en principe être débloquée.

Cependant, en dépit de garantie présidentielle, l'opposition démocrate s'apprête à demander la suspension de toute alde militaire au Salvador.

 La réduction de la présence américaine en Europe. — M. Howard Baker, chef de la majorité républicaine au Sénat américain, a estimé vendredi 29 janvier qu'une proposition de réduction du nombre des troupes améristationnées en Europe pourrait obtenir aujourd'hui l'abprobation du Sénat. Parlent devant le comité national républicain, il a rappelé qu'il y a une dizaine d'années, quand le sénateur démocrate Mansfield proposait des projets de loi en ce sens, ils étaient toujours reponssés à une large majorité. Selon lui, aujourd'hui, une proposition visant à réduire le nombre des soldats américains en Europe — actuellement quelque 300 000 - serait probablement facilement adoptée par le Sénat. — (A.F.P.)

Face à cette opposition, le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines. M. Thomes Enders, a été chargé de défendre le document présiden-tiel, lund: 1° et mardi 2 février, devant les sous-commissions pour l'Amérique latine de la Chambre

des représentants et du Sénat. Dans son document, M. Reagan affirme que le gouvernement de San Salvador a fait des « sijorts significatifs » pour protèger les droits de l'homme et qu'il est parvenu à « contrôler substantiellement > sa propre armée.

#### Le procès des meuririers

des religieuses américaines La loi sur l'aide à l'étranger exigeait également de M. Reagan qu'il assure que le Salvador s'efforçait de poursuivre les assassins de sept citoyens américains dont quatre religieuses — tues dans ce pays en décembre 1980. M. Enders tirera son principal argument de la satisfaction donnée par la justice salvadorienne sur ce point auquel l'opinion amé. ricaine est très sensible. De source autorisée, on précise que San Salvador doit annoncer l'ouverture du procès des meurtriers des religieuses. Mais M. Enders affronte une opposition réticente M. Gerry Studds (dém., Massachusetts) membre de la sous-commission pour l'Amérique latine, a affirmé vendredi qu' « il n'y avait que les membres du gouvernement pour croire ce que disait le gouvernement », à propos de la situation au Salvador. Il a annoncé que les démocrates aliaient présenter un projet de loi destiné à supprimer l'aide militaire au Sai-

#### Mexique

### La rivière aux cadavres

De notre correspondant

Mexico. — Les égoûts de la capitale charrient de tout. compris, repuis la 14 janvier. des cadavres. Dans la « rivière » qui sert à l'évacuation vers le nord des « eaux noires » de Mexico, treize corps ont été retrouvés en moins de deux semaines.

Trois d'entre eux présentaient des impacts de belles, deux des blessures à l'arme blanche et des contusions multiples avec éclatement de viscères, trois avaient été décapités. Certains vêtements portaient des marques de fabrique vénézuéllennes et colombiennes. Les victimes étaient de taille supérieure à la moyenne continentale et d'une constitution physique - exceptionnellement athlétique ...

Selon la police, il s'agit sans doute d'extrémistes de droite et de gauche latino-américains victimes de réalements de comptes. Des journalistes de être des - passeurs » d'émigrés Illégaux aux Etats-Unis ou des trafiquants de drogue. Le physique des victimes fait penser à des policiers ou à des gardes du corps.

Deux organismes mexicaine de défense des droits de l'homme. le Front national contre la répression et le Comité Indépendant des prisonniers et exilés politiques, estiment que les vic-

times ont été liquidées pour des raisons politiques. Ila craignent que les hypothèses avancées par les autorités ne servent à justifier des mesures de répression contre les étrangers qui ont trouvé refuge au Mexique et qui sont de plus en plue nombreux du fait de la situation au

Guatemala et au Salvador. Le respect des droits de l'homme au Mexique est devenu d'actualité depuis qu'Amnesty International et le Conseil américain pour les affaires de l'hémisphère ont publié, au début de l'année, des rapports inquiétants sur ce suiet. Les deux organismes se déclarent préoccupés par la pratique des détentions et des jugaments arbitraires; par l'utilisation de le torture ; par l'existence de groupes paramilitaires et de prisons secrètes ; par le fait que plusieurs personnes ont trouvé la mort alors qu'elles se trou-

Selon le Conseil pour les affaires de l'hémisphère, « les positions remarquables prices par le Mexique sur le problème des droits de l'homme à l'échelle internationale ont été sérieusement entachées par les abus commis dans ce domaine à l'intérieur de ses propres

FRANCIS PISANI.

#### LES ÉTATS-UNIS ET LA GRANDE-BRETAGNE ACCEPTENT DE RESTITUER A PRAGUE L'OR VOLÉ PAR LES NAZIS.

Prague (A.F.P.). — Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Tchécoslovaquie ont mis vendredi 29 janvier un point final à leur contentieux financeir datant de la dernière guerre. Ils ont signé un accord qui prévoit notamment la restitution à Prague de près de 18,5 tonnes d'or, détenues jusqu'à présent à New-York et à Londres.

Les dix mille trois cent quatrevingt-dix-sept pièces d'or et les 8 002 kilos de lingots avaient été volés par les nazis à la Tchécoalovaquie pendant la guerre et récupérés par les Alliés. Ceux-ci avaient instauré une commission tripartite France-Grande-Bretague-Etats-Unis pour organiser sa restitution. Mais, après les nationalisations de 1945-1948 en Tchécoslovaquie, ces deux derniers pays avaient refusé de res-tituer l'or tant que des indemnisations « justes » n'auraient pas été versées à leurs nationaux spoliés.

Après plus de trente ans de negociations, les Etats-Unis avaient paraphé un accord avec la Tchécoslovaquie le 6 novembre dernier, prévoyant pour leurs citoyens une indemnisation de 81,5 millions de dollars. Les Britanniques avaient fait la même chose le 16 décembre pour 25 millions de livres. La France, qui a réglé son contentieux depuis longtemps, a déjà approuvé le principe de la restitution.

Cette négociation très difficile a pu être finalement menée à bien et approuvée par les Parlemente des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dans une période de très net refroidissement Est-Ouest. Des sources américaines à Prague l'expliquent par le caractère « très avantagent » pour les citoyens concernés des indemnisations offertes par les Tchécosloyaques.

## esse des prix des denrées alimentaires en Palogne et en Tchecoslovaquie

" CONTAINED MELIARY: "

ARALAS SHOWER A BESTALLS

militarette de forme interes Charles and the same of the same of the same which is a spiling to do a se Street, comme districtions.

THE WASHINGTON A RESERVE

the state of the second

remaining the state of the state of

and the second second second second

#### DIPLOMATIE

MM. Mauroy et Schmidt rejettent l'idée d'une M. Reagan participera à un sommet de l'OTAN rupture des échanges économiques avec l'Est

Corrigeant des linformations selon

lesquelles la France se serait oppo-

sée à une housee du taux d'intérêt

des crédits commerciaux accordés

à l'U.R.S.S., M. Magroy a précisé

n'avait pas encore arrièté son atti-

tude. Quant au chancelièr Schmidt.

il s'est empressé d'ajoutet que le

Kremin ne bénéficie d'aucuh, - oré-

dit privilégié » de la part de la

... C'est à propos d'éventuelles seno-

tions visant l'Union soviétique que

M. Mauroy s'est expliqué de la façon

la plus nette, et que l'accord avec

Pour le premier ministre, la rupture

reviendraient à accepter l'Idée d'un

blocus économique. « C'est là, a-t-il

Encore le premier ministre fran-

Bonn, on est, certes, résolu, tout

dit, un acte grave. C'est un acte

cals est-il peut-être allé un peu plus

ioin à cet égard que le chancelier.

autant qu'à Paris, à maintenir les

relations économiques avec l'U.R.S.S..

et on résiste avec viqueur aux pres-

sions américaines. Les dirigeants

de la R.F.A., toutefois, ne ferment

pas cette porte d'une facon aussi

admettent, en théorie du moins, que

des mesures de rétorsion contre les

Soviétiques pourraient devenir iné-

ritables si la situation polonaisa

La rencontre a permis d'évoquer.

en outre, quelques problèmes bila-

téraux, tels ceux des satellites

de télévision et du projet de chars

franco-allemands. Sur ce demier

point, on aurait souligné de nouveau,

du côté français, l'importance d'une

étroite coopération en matière de

production d'armements. Ce proiet

de char se heurte toutefois à des

résistances de plus en plus sérieuses

de la part des responsables poli-

tiques et militaires de la République

fédérale. La discussion de cette

affaire sera donc reprise dans quel-

ques fours, lorsque le ministre ouest-

allemand de la défense. M. Apel.

se rendra à Paris pour rencontrer

catégorique que .M. Mauroy.

continuait de s'aggraver.

de guerre. »

chanceller a été le plus évident.

en fait, son loouvernement

(Suite de la première page.)

M. Mauroy a estimé qu'il y avait entre les appréciations françaises el allemandes - beaucoup de convergances et très peu de divergences ». Lorsque le chanceller, s'appuyant toujours sur les propos de M. Brunet s'est réjoui que la coopération entre les deux pays ne dépend en rien d'un changement de gouvernement. il a toutefols paru un peu plus incertain. Le fait est qu'à Bonn on ne s'est pes encore complètement sdapté au « changement » intervenu à Paris. La politique n'est d'ailleurs pas seule en cause : !! s'y ajoute des différences de tempérament, qui ne sont pas totalement négligeables. Le chancelier, en tout cas, paraît le style - un pau trop - romantique » à son gré — des dirigeants socialistes francals.

Tout cale excilque sans douts que, d'un côté comme de l'autre, on s'efforce de mettre en public l'accent sur le besoin d'approfondir la coopération entre les deux pays. L'amitié tranco-allemande est le novau dur de la Communauté aurotruire », a déclaré M. Mauroy.

Au cours de cette rencontre, qui devait, en principe, préparer le sommet franco-ellemand du mois prochain à Paris. il a donc été question des « vues convergentes ». Tel est notamment le cas en ce qui concerne la politique financière des Américains. M. Maurov a dénoncé les taux d'intérêt trop élevés pratiqués outre-Atlantique, avec des - conséquences funestes » pour les économies euro-

Si, d'un côté comme de l'autre. on s'efforce d'aplanir les divergences, celles-ci na peuvent cependant être complètement étiminées. Au chapitre de la politique industrielle. M. Maurov a assuré que la France ne songeait nullement à élever des « diques protectionnistes ». mais a reconnu que la «reconquête du marché intérieur » pouvait susciter des inquiétudes en R.F.A. M. Mauroy a donc expliqué à son interfocuteur que cette stratégie p'allait nullement à l'encontre de la concurrence et du libre-échange au sein de la C.E.E. Selon lui, les partenaires de Paris devraient donc - se féliciter plutôt que de se plaindre - du programme que de se plaindre - du programme de relance français, car eux-mêmes ASIE en tire ront finalement bénéfice. M. Mauroy a alouté que le chanceller avait paru satisfalt par cette explication : mais ce demier n'a pas cru bon de confirmer lui-même l'impression optimiste de son hôte... Quant aux questions agricoles, le premier ministre a seulement dit qu'elles avaient été ávoquées « très rapidement », ce qui as suggère pas qu'un progrès notable ait été enregistré dans la solution des - graves difficultés » qui, selon M. Mauroy, se

#### Décisions concrètes pour la Pologne

présentent dans ce secteur.

L'harmonie est cependant manifeste lorsqu'il s'agit pour Bonn et Paris de définir leur attitude à propos de la tragédie polonaise. Le chancelier et le premier ministre se sont trouvés d'accord pour soutenir que la solidarité indispensable à f'égard du peuple polonals suppose te maintien de l'aide alimentaire. M. Mauroy a précisé aussi qu'à la conférence de Madrid II ne serait pas question d'accorder un « label pseudo-démocratique » à ceux qui sont en train de violer les droits de Thomme en Pologne.

Sur le plan des décisions concrètes touchant la Pologne, « la réponse n'est pas encore arrêtée au niveau de l'ensemble des pays européens ».

■ Le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés à indiqué vendredi 29 janvier que 150 000 à 200 000 Polonais se trouvalent actuellement en Europe occidentale dont le quart a demandé l'asile politique. A Berlin-Ouest, les autorités ont indiqué, pour leur part, que 9000 à 10 000 ressortissants poionais se trouvaient actuellement dans la ville 1045 d'entre eux ayant souhaité pouvoir s'y établir. Au total, quelque 21 000 personnes ont demandé l'asile politique à Berlin-Ouest en 1981, contre un peu moins de 14 000 l'année précédente - (A.F.P.)

 M. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste et de l'intergroupe de « Défense des droits de l'homme ». du Sénat, a remis à l'ambassadeur de Pologne en France, M. Eugéniusz Kulaga, une note dans iaqueile cet intergroupe exprime sa « vive émotion » devant la situation polonaise et réclame des personnes arrêtées qui sont, dit-il, a les fondements essentiels en juin à Bruxelles

M. Reagan fera en juin un voyage en Europe, le premier depuis son entrée à la Maison Blanche, il y a un an, a-t-on annonce, vendredi 29 janvier, à Wash-

Le président américain se rendra d'abord à Versailles pour le sommet des sept grandes démo-craties industrielles (suite à la réunion du même genre tenue Ottawa l'été dernier), qui se déroulers du 4 au 6 juin. Le 7 juin il sera à Rome à l'invitation du gorvernement italien et sera reçu en audience par le pape. Enfin il

1975\à Bruxelles, en mai 1977 à Lonparticiper au plus haut niveau. Le maximum qu'ait fait M. Giscard d'Estaingla été d'envoyer M. Chirac. alors premier ministre, à Bruxelles, en juin 1974 (11 s'agissait d'une cérémonie parement formelle destinée à signer la déclaration adoptée quelques jours plus tôt à Ottawa) et de se rendra dans la capitale belge, en mai 1975, pour y rencontrer

participera à Bruxèlles à un sommet de l'OTAN, dont la date n'a pas été précisée, mais qui pour-rait se situer les 9 et 10 juin. On confirme dans les milieux atlantiques de Bruxelles que ce sommet fait l'objet de consultations entre alliés et qu'il porters

dres et ea mai 1978 à Washington) et par son ministre des affaires étrannaires du consell atlantique.

ment, à tout commentaire.T le président Ford, à l'occasion d'un

SUR L'ADMISSION D'ISRAEL A L'ONU

ministre des affaires étrangères de Syrie, M. Abdel Halim Khaddam, a ouvert vendredi 29 janvier le débat de la session extraordinaire de l'Assemblés générale des Nations unies sur le Golan en demandant la suspension de la résolution de 1949 sur l'admission d'Israël aux Nations unies.

M. Blum, a déclaré, pour sa part, que la législation israélienne sur le Golan ne fait obstacle aucune façon à la possibilité procéder à des négociations paix entre Etais directement a Au nom du gouvernement

dTsrael », a-t-il ajouté, « je fais appel à la Syrie de cette tribune pour qu'elle mette fin à son hostilité à l'égard d'Israël et entre directement en négociation avec nous en que d'un réalement accepté sur tous les litiges entre

Ouest. Le communiqué de la Maison Blanche voit dans ce sommet une occasion pour l'alliance atlantique de formuler sa réponse aux défis des dix dernières années ». — (A.F.P.)

çais a été représenté à ces sommets

on peut présumer que M. Mitterrand ne se rendra pas à Bruxelles pour le nouveau sommet organisé par M. Reagan, d'autant plus qu'il aura rencontré le président américaln quelques jours plus tôt à Versailles. Mais l'Elysée se refuse, pour le mo-

LA SYRIE DEMANDE LA SUSPENSION DE LA RÉSOLUTION DE 1949

Le débat sur l'annexion du Golan

Nations unies (A.F.P.). - Le nos deux pays, y compris la question du tracé de leurs frontières internationales, a Au nom de l'O.L.P. dont il est le principal responsable en politique etrangère, M. Kaddoumi, a déclaré qu'un refus de l'Assemblée générale de reconnaître les pouvoirs de la délégation israélienne contribuerait grandement Le représentant d'Israë « à renjorcer le moral de ceux qui luttent contre l'impérialisme et le sionisme ».

> Aux Nations unies, un accord est intervenu entre l'Iran et l'Irak aux termes duquel les prisonniers de guerre des deux camps pourront recevoir, dans un proche avenir, des visites de membres de leurs familles. Cet accord a été négocié et conclu par l'intermédiaire du secrétaire général des Nations unies. Sou execution sers confiée au président du Comité international de la Croix-Rouge.

LE 1º FÉVRIER A PARIS

Deux députés socialistes allemands et un britannique participeront à une manifestation < pour une Europe non alignée et sans arme nucléaire >

Le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE), qui réunit une vingtaine d'organisations neutralistes, von violentes, écolo-<u>eistes ou d'extrême gauche (a le</u> Monde » du 30 décembré 1981), organise, le lundi 1= février, salle de la Mutualité à Paris, « six beares pour une Europe non alignée et sans arme nucléaire ». La soirée, prévue pour commencer à 18 beures, sera composée de débats, de projections

de films et d'une partie artistique. Plusieurs monvements européens geront représentés à cette soirée. Y participeront également un député travailliste britannique (M. Stuart Holland), des députés sociaux-démocrates allemands (MM. Gert Weisskirche et Freimut Duve), le bourgmestre de Sarrebrück, M. Lafontalue, et M. Melo Antunes, membre du Conseil de la révolution du Portugal

M. Claude Bourdet: une politique suicidaire

la manifestation de lundi: Les Français, ou au moins les Parisiens, vont avoir, pour la première fois, l'occasion de se faire une coinion personnelle sur fameux mouvement « pour, le désarmement nucléaire européen », qui a pris, à la suite de l'appei de la fondation Russell, un tel développement, à partir de 1981, dans tous les pays qui nous entourent, et a mobilisé. l'été demler, des centaines de militiers de manifestants à Londres, Bonn. Bruxelles, Madrid.

Rome, etc. (...). En France, le mouvement s'est développé avec retard à cause du chauvinisme ambiant, attaché à la possession de la - force de france à cause de l'absence de véritables Instituta de recherche sur la paix el les conflita, comme il en existe dans presque tous les autres pays, et : cause de l'abandon par le parti socialiste et le parti communiste de leur position du «programme commun ».. hostile à tout armemen nucléaire, y compris français. Mais depuis quelques mois. le Codene regroupe toutes les organisations françaises, plus d'une vingtaine, qui acceptent l'orientation de l'appel

Russell ( ... ). Bien entendu, les médias francais, suivant la politique gouvernementale, ou bien celle de la droite presque tous à l'affaire l'écho le plus petit possible. Cet été.

Hs se sont évertués à présenter le l

M. Clande Bourdet nous mouvement comme « pacifiste » (# y écrit notamment au sujet de a bien sur de nombreux pacifistes et - non-violenta », mais ils sont en minorité dans tous les pays), comme neutraliste = : or il y avait de nom breux - neutralistes - parmi les manifestants, mais la majorité des participants et la quesi-totalité des dirigeants sont simplement des hommes et des femmes qui trouvent foile et suicidaire l'actuelle politique occidentale, décidée à transformer îmmédistement tout conflit ou début de conflit en Europe en « guerre nucléaire l'imitée » (limitée, en fait à l'anéantissement de l'Europe).

> Mme Simone Vell, ancien président de l'Assemblée europécnne, a été élue, mercredi 27 janvier, président de sa commission juridique. M. Robert Chambeiron (apparenté communiste. France) a été désigné comme une des vice-présidents Les précédents présidents de commission ont été réélus à quelque exceptions près. C'est ainsi que le socialiste italien Mauro Ferri prend la direction de la nouvelle commission pour les institutions communautaires : le Grec modére Efstratios Papaeistratiou devient président de la commission des affaires scoiales; la commission des droits de la femme sera dirigée par une communiste italienne Mme Maria Cinciari Rodano.

La commission politique reste confiée au chrétien-démocrate italien M Mar;ano Rumor et celle des budgets au social-démocrate allemand M. Erwin Lange.

## L'Inde et le Pakistan engagent des pourparlers

De notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères de l'Inde et du Pakistan ont ouvert, samedi 30 janvier, à New-Delhi, des conversations en vue de préciser leur conception respective d'un éventuel pacte de non agression entre les deux New-Delhi. — Le 15 septembre,

le gouvernement pakistanais pro-

posait à l'Inde d'engager des pourpariers afin de parvenir à la signature d'un pacte de non agression, et ce, « dans l'esprit de l'accord de Simla > par lequel les deux pays avaient affirmé, en iuillet 1972 (après la guerre du Bangladesh) leur volonté de résoudre leurs différends de manière bilatérale et pacifique et de rechercher une paix durable « Exercice de propagande » décrétaient sussitôt les Indiens qui flairaient un « piège » dans .une offre qui relevalent-ils, n'avait même pas eté transmise officiellement à Delhi. Elle devait l'être le 22 novembre — mais figurait simplement au bas d'un communiqué justifiant la décision du Pakistan d'acquerir des armements américains dont des avions F-16.

Nehru avait de son côté, dès 1949, proposé un tel pacte et cette offre, renonvelée à plusieurs reprises, avait toujours été repoussée par le Pakistan. Mais observait-on, ce dernier n'a-t-il pas le droit de changer d'avis. et pourquoi refuser de tester sa sincérité? D'autant, faisait-on remarquer, que l'Inde n'avait pas mieux accueilli des propositions pakistanaises allant bien au-delà d'un simple pacte de non agression et visant, par exemple, à une réduction équilibrée et mutuelle des forces stationnées à la frontière. Quant aux ambitions nucléaires du Pakistan — antre sujet d'inquiétude pour Delhi pourquoi, suggérait-on, ne pas en débattre dans le cadre d'une normalisation des relations indonakistanaises.

Restait la crainte indienne de voir l'initiative pakistanaise relancer la question du Cachemire. L'accord de Simia, qui se référait non plus à une ligne de cessez-le-

feu mais à une ligne de contrôle, invitatt les deux pays à régler definitivement cet epineux dossier. Mais, force est bien de constater qu'aucum progrès n'a été accompli en ce sens et que la ligne de contrôle — hermétiquement close — n'a rien d'une véritable frontière internationale. Tout reste donc à faire. D'autant que si le Pakistan, qui n'accepte pas le statu quo actuel, est ouver la discussion. Mme Gandhi. elle, a réaffirmé récemment que le Cachemire faisait partie intégrante de l'Inde et qu'elle n'était pas disposée à en débattre.

#### Négocier ou se résigner

Certes, reconnaît-on, le contentieux entre les deux pays est tel qu'il serait vain d'espérer des discussions qui s'engagent, des résultats immédiats. Encore faut-il avoir la volonté de choisir la voie de la négociation plutôt que de résigner à une nouvelle confrontation, souvent qualifiée d' « inévitable ». Encore faut-il que le Pakistan fasse la preuve de sa sincérité et, ensuite, que l'Inde surmonte cette réticence, jamais ouvertement exprimee, mais qui explique sans doute largement son comportement : celle de « la plus arande démocratie du monde » à traiter avec une dictature militaire dépourvue d'appui populaire clairement exprimé.

D'où la prudence avec laquelle New-Delhi aborde ces discussions l'aide-mémoire indien énumérant un certain nombre de conditions qui illustrent le chemin à parcourir avant que ne se dégage une perception commune aux deux pays. Il insiste sur la nécessité de résondre les différends de manière strictement bilatérale, ce qui exclut pour New-Delhi, que la question du Cachemire soit evoquée à l'ONU (un point conteste par Islamabad) et sur respect des principes du nonalignement (ni alliances militaires ni bases étrangères) au moment où le Pakistan apparaît comme un élément essentiel de la stratégle américaine face l'a expansionnisme soviétique ».

PATRICK FRANCÈS.

### Singapour

### sur la signature d'un pacte de non-agression | La présence du seul opposant au Parlement est très mal tolérée par le gouvernement de M. Lee Kuan Yew

Singapour. — Dix jours seulement après leur arrestation, cinq completeurs ont été condamnés à des peines de deux à six ans d'emprisonnement - cinq autres sont en cours d'interrogatoire pour avoir, dans des tracts, incité la minorité malaise et musulmane à renverser par la violence le gouvernement de Singapour. a Dans une société multirociale et multiconsessionnelle, un délicat equilibre doit être maintenu : toute tentative pour y exacerber les passion sest fatale à la sta-bilité de cette société », leur a dit le juge.

Même si, pour les besoins de leur cause, ces accusés ont plaidé coupable, beaucoup de Singapouriens mettent en doute la gravité de leurs délits. Ils sont enclins à relier la découverte de cette « conspiration » à la récente élection au Parlement d'un membre de l'opposition et au souci du Parti d'action du peuple (PAP) qui détenait, depuis 1968, le monopole de la représentation nationale, de déconsidérer et de décourager ses adversaires politiques. Cette élection-surprise de M. J.-B. Jevaretnam, secrétaire général du Parti des travailleurs était-elle avant tout, comme l'af-

● Le dernier souverain (chogyal) du Sikkim. Palden Thondup Nameyal, est décédé samedi 30 janvier, à l'âge de cinquantshuit ans, dans un hôpital de New-York où il suivait un traitement contre le cancer. (UPI)

[Palden Thondup Namgyal avait régné pendant treize ans sur la petit royaume himalayen de 150 000 habitants, situé entre la China, le Népal et le Bhoutan, au nord-est de l'Inde, qui était, en vertu d'un traité signé en 1950 un protectorat de New-Delhi. Mala il avait cherché à l'affranchir de ce statut afin qu'il puisse disposer de plus d'autonomie. L'Inde, cependant, pour laquelle le Sikkim a une grande importance stratégique, y encourages un mouvement populaire et une évolution politique - appuyée par une pression militaire — de certaines facilités matérielles qui eurent pour résultat, en 1975, le que s'octroyait le PAP, voulait-il renversement de la monarchie et l'annexion du territoire à l'Union indianne. Le souverain avait épousé une New-Yorksise dont il était di-

De notre envoyé spécial

firme M. Rajaratnam, vice-premier ministre, a une manifestation de mécontentement local ». celle de plusieurs milliers de locataires que l'agrandissement du port mettait à la rue ? s'explique-t-elle aussi, comme l'a reconnu M. Lee Kuan Yet, premier ministre, par l'inexpérience des jeunes technocrates du PAP, malhabiles à expliquer la politique du gouvernement. Toujours est-il que les autorités ont eu du mal à » digérer » leur échec. La présence d'un opposant au Parlement. fût-il unique, leur est insupportable. « Le Parti des travailleurs est infiliré par toutes sortes d'extrémistes, communistes, religieux ou autres ». assure M. Rajaratnam.

Les responsables continuent de penser que la démocratie à l'occidentale n'est pas un jouet à mettre entre n'importe quelles mains, a Dans les pays du tiersmonde dont nous sommes, elle conduit à la banquerquie puis à l'arrivée au pouvoir des militaires », dit le vice-premier ministre. A son avis « le jondement de la démocratie, c'est la justice, et non pas l'existence d'une opposition >

Aussi la stratégie du gouvernement est-elle de tout mettre en œuvre pour qu'une victoire des « utopistes » de l'opposition n'en appelle pas d'autres. M. Jeyaretnam se plaint que le pouvoir lui rende la vie impossible. « Ils refusent de me donner un local de fonction dans ma circonscription. Je reçois mes électeurs en plein air. raconte-t-11. Ils ont modifié la composition du conseil des résidents pour m'en écarter, » Le secrétaire général du Parti des travailleurs, qui se présente comme l' « avocat des pauvres » n'a pas l'intention de se laisser intimider.

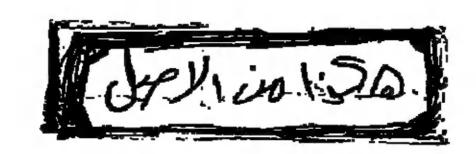
Il a commencé d'interpeller le gouvernement au Parlement, Sa première «sortie» n'a pas été des plus heureuses. S'inquiétant Prié aussitôt par M. Lee Kuan Yev de préciser le fondement

maladroitement derrière des a rumeurs ». Beaucoup d'observateurs s'interrogent sur la capacité de cet homme impulsif à éviter les chausse-trapes que ses adversaires ne manqueront pas de lui! tendre.

L'élection de M. Jeyaretnam est-elle, comme celui-ci le prétend, « le commencement de la fin pour le PAP? » Personne ne le croit. L'opposition manque d'hommes valables. Seula un ou deux candidats, notamment, M. Chiam See Tong, chef du parti démocratique de Singapour, ont quelque chance d'entrer au Parlement. Au reste, la majorité des habitants ne semblent pas souhaiter un changement d'équipe. Ils créditent le gouvernement des bonnes performances économiques en 1981 : le taux d'inflation a été limité à 8,7 % et le produit intérieur brut a progressé de 9.7 %. Cela dit, beaucoup de Singapouriens jugent nécessaire l'existence d'une opposition parlementaire, si faible soit-elle, pour forcer le gouvernement à dialoguer. « Les gens en ont assez d'être pris pour des netits garçons qui doivent marcher droit. Ils en ont assez que Pon pense pour eux. Ils supportent de plus en plus mal les contraintes : d'un système politico-économique où la sélection commence des neuf

La nouvelle vague de militants: du PAP qui se prépare à orendre la relève sera-t-elle sensible à ces critiques? a Ces jeunes loups, ces forts-en-thème, arroganis et suffisants, nous font peur s. remarquent certains. Pour autant, les responsables ne sont pas prêts à modifier un système dont M. Rajaratanam soutient qu'il n'a qu'une a apparence d'autorita-

Les jeunes générations ont tendance à «trainer les pieds». Le gouvernement s'évertue en vain à leur rappeler les mérites de leurs aînés, qui ont fait la prospérité; du Singapour d'aujourd'hui. Impossible à leurs yeux de marquer : une pause. M Lee Kuan Yev as décidé d'organiser des sessions de 1 recyclage politique pour les syndicalistes et d'introduire l'ins-' truction religieuse dans les écoles secondaires. Manière de rarpeler ses compatriotes à leurs devoirs. JACQUES DE BARRIN.



#### LE CONSEIL DE L'EUROPE DÉNONCE LES PERSÉCUTIONS MINORITÉS ETHNIQUES RELIGHEUSES.

(De notre correspondant.) Stresbourg. — L'essemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a condamné l'Iran pour les persécutions systématiques que mène le régime à l'encontre des minonités ethniques et religieuses. Avec plus de vigueur encore qu'ils ne le firent il y a trois ans pour dénoncer les exactions du régime du chah, nombre d'orateurs se sont dit obligés de stigmatiser les déviations successives qui ont engendré le système actuel de ter-

L'assemblée s'est élevée contre le sort réservé à la communauté baha'i que le rapporteur, le socialiste belge, M. Claude Dejardin. n'a pas hésité à comparer à celui - réservé aux juifs dans l'Allemagne pazie a juste avant la solution finale ». Dans une résolution adoptée à l'unanimité, elle demande aux dirigeants de Téhéran d'étendre à la communauté baha'i les garanties constitutionnelles prévues pour les minorités religieuses. ethniques ou philosophiques dans la nouvelle Constitution de l'Iran. .Consciente toutefois des limites de sa protestation. l'assemblée se tourne vers les gouvernements des pays membres pour qu'ils exercent avec les Nations unies et les communautés européennes, les pressions necessaires. — J.-C. H.

 Une manifestation de protestation contre les massacres en Iran a rassemblé, vendredi 29 janvier à Paris, environ un millier de personnes — en très grande majorité des étudiants lraniens - — qui ont défilé du métro Convention au siège de l'UNESCO. Cette manifestation s'est déroulée dans le calme à l'appel de plusieurs organisations d'extrême gauche iraniennes et françaises, dont les sympathisants de l'organisation des fedayin, les sympathisants des Moodjahidin du peuple, la Ligue communiste révolutionnaire, le P.S.U., le parti communiste révolutionnaire et PUNEF (indépendente et démo-

#### LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT RÉPROUVE L'ENVOI DE FORCES JORDANIENNES SUR LE FRONT IRANO-IRAKIEN.

entendre, vendredi 29 janvier, qu'il était hostile au projet du rol Hussein de Jordanie d'envoyer des voion-

Tout en évitant de se prononcer directement sur le projet, le porteparole du département d'Etat a rappelé que les Etats-Unis étalent opposés à toute action qui pourrait prolonger la guerre irano-irakienne : - Comme nous l'avons dit depuis le décienchement des combats, nous ne voulons pas voir ce conflit s'élargir. Notre inquiétude concernant toute action qui fendrait à élargir ou à prolonger la guerre est bien connue. >

Le porte-parole a révéié que Washington n'avait pas reçu de demande du rol Hussein pour utiliser en Irak des équipements militaires livrés par les Etats-Unis, principal fournisseur d'armes de la Jordanie. H a précisé, toutefois, que l'accord de vente d'armes conclu avec Amman spécifie que «les équipements de délense d'origine américaine ne seront pas transférés à une force militaire étrangère sans le consentement du gouvernament américain », et qu'ils ne doivent être utilisés qu'à des fins déterminées, telle la légitime défense, et compatibles avec la charte de l'ONU.

A Tripoll, le colonel Kadhafi critiqué l'initiative du souverain hachémite, qui, a-t-il dit. « aurait dû lancer un appel en laveur de le formation de volontaires pour libérer la Palestine et Jérusalem, et non pour alier se battre contre l'Iran ».

 Ce sont les pays arabes les plus ; menacés par l'entité sioniste, a-t-il déplore, qui, servant de cheval de Trole aux Américains et aux Israéliens, tournent le dos au véritable ennemi des Arabes pour en trouver un autre. >

départ massif de leurs experts tement sa renonciation à récupérer la Cisjordanie et Gaza par les sayer d'en arracher aux Israéliens l'évacuation par les voies diplomatiques — a. qu'on le veuille ou non, correspondu au vœu des Egyptiens. Ceux-ci reviendront peut-etre un jour à leur vocation arabe, mais pour le moment, « les Arabes ce sont les autres ». La réaction de Sadate à l'annexion par Israël de la ville arabe de Jérusalem, comme celle du général Moubarak a l'annexion du Golan ont été jugés scandaleusement molles par les Palestiniens et les Syriens. Mais qu'a dit la rue du Caire, toute rendue à l'égoisme

national ? a Jérusalem, le Golan.

c'est dommage, c'est inadmissible,

mais ce n'est pas chez nous. Dieu

jasse qu'Israël nous rende la tota-

uté de notre Sinai! » Ou encore :

«Les Arabes veulent toujours se

battre par Egyptiens interposés. A leur tour de se faire tuer! n Il ne faut pas chercher non plus dans le prétendu luxe sardanapalesque dans lequel se seraient complus le rais et sa familie, les raisons du détachement populaire à son égard. Un hebdomadaire africain a été jusqu'à écrire que Sadate possėdait « quatre-vingts résidences secondaires », alors qu'il vecut en nomade dans le confort moyen de la dizaine de villas d'Etat léguées par Nasser, et non pas dans les anciens palais royaux. Il est vrai que le second rais eut, se trouvant un jour à Borg-el-Arab, près d'Alexandrie, ce geste de parvenu consistant à envoyer un hélicoptère chercher en ville de la « basboussa » — un gâteau au miel - pour son petit-fils...

Il s'est trouvé des intellectuels

égyptiens pour reprocher à Sadate d'avoir a trahi l'ame et la culture de son peuple en se rapprochant de l'Occident » alors qu'ils n'avaient rien trouvé à redire aux liens étroits tisses par Nasser avec les régimes communistes — dont les principes sont pourtant bien plus éloignés de ceux en honneur dans la société égyptienne que ces derniers ne le sont des idéaux occidentaux. Il s'est trouvé des détracteurs de Sadate pour le

### L'Egypte sans Sadate

comparer à Pétain, voire à Laval ou a Quisling (2)... Mutatis mutandis, les Egyptiens ont en fait tourne le dos à Sadate un peu comme les Britanniques avaient renvoyé Churchill chez lui en 1945 sans pour autant que soit remis en cause par la voz populi le combat pour la paix du président assassiné ou du premier ministre battu. Nasser était parti en 1970 dans les larmes de toute une nation, ayant paradoxalement bénéficié du désarroi dans lequel l'avait plongé la défaite de 1967. Sadate laissait un peuple rendu à son honneur militaire et délivré des affres de l'état guerre. C'est bien plus l'inquiétude que la reconnaissance qui porte les peuples au culte des chefs.

#### Vertige de grandeur

A cette reaction bien humaine s'ajoutent l'agacement, l'antipathie. l'aversion même suscités ces récentes années à Jegard du rais chez un nombre croissant d'Egyptiens fatigués, horripilés par l'usage immodéré que celui-ci --et aussi son épouse (voir l'encadré ci-contre) — faisalent de la radiotélévision et de la presse. Les derniers temps, il ne se passait plus de jours sans que ne fussent diffusés tous azimute, parfois plusieurs fois de suite, discours, entretiens, déclarations, confessions, Mémoires ou articles du chef de l'Etat et de ses thuriféraires. Le tout sans la moindre touche de charisme sans humour, sans chaleur, dégoulinant de triomphalisme ne dédaignant pas la mesquinerie, la vocifération, l'insuite, le mépris.

Tel prédicateur inconnu hors de sa mosquée, arrêté en septembre pour avoir critique le rais, avait bénéficié soudain de la sollicitude d'une foule de gens écœures d'avoir vu un Sadate au visage aubergine hurler à plusieurs reprises à la télévision : «Il m'avait injurié! Eh bien! il est maintenant jeté comme un chien au fond d'une geole.» Peu avant l'assasinat du président, un simple citoyen avait osé porter plainte contre lui pour « utilisation abusive de la télé-

(2) Le Norvégien Vidkut Quisling fut exécuté en 1945 pour avoir constitué en 1942 un gouvernement sous conseiller de presse digne de ce nom qu'il eut jamais, l'ambas-sadeur Tahsin Béchir, celui-ci ayant prétendu lui rapporter à la politique du gouvernement qu'il recueillait en ville. En 1979, nous disait : « A force de nous rappeler sans cesse see bienfaits. la guerre et la paix, la paix et la querre, il va tous nous lasser. Il se comporte comme quelqu'un qui pous aurait fait un beau cadeau et viendrait chaque jour se jaire dire merci. Vous finissez par le précipiter dans l'escalier, s

Le successeur de Nasser aniourd'hui dans la trappe de l'histoire. Sa rapide ascension parmi les étoiles de la politique internationale lui avait tourné la tête au point de lui faire lancer, évoquant des propos d'opposants sur son compte : « Mais comment osent-ils me manquer ainsi de respect. Ne voient-fis pas que je suis reçu à la Maison Blanche. à l'Elysée, par la reine Elizabeth, par le pape de Rome? » Et s'il en voulut au pape d'Alexandrie au point de le dépo- Prochain article : ser, c'est qu'il ne lui pardonnait pas de ne pas avoir su empêcher des manifestations de coptes américains, lors d'une des visi-

l'Etat les plaies sociales de son pays, avivées ou insuffisamment pansées par le regime économique bâtard mi-libéral mi-contrai-Sadate, au départ -- par sa jeunesse rurale --- plus proche que Nasser de l'Egypte profonde. n'était jamais parvenu, pas plus que son équipe, à persuader le peuple - ce que le premier Rais avait au contraire parfaitement réussi — qu'il se souciait de son sort.

Dans son isolement, rien ne pouvait plus atteindre le raïs. sauf les balles des tueurs oui l'abattirent alors que, sanglé dans un uniforme d'opérette spécialement commandé par lui, commémorait en fermant les yeux de plaisir «sa » victoire du octobre 1973. Pourtant, les motivations des régicides sont loin de s'apparenter aux motifs de désaffection des autres Egyptiens à l'endroit de Sadate. J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

LA SIXIÈME OBLIGATION

### « Jihane-Marie-Antoinette! »

Lors des troubles d'Alexandife, en janvier 1977, les manifestants scandèrent - Jihane-Marie-Antoinette ! - L'épouse de Sadate découvrit alors que maigré son dévouement en faveur des blessés de guerre et son action au profit de l'émancipation féminine elle pouvait susciter l'hostilité populaire.

Pourvue d'une titulature la première dame d'Egypte. ia vertueuse - — rappelant plus Cléopatre ou Chagarett El-Dorr (1) que l'effacement de la plupart des iemmes de dirigeants musulmens, elle crut désarmer ses détrecteurs en multipliant encora ses activités, sans cessa sur la brèche des premières pierres ou des bazars de charité, voyageant, prononcant des discours, donnant des cours de littérature à l'université, dénonsant un hôpital-modèle, présentat des artistes égyptiens aux Etats-Unis, président le conseil régional de la province natale du raïs, attirent la solidarité du Caire en peril, menant campagne contre la natalité galopante, etc.

Elle he réussit qu'à épuiser écran et à fournir un thème de préche facile aux intégristes islamiques. Mahomet ayant dit : Un. pays gouverné par une femme court à sa perte. . Pourtant Jihane El Sadate - même si elle eut assez d'influence sur son marl pour ful faire promutguer une loi libéralisant (un s'engageait dans une politique de concessions à l'égard des Eva Peron ni Imelda Marcos.

Ses ambitions furent plus sociales que politiques. Et si les racontars de la presse arabe ou des catés nifotiques sur son - sens trop sigu des affaires » s'étaient avérés exacts (en revanche, ceux répandus sur la cupidité de certains de ses proches sont join d'être faux), on auralt pu leur opposer l'histoire d'une célèbre négociante nommée Khadidje, qui fut l'employeur puls la plus respectée des épouses .du. Prophète...

Aujourd'hui à peine âgée de cinquante ans, la veuve du rais assessiné, cioîtrée dens une ville de Guizeh pries à une famille juive avant d'être donnée par Nasser à Sadate, et dont un avocat pairote réclame aujourd'hui la restitution à l'Etat en même temps que l'annuistion de la pension de viduité attribuée par le Parlement égyptien, n'a plus pour occuper son dynamisme que la préparation d'un doctorat sur le poète anglais Shelley. Le nouveau rais n'aime guère que paraisse en public sa propre femme, a fortiori celle de son prédécesseur. Le rêve de Mme Sadate de voir les Egyptiennes lui emboîter le pas s jouer un rôle plus important dans leur pays s'est écroulé 1 octobre 1981 sous les balles des essessins qui tirèrent aussi en direction de la loge d'où la femme du président assistait au doute que la légèreté de Marie-Antoinette d'Autriche ne méritair l'échafaud, le féminisme de Jihane El-Sadate, que les militantes occidentales lugealent d'ailleurs bien « modéré », ne devrait ful valoir l'opprobre de son pays. - J.-P. P.-H.

(1) Célèbre roine de l'Egypte médiévale dont Saint Louis fut le prisonnier et qui périt assas-

## : [ ] = [ ] - [ ] - [ ] notre nouvelle dimension Coneron Sorgies Paris - Douala fois par semaine, vol direct ( Paris - Genève - Douala Encore plus de place pour votre fret Encore plus de confort pour vos voyages. Le B.747 est le plus spacieux des jets commercioux. Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 palettes) 28 passagers en 1<sup>re</sup> Classe, 238 passagers en Classe Economique, y voyagent à l'aise, les fauteuils sont Il peut ainsi emporter en tout, dans ses 180 m3 de volume, moelleux, le service excellent. 35 tonnes de fret

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel

des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens.

Cest une nouvelle expansion pour le transport aérien comerounais.

BOEING 747 GOMBI

notre nouvelle dimension

(\*) Les lundi, jaudi et samedi, à 12 houres, ORLY-Sud, à la place de 11 h. 30.

Il y a même un salon bar de 1<sup>th</sup> Classe, au pont supérieur.

## TRAVERS LE MONDE

#### Cambodge

• LE PRINCE SIHANOUK appelé, vendredi 29 janvier, à les trois groupes de cambodgiens met soit en Chine, soit en Corée du Nord, à la suite du refus des Khmers rouges de

#### Chili

LIBERATION DU DIRI-GEANT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME - M. German Molina Valdivieso a eté libéré vendredi 29 janvier après quarante jours de détention. La décision d'élargissement concerne éga-lement MM. Pablo Fuenzalida, chef d'une section de la commission, Eugenio Diaz Corvalan, avocat, Sergio Aguile, economiste, et Ramon Pria.

#### irlande du Nord

• ASSASSINAT D'UNE PER-SONNALITE LOYALISTE DE BELFAST. — M. John McKea-gue, personnalité loyaliste de Belfast, a été assassiné vendredi 29 janvier par un jeune militant de l'I.N.L.A. (Armés de libération nationale irlan-

daise). — (A.F.P.)

### Nicaragua

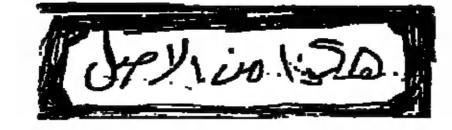
LA REGION DE ZELAYA AU-RAIT ETE DECLAREE ZONE MILITAIRE. — Le départe-ment d'Etat américain a publiè le vendredi 29 janvier une déclaration officielle selor laquelle la région de Zelays (côte nord de l'Atlantique) s été proclamée zone militaire depuis le 25 janvier par le gou-

#### R. D. A.

OUN FUGITIF VENANT DE R.D.A. 2 été grièvement blessé jeudi 28 janvier alors qu'il tentait de se réfugier en Allemagne fédérale. Une des mitrailleuses automatiques installées à la frontière par les autorités est-allemandes pour empêcher leurs ressortissants de s'evader s'est en effet déclenchée. Mais l'homme, agé de trente-six ans, a réussi ? se trainer jusqu'au territoire de la R.F.A., où il a été découvert par des gardes frontière et hospitalisé. — (A.F.P.)

#### République d'Irlande

● LE PARTI TRAVAHLISTE a décidé, vendredi 39 janvier, de ne pas renouveler son alliance électorale avec le Fine Gael parti du premier ministre demissionnaire, M. Garret FitzGerald, et de présenter seul ses propres candidats aux élections générales. — (Reuter)



### L'ex-majorité cherche dans l'opposition les moyens de se renouveler

· L'opposition a trouvé un thème d'identifica tion et de mobilisation : la défense des libertés. C'est en son nom que se créent, depuis quelques mois, de multiples clubs et associations. C'est en son nom qu'ont été organisées, le vendredi 29 janvier, à Lyon, les Assises de la liberté. Répondant à l'invitation du club de l'Astrolabe (1), quelque trois cents personnes - chefs d'entreprise, cadres, médecins, avocats ou universitaires - se sont interrogées sur le sens etle contenu des libertés et sur les moyens de les préserver. Libertés locales, libertés d'informer.

d'entreprendre ou d'enseigner. Le soir même, au Palais des congrès de Lyon, les participants étaient plus de deux mille à la réunion publique de clôture, présidée par M. Francisque Collomb, sénateur (non inscrit), maire de Lyon. Réunion qui a permis à M. Charles Millon, député (U.D.F.) de l'Ain, et M. Michel Noir, député (R.P.R.) du Rhône, mais président du conseil régional d'Ile-de-France, de parier d'une « nouvelle opposition bien décidée à se battre et qui sait au nom de quoi ».

réunion publique du Palais des

congrès, ont été lus deux mes-

sages de sympathie adressés l'un

par M. Jacques Chirac, président

du R.P.R. l'autre par M. Ray-

mond Berre, député (app. U.D.F.)

du Rhône qui déclarait notam-

ment : « Cessons d'être la majorité

silencieuse, évitons les complai-

sances et les connivences, soyons

Succedant à M. Francisque Col-

lomb. M. Michel Noir attaque

ferme, dénoncant la «logique

internale du socialisme ». « On

veut dans ce pays, assure-t-il,

imposer coûte que coûte l'idéolo-

gie du socialisme. Or le socialisme

est une usurpation: Pusurpation

de la liberté, de la généro-

stté» (...). Non, la République

française n'est pas une républi-

que socialiste et pour en changer

Il faudra voter une nouvelle Cons-

titution. On perra bien alors si la

vertu mythi queud 10 mai ne s'ef-facera pas derrière un scrutin

aussi net que celus du 17 jan-

vier (...). Nous voici dans l'oppo-

sition, confrontes à un immense

défi: celui de nous renouveler:

dans les idées, les hommes, les

Après avoir mis en garde des

chefs d'entreprise contre la ten-

tation de se laisser séduire par

M. Jacques Delors, ministre de

l'économie et des finances, qu'

« aurait, à coup sur, le prix Nobel

du double langage si celui-ci

M. Noir conclut en lancant un

appel à l'union : « Cette batc 's

ensemble dans l'union, parce que

stériles, de chefs ou de sous-

plus du pouvoir à l'ancienneté

comportements, les structures et

même les partis »

unis dans la clarté... »

Lyon. — A l'ouverture de la De notre envoyée spéciale

ments de ceux qui se croient encore au poupoir et n'ont mas compris que nous sommes dans

#### « Reprendre le pouvoir à la base »

M. Michel Cfiraud demande avec vigueur à chacun de « se préparer à reprendre le pouvoir à la base ». « C'est la lecon à tirer de notre double échec du printemps noir s, explique-t-il. c Deputs 1971, l'ancienne majorité s'est attachée gagner de plus en plus à la Pyrrhus les grandes élections nationales. A chacune, nous nous accrochions aux branches. Il nous est même arrivé d'en scier quelques-unes. Pendant ce temps, les socialistes s'attachaient à gagner les élections locales et à susciter l'engagement du citoyen. Aujourd'hui il nous faut, bien sûr, l'union sacrée mais aussi davantage : la seule bonne stratégie est celle qui consiste à organiser la reconquête par la base. Il nous faut gagner en 1983, pour espérer gagner en 1986 et retrouver la réalité du M. Charles Millon, après avoir

r'sumé les travaux des commissions, évoque ce qu'il appelle « la hantise des chets » : « Bien que nous ne puissions pas, à moyen ou à long terme, nous passer de leader, nous devons mettre fin à la hantise du chef. Un chef polide l'opposition, nous la livrons tique ne s'affirme pas dans le désarroi et l'inquiétude. Il surgit nous ne voulons plus des querelles à la faveur d'événements favorables, qui ne manqueront pas, si chefs, parce que nous ne voulons nous les avons suffisamment préparés. Le plus importan tele tout. ou des répartitions subtiles des ce sont les convictions pour les-

Langage ferme et passionné qu'attendait, semble-t-il. l'assistance. A maintes reprises, les participants ont manifesté le désir que cesse le « combat des chefs » et que « commence la reconquête, pied à pied, sur le terrain ».

Outre cet appel à l'union de l'opposition, les assises de la liberté ont exprime le besoin d'un renouvellement du message et des homines, encore que la présence à la tribune officièle ou à la présidence des différentes commissions de «personnalités» comme MML Malaud, ancieu ministre, président du C.N.I.P., ou Maurice Ligot, récememnt exclu de cette formation, on François Ceyrac, président d'honneur du C.N.P.F., ou même, Mme Alice Saunier-Seité (P.R.), ancien ministre, ne témoignaient pas exactement de cette double aspiration.

Cette suppression a toutefois été largement Noir et Charles Millon, jeunes députés plus représentatifs de l'opposition en général que du R.P.R. ou de l'U.D.F.

> citoyens est moins orphelin s'il manque de chef que s'il manque de convictions communes. (...) » La différence entre les socia-

listes et nous, c'est qu'ils croient pouvoir rendre la société parfaits tandis que nous voulons l'améliorer. (...) N'attendons pas qu'il nous tombe du ciel une catastrophe salutaire ou je ne sais quel événement qui dénouerait sans nous les fils de notre malheur. La nouvelle opposition nous la ferons ensemble, si nous en avons le courage. Mais il nous faudra pour cela sortir de notre situation d'enfants gâtés par la fortune. auxquels les libertes n'ont jamais manqué. (...) Une idée ne gagne que souterrainement, par le pays profond; par le travail silencieux qu'elle accomplit dans le labyrinthe de tous les groupes qui tissent la communauté sociale. la puissance du pays légal n'est rien sans la puissance, invisible. du pays réel...

» Tel est le programme d'action que nous proposons aujourd'hui entrez en masse dans les associations de parents d'élèves, dans les syndicats, dans les groupes de toutes professions et de toutes appartenances. Aujourd'hui ne négligez pas la moindre place où vous pourriez vous introduire... » CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Créé en 1979, l'Astrolabe, club lyonnais, réunit des étudiants qui s'apprétent à rentrer dans la vie active. Le soutien financier de cartains cheft d'entreprise lui a permis d'organiser ces assises. Elles sont pour l'Astrolabe l'occasion de « manifester sa volonté d'abattre les obstacles dus au cloisonnement des générations, des professions, des partis ou des cercles et de mener une réflexion autour de quelques idées simples : notre pays, une so-ciété de libertés, un système écono-se prennent en jin au plus près

### Des personnalités politiques et syndicales lancent un appel « pour le succès du socialisme en France »

Soixante et onze personnalités de la gauche politique et syndicale lancent un - appel unitaire pour le succès du socialisme en France ». qui vise à rassembler, dans l'unité et le pluralisme, les partisans de l'expérience socialiste menée en France. Ces signataires appellent à la constitution de « comités de l'unité », qui selon M. Maurice Kriegel-Valrimont, ancien membre du comité central du P.C.F., s'apparenteraient à ce que furent, dans les années 60, les clubs de réflexion et de débat de la

Si plusieurs responsables du parti socialiste - MM. Estier, Motchane, Delfan, notamment - ont signé cet appel, auquel la direction de leur parti ne trouve rien à redire. le P.C.F. n'est représenté, en revanche, que par

discrédit des forces de droite

dans leurs diverses expressions.

mais qui ne les empêchent que

pour un certain temps de repré-

senter une alternative crédible à

la coalition au pouvoir. Cepen-

dant, la consolidation et l'ex-

tension de ce premier succès

appellent de nouvelles actions

» C'est pourquoi, engagés dans

l'expérience qui se déroule en

France, les signataires veulent

renjorcer l'unité de toutes les

composantes politiques qui par-

licipent au changement en cours.

Femmes et hommes de aauche

venus d'horizons différents, nous

poulons prendre toute noire pari

à l'élaboration et à la défense

des grandes réformes mises en

chantier par le gouvernement de

» Pour nous, il n'y a pas d'unité

de la gauche sans liberté, c'est

pourquoi nous sommes attachés

à la liberté d'expression et de

débat au sein de la gauche, et

nous entendons contribuer à la

promouvoir dans la société tout

entière. Aucun parti n'a le mono-

gauche. Nous poulons faire vivre

» Pas de socialisme sans démo-

cratie politique: la démocrati-

sation de l'Etat est un principe

fondamental aut dait pouvoir se

concrétiser à travers des prises

de décision, chaque jour plus

décentralisées. La marche vers

l'autogestion, dans laquelle se

reconnaissent autourd'hui toutes

les composantes de la aauche.

doit permettre que les décisions

pole de la représentation de la

organisées.

la gauche unie.

le pluralisme.

d'anciens responsables ou des militants en désaccord avec sa direction. De même, les personnalités cégétistes signataires de ce texte - MM. Buhl, Moynot, Charpiot - se sont signalées, pendant la dernière période, par leurs divergences avec la direction confédérale.

La C.F.D.T., enfin, n'est pas représentée parmi les signataires de cet appel, de même que ses dirigeants s'étaient tenns à l'écart, en 1980, du mouvement « Union dans les luttes ».

 Il s'agit d'entretenir et de développer l'espoir de mai 1981 -, nons a déclaré M. Kriegel-Valrimont, et de convaincre - les incrédules et les réticents » des possibilités nouvelles ouvertes aujourd'hui en France, mais aussi en Europe et dans le monde.

scelle l'échec d'un mode de développement qui atteint main-tenant ses limites historiques. Les ampleur et d'une portée exceptionnelles dans l'histoire de noire pays. La netteté du résultat, cratique en France ne peuvent politiques et syndicales qui se Phomoaénéité sociale du rassemse soustraire à une critique radiblement qui a porté au succès. cale de ces sociétés, engagées la garantie de durée qu'une aujourd'hui dans une impasse. majorité parlementaire solide » Mais on ne saurait, pour auconfère à l'action d'un gouvernetant, oublier que la quasi totalité expériences gouvernemenment où sont représentées les composantes principales du moutales social-démocrates n'ont pas vement populaire, permettent de permis jusqu'à maintenant qu'on remetie fondamentalement en considérer que l'expérience actuelle ouvre des possibilités d'action considérables. société de classes. » Il s'u ajoute une défaite et un

cause le fonctionnement d'une » Enfin, le succès d'une expérience socialiste en France suppose une lutte consequente pour créer un climat de paix sans

partisans d'un socialisme démo- issues de toutes les expériences réclament du socialisme ainsi que des forces qui cherchent encore les moyens de participer au changement au-delà des grandes organisations politiques existantes. C'est la raison laquelle nous souhaitons que partout dans le pays se créent des comités de l'unité à l'image du groupe d'initiative que nous constituons en se prononcant clairement pour le succès du socialisme en France. Il faut aider à ce que le débat s'amplifie

concession à l'une des deux super-

Ce texte a été signé par Mmes et MM. : Alexandre Adler, universitaire : Claude Bourdet, ancien membre du conseil national de la résistance, compagnon de la libéra-tion : Maurice Benassayag, directeur de la Nouvelle Revue socialiste, Christine Buci-Glucksman, universitaire ; Denis Barger, sociologue ; Philippe Barret, économiste : René Buhl, syndicaliste; Bernard Baudouresque, ingénieur, membre du secrétariat national du Mouvement de la paix; Catherine Clément, écrivain ; François Coupry, écrivain ; Cueco, peintre ; Dominique Coujard, ancien président du Syndicat de la magistrature: Raymond Charpiot. syndicaliste : Jean Chaintron, préfet de la libération ; Jean Casalis, théoiogien protestant : René Casamid-jana, président de la Sonacotra : Jean-Pierre Carassus, syndicaliste : Nicole Comillot, rédactrice en chef de l'Unité; Yves Duroux, universitaire; Serge Depaquit, membre du secrétariat national du PS.U.; Jean-Pierre Dellias, Ecole des hautes études en sciences sociales : Gérard Delfau, membre du secrétariat national du P.S., sénateur de l'Hérault ; Claude Estler, directeur de l'Unité, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : Jean-Pierre Faye, écrivoln : Prancois Ponvieille-Alquie; Robert Fosszert, universitaire : Gérard Fuchs, membre du bureau exécutif du P.S.; Stélio Parandjis, universitaire Eugène Guillevic, poéte : Maurice Godalier, ethnologue: François Godement, universitaire. Claude Glavman, journaliste : André Jeanson, ancien président de la C.F.D.T. ; Raymond Jean, écrivain : Maurice Kriegel-Vairimont, ancien dirigeant

don; Victor Leduc, membre du bureau politique du P.S.U.; Yvon Lebot, C.N.R.S.; Henri Lefebyre, philosophe : Guy Leneouannic, syndicaliste, enseignant ; Serge Moati, cinéaste ; Emmanuel Maffre-Beaugé, représentant à l'Assemblée européenne, syndicaliste paysan ; Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S., représentant à l'Assemblés suropéenne; Alain Meyer, rédacteur en chef de la Nouvelle Rerue socialiste; Lilly Marcou. universitaire : Jean-Louis Moynot, syndicaliste ; Gérard Mandel, psychiatre; Paul Noirot, journaliste; Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme ; Jean-Michel Palmier, universitaire: Andre Pierrard, ancien député, ancien dirigeant de la résistance dans le Nord : Roger Pannequin, ancien commandant F.T.P. : Gilles Perrault, écrivain : Demis Pechanski, histo-rien : Rodolph Pesce, député (P.S.) de la Drôme, maire de Valence Madeleine Rebérioux, historienne Prédéric Ricel, ancien dirigeent de la P.M.D.I.R.P., Yves Roucaute, chercheur; Olivier Schwarz, sociologue : Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef de Témolonage chrétien; Yannick Simbron, syndicaliste, enseignant : Antoine Spire, universitaire : Maurice Séveno, journaliste : Pierre Vial, comédien : Antoine Vitez, directeur du Théâtre de Chaillot: Jean-Marie Vincent universitaire : Jean-Pierre Vigier. physician ; Henri Weber, universitaire ; René Frydman, professeur agrégé de médecine : Jacques Chatagner, directeur de la Lettre, membre du secrétariat national du Mouvement de la paix. \* Pour information. M. Antoine Spire, 79. rue Danielle-

### M. Lecanuet affirme que l'U.D.F. < devra dégager de ses rangs > un candidat à la présidence de la République

postes en petits comités. Nous quelles on se bat. Un groupe de

Pour la première fois — du moins officiellement, — l'U.D.F. a abordé la question d'un candidat à l'élection présidentielle. Rendant compte des travaux du conseil national, réuni la veille, M. Jean Lecanuet a estimé, vendredi 29 janvier que « c'est un avantage pour une formation politique que de dire : voilà mon candidat à la présidence de la République ». Seule précision donnée par le président de l'U.D.F. : « Si la course dure six ans, il ne suffit pas de courir vite, il faut savoir courir longtemps -. C'est M. Michel Poniatowski, considéré comme l'un des plus proches de l'ancien président de la République, qui a paru souhaiter qu'il y ait non soulement un mais plusieurs candidats possibles : cette démarche a semble-t-il levé une hypothèque. Nombreux à l'U.D.F. étaient ceux pour qui l'évocation de l'échéance présidentielle posait l'épineuse question de l'avenir de M. Valery Giscard d'Estaing. D'autant que ce dernier a fait savoir qu'il réunira, début février, un nouveau groupe de réflexion appelé Conseil pour le progrès social et libéral de la France. Composé de trente-cinq membres (hommes politiques et représentants de divers milieux socio-professionnels), cette instance de réflexion sur l'avenir devrait tenir des réunions informelles une fois par mois.

Après avoir dénoncé « les artifices » du remodelage de la carte cantonale entrepris par M. Gaston Defferre, M. Jean Lecanuet a assuré que l'U.D.F. dispose de denx atouts pour le scrutin de mars: une « bonne implantation locale qui est et demeure > et une a bonne entente réalisée avec le R.P.R. s. Une réunion des présidents U.D.F. de conseil général et des représentants de ce parti dans les assemblées départementales où il est minoritaire sera organisée le 25 février. Le conseil national de l'U.D.F. a également invité ses élus à « provoquer des manifestations unitaires » (U.D.F.-R.P.R.) dans les régions et départements. Il a constaté que « le courant unitaire prévaut sur le

M. Lecanuet, qui a ennonce que PUDF, tiendra un congrès à l'automne, a observé « la montée du mécontentement » qui « se mantleste dans des catégories de plus en plus nombreuses a cadres, dirigeants de petites ou moyennes

communiste, la vrais question sera de savoir où la majorité placera l'accent du nouveau pouvoir », a déclaré le président de l'U.D.F., avant d'ajouter : « Le mouvement de balancier ira-t-il d'un extrême à l'autre vers une conception assez musclée poire autoritaire ou vers le mouvement de démocratie que nous incarnons ? a Pour M. Lecannet, il devra y avoir choix et aussi addition des deux courants et donc deux candidats à la présidence de la République : « Le moment viendra où nous devrons dégager de nos rangs un candidat », a-t-il dit

A propos du contrat fraconsoviétique sur le gaz, qu'il a de nouveau condamné, M. Lecanuet a constaté qu'il y avait « divergences de vues » ."Ir ce point avec Raymond Barre. Reprenant formule attribuée au général Gaulle, a l'intendance suivra p M. Lecanuet a estimé que le propos de l'ancien premier ministre

### M. Raymond Barre apprécie la politique actuelle La Nouvelle Action royaliste de « modération salariale »

vendredi 29 ianvier les aspects positifs de la politique française du dollar. La politique pratiquée de modération des hausses de salaires et de résistance aux pressions protectionnistes devant European Management Forum. à Davos (en Suisse), en critiquant, toutefois, certaines options économiques fondamentales des gouvernements francais et amé-

L'ancien premier ministre français a salué, devant les cinq cents hommes d'affaires et politiques réunis du 28 janvier au 4 février à Davos, la politique de « modération salariale » appliquée ces derniers mois en France et a directement inspirée de la politique que fai menée ».

M. Barre a toutefois souligné que le chômage ne serait pas vaincu par une politique « relance » passant par une aggravation massive du déficit budgétaire, et par les nationalisations. Interrogé gur un « renouveau du protectionnisme en France » il a affirmé que le gouvernement français faisait « beaucoup d'ejforts pour ne pas tomber a dans le protectionnisme, et que la France ne pouvait pas être plus critiquée que les autres pays européens dans ce domaine. Toutefois. M. Barre « espère » oue le thème de la « reconquête du ] marché intérieur » ne sera pas

Après avoir fait remarquer que M. Reagan avait a compris la nécessité d'être en posttion de force pour dialoguer avec l'U.R.S.S. 1 et salué dans le « reaganisme » la volonté d'encourager l'esprit d'initiative, M. Barre a indiqué ne pas être partisan de la «reaganeco-

a utilisé pour recourir au protec-

« Il n'est pas possible de réduire l'inflation tout en relancant l'économie par une importante réduction des impôts ». a-t-il expliqué. Enfin. M. Barre a lancé un appel pour une plus grande coopé-

M. Raymond Barre a souligné les fluctuations exagérées des cours des monnaies, notamment dans ce domaine par la Réserve fédérale américaine est « projondément néjaste », a affirmé M. Barre, pour qui « le monétarisme a démontré son impuissance n. - (AFP.)

## « France-Soir Magazine »-IFOP

#### MM. ROCARD, DELORS ET CHIRAC PROGRESSENT

M. Michel Rocard reste en tête du sondage mensuel France-Soir magazine-IFOP. Selon cette enquête publiée samedi 30 janvier et réalisée du 12 au 19 janvier auprès d'un échantillon national de deux mille quatre-vingt-douze personnes représentatif de la population française agée de dixhuit ans et plus, le ministre du Plan gagne deux points dans les opinions positives (61 % au lieu de 59 %). Il devance M. Jacques Delors, qui progresse de cinq points et atteint 54 %. Viennent ensuite Mme Simone Veil avec 50 % (+ 6), M. Lionel Jospin avec 44 % (+ 2). Pour sa part, M. Va-léry Giscard d'Estaing perd un point (38 %). Sa cote reste negative puisqu'il recuellle 44 % (+1) de mauvaises oninions.

M. Georges Marchais est en dernière position avec 22 % (-1) de bonnes opinions et 59 % (+3) de mauvaises. Il est devancé par M. Jean Lecanuet, qui occupait jusqu'alors la dernière place. Le président de l'U.D.F., avec 23 % d'opinions favorables, progresse de

On remarque également la forte progression de M. Jacques Chirac, (+ 5) qui, avec 37 % de bonnes opinions se situe juste derrière centrales, y compris américaine, opinions (46 %) que l'ancien pré-entre 1978 et 1980), pour éviter siden tde la République.

## porte un jugement positif sur le pouvoir

Dix mois après avoir appelé à nales de radio et de télévision. voter pour M. François Mitterrand, faute d'avoir pu maintenir jusqu'au bout la candidature de M. Bertrand Renouvin à l'élection présidentielle, la Nouvelle Action royaliste (NAR, porte un jugement globalement positif sur le nouveau pouvoir. Le conseil national du mouvement, qui se réunit dimanche 31 janvier à Paris, devrait confirmer les conclusion du congrès des 12 et 13 décembre au terme duquel les militants de la NAR avaient approuvé les projets gouverne-mentaux relatifs à la décentralisation, aux nationalisations, à la reconquête du marché intérieur ainsi que les orientations de la diplomatie socialiste à l'égard du

tiers-monde.

F.P.I. ancien député : Alfred Kast-

ler, physicien; Arthur et Lies Lon-

dans l'« affaire » polonaise incontestablement, tempéré jugement de M. Renouvin et de ses amis sur l'action menée depuis le 10 mai, au point que le leader de la NAR a demandé, comme l'opposition, le départ des ministres communistes: all n'y a aucun intérêt à conserver au gouvernement des hommes aui ne servent pas leur pays, mais les intéréts d'un parti redevenu l'allis inconditionnel de l'Union soviétique, écrit-il dans Royaliste daté 4-27 janvier.

La position du gouvernement

Toutefois, la NAR n'est pas revenue sur l'appréciation positive d'ensemble qu'elle porte sur la politique gouvernementale, bien que celle-ci présente, à ses yeux, certaines e ambiguités », notamment la « volonté de puissance du P.S. », qui lui apparaît contradictoire » avec les orientations décentralisatrices l'exécutif, et l'action conduite en matière d'éducation nationale qui lui semble « confuse » en ce qui concerne l'avenir de l'enseigne-

En outre, la NAR constate que dans le domaine de l'information, rien n'a changé, depuis l'élection de M. Mitterrand, pour les petites 'ormations politiques qui demeu-

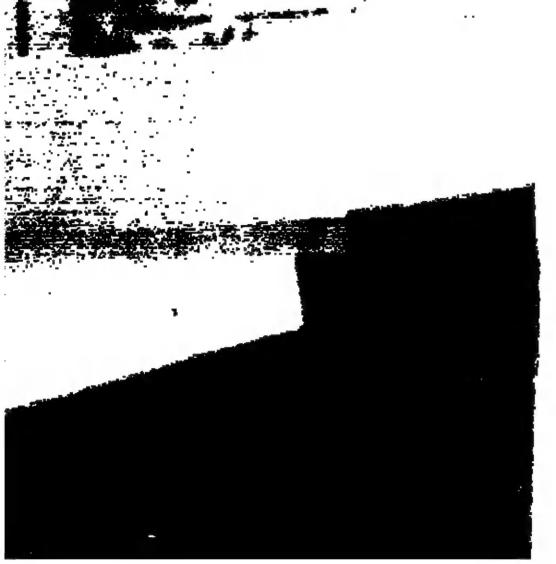
Avant les élections législatives partielles, M Renouvin envisageait de préconiser un rapprochement avec certains gaullistes hostiles au R.P.R. et le soutien apporté par la NAR à M. Dabezies, dans la deuxième circonscription de Paris, avait illustré cette intention. L'échec de ce candidat, que la NAR avait jugé dépositaire de « la meilleure part de l'héritage quulliste » a conduit M. Renouvin reconsidérer la portée politique de cette démarch. En revenche, la NAR vient d'être encouragée à développer sa présence militante dans les milieux universitaires par l'élection, intervenue le 21 janvier, de deux des huit étudiants figurant sur la liste homogène, qu'elle avait présentée, pour première fois, aux élections dans la section philosophie de Paris-IV à la Sorbonne. — A. R.

Casanova, 94200 Ivry-sur-Ssine.

#### La préparation du XXIVe congrès du P.C.F.

#### M. TCHERNIENKO REPRÉSENTERA LE P.C.U.S.

On confirme de source soviétique que M. Constantin Tchernienko, membre du bureau politique et du secrétariat du parti soviétique, séjourners environ une semaine en France à l'occasion du congrès du P.C.F., à la tête d'une « importante délégation ». Agé de soixante et onze ans. M. Tchernienko est, de puis la mort de Michel Souslov, l'une des quatre personnalités qui siègent à la fois dans les deux organismes du sommet du parti soviétique, les trois autres etant M. Brejnev himėme, ainsi que MM. Kirilenko et Gorbatchev. Quant à M. Czyrek, qui représentera le parti ouvrier unifié polonais, il est à la fois membre du bureau politique de son parti et ministre des affaires étrangères.



with a trade of the contract of the contract of the

The street of the street of the state of

---

Combodee

Chill

Jibane-Marie-Antoinette!

» La région est en train de

devenir un acteur essentiel de la

vie économique. Afin de limiter

les risques au niveau des collec-

tivités locales et de permesure

aux industriels de concentrer leurs

nvestissements sur la « parc

machines », nous avons suscité la

création d'une SICOMI dont l'ob-

jet est le rachat ou la construc-

tion de locaux industriels. Le

fonds de cautionnement régional.

multiplié par quatre, représente

un effort de 100 millions de

francs en capitaux permaneuts.

Pour donner une plus grande effi-

cacité à ce fonds, nous avons

demandé aux organismes finan-

ciers et aux banques de consti-

tuer une société de caution

\* Pour sider à la création d'en-

treprises nouvelles ou à la conver-

sion d'entreprises en difficulté,

il nous fallait mettre sur pied un

opérateur industriel, un IDI régio-

nal, en quelque sorte. Nous avons

donc suscité la création d'une

société de droit privé au capital

de laquelle participent déjà des

organismes financiers (S.D.R.

Centrest, C.E.P.M.E.), des grou-

et des capitaux privés. Par cet

opérateur industriel (ou par des

solutions coopératives) six cents

emplois ont été sauvés depuis le

10 mai. Nous engageons d'autre

part la reconquête du marché

intérieur avec deux projets, l'un

» Parallèlement, le bureau du

conseil régional a rencontré les

dirigeants des grands groupes

industriels (Peugeot, Rhône-Pou-

lene, Matra, Alsthom, C.I.I.-

Honeywell Bull) pour débattre

de leurs responsabilités vis-à-vis

de la sous-traitance, etc. Ces

groupes ont une responsabilité

régionale qu'ils doivent assumer,

comme locomotives du développe-

de reconquête du marché inté-

a Autre initiative, à plus long

terme celle-là : nous souhaitons

développer en hous appuyant sur

la vocation « micro-mécanique »

de la Franche-Comté, les techni-

ques biomédicales. A cette fin,

un groupement s'est réalisé avec

le soutien de l'E.P.R. entre des

laboratoires universitaires, un

centre technique (le Cetehor), des

PMI et un groupe nationalisable,

Rhône-Poulenc. Des opérations

analogues sont en cours sur la

robotique et les automatismes et

horlogère » est en cours d'élabo-

ration. Nous engageons des efforts importants sur la filière bois, en

utilisant les marchés des H.L.M.

L'office de Belfort vient d'être

lauréet du « plan construction »

pour ses réalisations en matière

d'habitat isolé (maison à ossa-

ture en bois). C'est un exemple

parmi beaucoup d'autres. La vo-

lonté politique ne peut pas tout.

Mais elle peut beaucoup, des lors

qu'elle s'attache avec méthode à

pari : un pari sur la capacité de

la France a porter le projet socia-

liste et sur la capacité du socia-

lisme à fonder sur le respect des

identités régionales un nouveau

dialogue social. Il faudra, a coup

sûr, beaucoup de sens politique

de part et d'autre pour y réussir.

» Si la région doit renforcer la cohésion nationale, elle est égale-

ment un lieu de cohérence vis-à-

vis des autres collectivités locales

» Nous nous attachons en

Franche-Comté à consulter villes

tion et la mise en œuvre des nou-

velles politiques régionales, par

exemple en matière agricole,

énergétique ou culturelle. Le bud-

get de la région reste un budget

d'investissement. C'est ainsi que

nous proposons des contrats aux

autres collectivités pour la mise

en œuvre d'une politique de ser-

vices à la population (restaura-

tion scolaire, gymnases, crèches.

etc.) Une aide à l'investissement

permet une approche globale ainsi

que certains regroupements, au

niveau des cantons ruraux, par

exemple Les départements pour-

ront s'associer, dans certains cas,

» En matière agricole, la région

aidera à l'installation de jeunes

agriculteurs. Inversement, la poli-

(1) Majorité : 15 socialistes, 3 parti

communiste français, i radical de

an fonctionnement.

et départements pour l'élabora-

sur le génie thermique.

tre de jouets en bois.

mutuelle.

Comme le président de la République l'avait souhaité le 8 juillet 1981, deux ministres, M. Laurent Fabius, ministre du budget, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, vont ces jours-ci abandonner la présidence des conseils régionaux auxquelles ils avaient été élus, après les consultations législatives du printemps dernier, le premier en Haute-Normandie, le second en Franche-Comté.

Ce geste intervient au moment où les régions préparent l'application de la loi

a Nomme ministre d'Etat le de trouver, relayant la politique 22 mai, pous avez été élu le 7 septembre à la présidence du conseil régional de Franche-Comté. Vous contreveniez ainsi au souhait du président de la République qu'aucun ministre ne cumule sa fonction avec celle de président de apez-vous voulu, tout mème, prendre cette presidence et quel enseignement en — Il a toujours été clair pour

tous que je ne prenais la présidence de la région Franche-Comté que pour « mettre le train sur les rails ». C'est ce que j'avais annoncé à l'assemblée régionale en me présentant à ses suffrages. Ayant choisi dans le département qui m'a élu député en 1978 de n'étre ni conseiller général, ni maire, je ne pense pas être suspect d'un goût excessif pour le cumul des mandats. C'est l'action seule qui importe. Pour ce qui est de la région de Franche-Comté, le délai que je m'étais fixé est maintenant arrivé à son terme. Après avoir installé la nouvelle équipe à majorité socialiste, j'entends donc transmettre le flambeau à un nouveau président. Assurer la cohérence de la nouvelle majorité présidentielle dans le respect de sa diversité, favoriser l'esprit d'ouverture sans lequel il n'y a pes industriels (Rhône-Poulenc) pas d'esprit régional, lancer les nouvelles politiques de la région, autant d'objectifs aujourd'hui atteints. Avant même le vote de la loi de décentralisation et le transfert de pouvoirs à l'exécutif régional, l'établissement public régional apparaît de plus en plus de fabrication d'auto-radios, l'aucomme une source d'impulsions et un acteur central dans la vie franc-comtoise. a La mise au point du budget

de 1982 en augmentation de 50 % sur celui de 1981, et les premiers votes acquis à une très large majorité, comme l'association des forces syndicales et professionnelles an plan de lutte contre le chômage montrent qu'un projet clair a aussi une vertu d'entrainement : en Franche-Comté, ment économique et comme outils l'existence d'une volonté régionale ne fait de toute pour personne. La région est un lieu remarquable d'initiatives et de responsabilités. L'immense mérite de M. Gaston Defferre et de la loi sur la décentralisation aura été de consacrer pleinement le rôle essentiel de ces nouveaux acteurs de la vie sociale, l'initiative regionale est aujourd'hui, si je puis dire, d'a intérêt national ». En étant plus Franc-Comtois (et plus rėgionaux), nous servons mieux la France Comme disait Jaurès : « C'est en allant vers la mer qu'un fleuve reste fidèle à S3. Source P.

En affirmant sa forte per-En étant plus franc-comtois (et enrichir l'unité nationale, non la

- On connaît les initiatives prises par le conseil régional de Franche-Comté pour /avoriser la relance de l'emploi, notamment par des contrats arec les grands groupes industriels. Cette politique com-mence-t-elle à donner des résultats concrets et à prendre corps?

- Notre plan sur l'emploi est mis en œuvre avec vigueur. Douze comités locaux pour l'emploi fonctionnent dans chacun des trouver des solutions pratiques bassins d'emploi. Ils s'efforcent aux problèmes concrets.

#### La collaboration avec les collectivités locales - Comment, en Franche-

Comté, les assemblées régionales, seront-elles associées à la nouvelle méthodologie de la planification? Quelles compétences, exercées jadis par l'Etat ou les départements. revendiqueront-elles? --- Pour ce qui est du partage

de . compétences entre l'Etat et la région le problème ne se pose pas à nos yeux en termes de revendication, mais de réponse adaptée à la nature des besoins exprimés. La région reste, avent tout, un échelon de planification et cela aussi blen à l'égard de l'Etat que des autres collectivités locales.

» Le rôle de la région est capital

dans l'expression de la demande sociale et, par conséquent, dens Elle permet la rencontre des hommes, l'échange des idées, la formulation des projets. Mais elle doit contribuer aussi à façonner la France nouvelle. En effet, la notion française n'a jamais en de realité ethnique. Elle a toujours été le fruit d'une volonté politique. Parce qu'elle est un vouloir vivre commun, elle a besoin d'un grand projet mobilisateur: l'espiration au socialisme autogestionnaire prolonge aujourd'hui l'ideal républicain et lui donne sa profondeur historique.

En ce sens, le région est un

décentralisation dont la première partie vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale.

M. Jean-Pierre Chevenement fait, pour nous, le bilan de son action et analyse dans quel esprit et sur quelles grandes directions il souhaite que s'oriente ce travail de la région; cela à la veille de la réunion du conseil régional, qui doit désigner son successeur. C'est M. Raymond Forni, député P.S. du Territoire de Belfort, qui a été désigné, le 21 janvier, comme candidat socialista à ca poste

tique de services de remplacements gouvernementale, des solutions à des agriculteurs, qui implique des l'embauche des jeunes et aux difsolidarités concrètes sur le terficultés de certaines entreprises. rain, est davantage du ressort départemental en suscitant, notamment, la signature de contrats de solida-

En matière culturelle la region intervient par le biais de fonds spécialisés (Fonds de création artistique, FIC), tandis que la diffusion et l'animation sont l'affaire des autres collectivités locales.

> Ainsi, peu de problèmes se posent qui ne puissent être résolus par une active concertation entre les différents niveaux de collectivité.

#### Rhin-Rhône : un choix national

- Retrouve-t-on, au niveau régional, les mêmes clivages politiques entre opposition et majorité qu'au niveau du Parlement? Quel héritage politique transmettrez-vous à voire Successeut ?

- Les clivages politiques existent naturellement au conseil de région puisqu'il y a une majorité et une minorité (1). Mais l'élan communiqué par la nouvelle politique répond si manifestement aux besoins de la population qu'un dialogue approfondi a pu s'instaurer tant avec les élus qu'avec les organismes socioprofessionnels. Le train régional est sur les ralls; il est, je crois, bien parti; ce sera la tache de mon successeur d'assurer le transfert de l'exécutif, du préfet au président du conseil régional et montée en puissance de la

- Un dossier essentiel concerne votre région : le canal Rhin-Rhône. Etes-vous pour > ou ← contre >, et quelle est l'opinion du conseil régional et des responsables économiques franc-comtois sur ce dossier?

- Le canal Rhin-Rhône n'est pas d'abord un choix régional C'est un choix national. Les problèmes financiers sont loin d'être solus, comme l'a souligné 21 janvier, Charles Fiterman. Besançon. Il appartient donc à l'Etat de définir une politique globale des transports.

» Nous sommes, à cet égard. autant intéressés par le problème des liaisons routières ou de l'électrification de la voie ferrée Paris-Bâle que par le canal Rhin-Rhône, qui nous préoccupe essentiellement au niveau de ses conséquences sur l'environnement ou sur le foncier.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSRICHARD.

## Faits et projets

#### LA SEINE ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE

« Il seratt absurde de supprimer toute fonction portuaire dans Paris », a rappelé, le 28 janvier, M. Jacques Trorial, président du Port autonome de Paris. « Ce seratt, a-t-il ajouté, lourd consequences pour le mainnen de l'activité économique dans trafic de poids lourds sur des camions? roules déjà surchargées. »

Paris craignent quelque peu en effet - que la tenue d'une exposition universelle centrée sur les rives de la Seine n'incite à la disparition des dernières installations portuaires dans la ville elle-même. Déjà elles sont

#### DIX MILLIARDS DE GRANDS TRAVAUX A PARIS.

Le président de la République

présentera au maire de Parta sus granda projets concernant is capitale avant de les rendre publics. Una réunion de concertation pourrait être organisée dans le courant de la semaine prochaine, avent les journées 'études sur le musée des scienoas et des techniques de La Villette prévues les 8 et 9 lévrier. La mise au point du centre de la communication envisagé pour le quartier de la Délense, samedi 18 janvier, et où il a pu où M. Mitterrand s'est rendu le voir les nombreuses maquettes des études antérieures, est liée,

en effet, à l'ensamble des prolets pour Paris : nouvel Opéra à la Bastille (sur des terrains appartenant à la S.N.C.F. et à quelques propriétaires privés). cité de la musique en bordure du parc de La Villette (où le terrain appartient à l'Etat), nouvel ampiacement pour le ministère des finances (le Monde des 12 et 14 janvier). La réunion de travell organi-

architectes et de tenter une évalustion des coûte : une dizaine de milliards au moins seraient nécessaires d'ici à 1969 pour réaliser ces « grands travaux ». dont le président de la République vient de réaffirmer la nécassité (le Monde du 30 janvier). Notamment 3 200 millions sont désormais prévus pour le musée de La Villette, au lieu des 800 millions qui correspondaient à une première évaluation pour le seul aménagement des bâtimenta de l'ancienne salle des ventes des abattoirs. - M. Ch.

sée le mardi 26 janvier à l'Ely-

sée a permis de parier des

procédures de consultation des

pratiquement absentes du «Paris historique », entre le pont d'Aus-terlitz et le pont Bir-Hakelm. M. Trorial sait que le port devra encore libérer des portions de berges sur la rive gauche amont, au pied de Bercy et au bas des terrains Citroën, mais Paris ne peut perdre toute vocation portuaire. En 1981, 3 millions de tion on de gravats ont encore été débarquées ou embarquées sur les disparaître quelques grues, fautcapitale et cela accrostratt le 11 multiplier le nombre de

Cela étant, depuis longtemps Les responsables du Port de le port s'est étendu en banlieue. Aux installations de Bonneuil (Val-de-Marne) et de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) sont maintenant venus s'ajouter les 108 hectares de la zone de Limay (Yvelines). Celle-cl. bien situé à une demi-journée de navigation en aval de Paris, est pratiquement devenue un port de mer. En tout cas, elle a commencé à accueillir des caboteurs fluviomaritimes de 2 000 à 3 000 tonnes qui peuvent relier un port d'Ilede-France aux pays d'Europe et du bassin méditerranéen. En amont, le Port autonome commence à agrandir la zone de Montereau (Seine – et – Marne).

C'est ainsi près de 50 millions de

francs qu'il investira en 1982.

#### LA SITUATION DES IMMIGRÉS

#### DE LA CAPITALE

Du 31 août au 15 janvier 1982. date de la fin de la procédure exceptionnelle de régulation de la situation des travailleurs immigrés clandestins, mise en place par le gouvernement.44 853 dossiers ont été retirés à la préfecture de police de Paris au 15 janvier, et, selon la préfecture de Paris, qui indique ces chiffres, 29 211 dossiers complets ont été déposés par ces travailleurs immigrés dans les bureaux de l'administration et 7 743 dossiers incomplets, soit un total de 36 948 personnes dont 14 000 d'entre elles étaient déjà titulaires d'une autorisation de séjour. Enfin, 2248 «clandestins», dont les dossiers n'avaient pu être étudies avant le 15 janvier, seront recus dans les prochains jours à la préfecture.

propos de ces travailleurs immigrés, rappelons que, selon les statistiques du ministère de l'intérieur et de la préfecture de police, le nombre d'étrangers résidant dans la capitale s'élèverait plus de 18 %de la population totale vivant à Paris (le Monde du 30 juin). Les plus nombreux étant les Algériens (60 000), puis les Portugais (44 228). Viennent ensuite les Espagnols et les Ma-rocains, les Italiens, les Yougoslaves et les Sénégalais.

#### SAS - AIR FRANCE: LE CONFLIT S'AGGRAVE.

Un nouveau pas vers une guerre des tarifs» entre Air France et SAS a été franchi le

29 janvier dans le conflit qui oppose depuis trois mois les deux compagnies aériennes (le Monde du 29 janvier).

Le gouvernement français décidé d'autoriser la compagnie nationale à mettre en application Scandinavie de nouveaux tarifs, males de concurrence entre les ministère des transports, qui précisé : « Il s'agtt d'une première mesure, le gouvernement français souhaitant ne pas apoir à en prendre d'autres. 1

En réplique à cette décision. le président-directeur général de la SAS a armoncé que la compagnie aérienne scandinave allait abaisser le prix de ses vols sur Paris en Euroclass.

### UN CENTRE DE GESTION DES TELECOMMUNICATIONS

La ville de Mulhouse dansa le Haut-Rhin vient d'être choisie pour accueillir le premier centre européen de restion des télécommunications par satellite.

Ce centre, intégré dans le système « Télécom 1 » sera en liaison avec les satellites lancés en 1983 par la fusée Ariane. Il captera les informations retransmises par ces satellites et les décoders, avant de les acheminer vers les utilisateurs. Au nombre de ceuz-ci figurent les postes et télécommunications ainsi que des entreprises privées. Le système « Télécom 1 » per-

mettra notamment de diffuser en direct des programmes « vidéo » à usage professionnel dont des conférences internationales. Des liaisons téléphoniques et télévisées à destination des départements d'outre-mer transiteront aussi par Mulhouse:

Les travaux de construction du centre devraient débuter dans les semaines prochaines pour s'achever au début de 1983. L'investissement prévu est de l'ordre de 200 millions de francs.

#### LE CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE PEUT FAIRE DU TOURISME,

Les caisses du Crédit agricole de la région d'Ile-de-France peuvent à nouveau vendre les voyages produits par Voyage Consell filiale de tourisme de la banque « verte ». C'est la conséquence de la décision du Consell d'Etat prise le vendredi 22 fanvier, qui a annulé le jugement du tribunal administratif de Paris du 10 novembre dernier (le Monde du 21 novembre 1981).

Le Conseil d'Etat a estimé que le tribunal administratif de Paris était incompétent pour statuer sur les activités de Voyage Conseil. dont le siège social est situé à Clermont - Ferrand (Puy - de -Dôme). Il a donc renvoyé le dossier devant le tribunal administratif de cette ville.

Cette décision vient compléter l'ordonnance prise le 31 décembre dernier, par laquelle le Conseil d'Etat avait décidé que seul le tribunal administrațif de Clermont-Ferrand était habilité à statuer sur les conventions liant Voyage Consell aux calsses régionales du Crédit agricole autres que celles de l'Ile-de-France.

C'est le Syndicat national des agents de voyages (SNAV) qui avait saisi le tribunal administratti de Paris pour « concurcence déloyale », estimant que les réseaux bancaires ne devaient pas vendre de voyages. — O.S.

#### UN NOUVEAU MOUVEMENT AUTONOMISTE BRETON.

tion de la Bretagne, le F.N.L.B. (Front national de libération de la Bretagne) vient de révéler son existence par une lettre envoyée à une centaine d'exemplaires au ministre de l'intérieur, à des élus bretons et à plusieurs journeux. Le F.N.L.B. se dit autonomiste et réclame un statut particulier pour la Bretagne. Comme tous les autres mouve-

Un nouveau groupe de libéra-

ments bretons, le F.N.L.B. affirme ne pas vouloir « la piolence pour certain nombre de mesures d'urrattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne. » Le mouvement semble se diffé-

render du F.L.B., essentiellement constitué de jeunes (la moyenne d'age des personnes arrêtées était de vingt-huit ans), par son recrutement plus âgé. Et, alors que les autres mouvements autonomistes bretons se situent à gauche - le F.L.B. est socialiste, autogestionnaire et indépendantiste, l'Union democratique bretonne (U.D.B.), socialiste et autonomiste. — le FLNB se dit constitué de c Bretons avant tout a sans expertenance politique. - M.C.R.

## de vingt-cinq cadres chômeurs mis à disposition de PML, entre mis à disposition de PML, entre SPORTS

### LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI

### Les fabricants dans la course

Schaldming (Autriche). — D'abondantes chutes de neige qui se sont prolongées en chutes de pluie dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 janvier, ont sérieusement perturbé

plonnat du monde de descente?

A quelques degrés de moins qui favoriseraient les fonceuses ai-

mant attaqués les toboggans ver-

glacés ou bien à quelques flo-cons de plus qui feraient le jeu

des glisseuses sachant effleurer

la nelge douce? Aussi les entrai-

neurs avaient-ils vendredi le

regard fixé sur le baromètre,

s'alarmant ou se réjouissant.

selon le cas, de la couche crois-

sables d'équipe n'étaient pas

moindres chez les fabricants de

skis. Pour la dizaine de marques

engagées dans ces championnats,

l'enjeu est autrement plus impor-

tant qu'une médaille. Les perfor-

mances commerciales sont en

question. Les retombées d'une

victoire dans une grande classi-

que de la coupe du monde sont

en effet considérables : trente

mille paires de skis de la marque

gagnante sont vendues dans les

jours suivants en Europe, estime-

t-on L'impact d'une victoire aux

championnats du monde, ou aux

Jeux olympiques est plus impor-

tantes encore. La réputation et le

développement de l'industrie

française du ski commencèrent

avec la victoire de Jean Vuarnet

dans la descente olympique de

Toutefols, alors que la piupart

des fabricants avaient misé dans

Squaw Valley en 1960.

Les appréhensions des respon-

sante de « poudreuse ».

le programme des championnats du monde de A quoi tient un titre de cham-

ski. Les responsables de la Fédération internationale ont décidé de reporter la descente comptant pour le combiné masculin et la descente féminine qui devaient avoir lieu ce samedi 30 janvier.

De notre envoyé spécial

les années 70 sur une expansion forte et régulière du marché de l' « or blanc », la crise économique qui a suivi le second choc pétroller en 1979 a ouvert une période de restructuration qui n'est pas encore close. Les ventes de Rossignol, la firme françaises numéro un sur le marché mondial, ont stagné à queiques 1,4 million de paires depuis trois ans tandis que des fabricants comme le Français Dynamic on l'Autrichien Kneissel étaient absorbés par des groupes plus puissants

#### Un choix cornélien

pionnais sont done d'autant plus importants pour ces fabricants qui connaissent depuis trois ans des difficultés financières plus ou moins sérieuses. Pourtant une victoire n'est pas en soi suffisante. Le marché du ski obéit en effet à une alchimie particulière. Pour opérer à plein, le succès doit associer ski aux coureurs de même nationalité.

Dans le cas de la descente. épreuve reine, si presque toutes les équipes ont des candidats à la victoire, les fabricants dis-

bre de skis de vitesse performants qui sont de véritables prototypes fabriqués avec un soin jaloux. Dès lors, le choix est souvent cornélien. A qui confier ces « formules I » de la neige :
à l'étranger qui a de bonnes
chances, mais qui offrira des
débouchés limités ou bien au
compatriote qui est moins brillant mais qui offrira en cas de succès le plus grand retentisse-

posent, eux, d'un très petit nom-

avait reproché dans le camp français la faveur donnée aux la violence » mais demande qu'un coursurg soviétiques. A Schaldming, les Canadiens et les Suisses gence soient prises par les pouqui ont du matériel autrichien voirs publics e Nous commencecraignent d'être moins bien rons nos actions violentes qu traités que les équipiers de printemps, affirme-t-il, si aucune Frantz Klammer. C'est dire que mesure n'est prise, comme le la qualité de la neige n'est pas le seul impondérable de la course sux médailles

Aux jeux de Lake Placid, on

ALAPN GIRAUDO.

## JAZZ QUINTET

Concerts \* Bols \* Animation & RUE DU DR-REULIN - 75007 PARIS Téléph. : 228-67-46

amaiaise au

11. 1年4上編集。

740

7124

of projets

SEE PLANCE

AS COMMENT S'ACCEASE

#### LA VISITE DE M. MITTERRAND AUX AVOCATS PARISIENS

## malaise du barreau

Les avocats sont mécontents. Des manifestations et des greves ont en lieu ces dernières semaines en province qui traduisent un malaise que le gouvernement s'efforce de dissiper. M. Pierre Mauroy a donné, fin décembre, le coup d'envoi d'une série de négociations et M. François Mitterrand devait s'adresser, ce samedi après-midi 30 janvier, aux avocats parisiens à l'occasion de la rentrée de la

conférence du stage, Depuis la rentrée de septembre, le barreau s'agite. Un vent de fronde a commencé à souffler en novembre à Nancy où des avocats avaient décidé, sous le coup de la colère, de convoquer des états généraux de la profession. L'idée gouvernement ayant offert de négocier. Mais l'agitation persiate. Du 25 an 29 janvier, ce sont les avocats de Valenciennes qui après cenx du Sud-Ouest et de Tours, se sont mis en grève. D'autres manifestations de mécontentement sporadiques ont en lieu à Lille et Rouen notamment. Le plus surprenant est que les contestataires semblent faire essez peu de cas des négociations en cours, pourtant bien acqueillies par les représentants de la pro-fession. Ceux-ci ont été longue-

ment reçus par M. Mauroy le 21 décembre et sont ressortis de l'hôtel Matignon apparemment satisfaits. Des commissions de travail ont été mises en place qui n'éludent aucune des préceupations du barreau, et le premier ministre a promis de régler avant la fin de cette année les problèmes les plus brûlants. Pourtant l'agitation persiste. Cette agitation n'est pas sans errière-pensée politique : à Nancy, le mouvement de protestation a débuté alors que M. Roger Souchal, ancien député U.D.R. était batonnier. Et à Lille les adhérents du Syndicat des

avocats de France (ganche) ont refusé de s'associer à une manifestation organisée devant la mairie de M. Mauroy par leurs' confrères modérés. En dépit de ces arrière-pensées, ce sont les préoccupations corporatistes qui sont à l'origine du mécontentement actuel. Au fil des années. les avocats ont accumulé les griefs qui se conjuguent aujour-d'hui et rendent, selon eux, la situation e intenable > :

1) Les lenteurs de la justice."-Les avocats insistent sur le fait que le manque de magistrats allonge démesurément les délais de procédure. A Tours, assure la båtonnier Jean-Yves Nail, il fant de quatorze mois à trois ans pour obtenir une décision en première instance. Ailleurs, la situation n'est pas meilleure, au point que les bâtonniers Claude Jeandin de Rouen et Pierre Souquières de Toulouse n'hésitent pas à parler de « dént de justice ».

L'explication de cette situation est simple : sur les cinq mille cinq cent soizante quatorze postes que compte la magistrature un sur dix est en permanence inocaux échelons moyens de la héirarchie en raison d'une pyramide des ages défavorable. Selon toute vraisemblance, la situation risque de se prolonger deux ou trois ans encore.

2) La charge d'un service gratuit. — Pour faciliter l'accès de tous à la fustice civile, l'Etat accorde une aide judiciaire aux personnes dans le besoin. Les iusticiables démunis peuvent notamment bénéficer de l'assistance gratuite d'un avocat. Gelui-ci est rémunéré par l'Etat mais, aux yeux du baireau, trop faiblement. Ce système a suscité récemment de nouvelles critiques, car le plafond des ressources qui permet d'obtenir cette aide judiciaire a été relevé au début de l'année. Il est de 2 800 francs par mois pour l'aide totale et de 4650 F pour l'aide partielle, de sorte que le nombre des bénéficiaires risque d'augmenter. Cela ne fait pas l'affaire des avocats mi percoivent 1730 F eu maximum par dos-sier et qui estiment, dans ces conditions, travailler à perte. En matière pénale, affirment-ils, c'est pire encore. Commis d'office pour assurer la défense d'un prévenu, l'avocat stagiaire ne recoit aucune rémunération. L'existence de ce service gratuit est sévèrement critiquée par le barreau. M. Mitterrand le sait s'était engagé avant le 10 mai à des prisons françaises. revoir ce système. C'est un des

• Une nouvelle organisation d'avocais. - Sous le nom d'Action pour la profession d'avocats, un nouveau syndicat vient de voir le jour. Créé sur l'initiative de Me Henry Jean-Baptiste, du barreau de Paris, cette nouvelle organisation, qui se veut « apolitique », met en cause l'efficacité des syndicats existants. Elle dénonce les charges qui pèsent sur la profession, les « horuires ехітарадація в. 12. « соновтіштв sociale dérisoire» des avocats et les lenteurs de la justice notamment. Le nouveau syndicat affirme grouper pour l'instant une centaine d'avocats, essen tiellement parisiens, et n'hésitera pas à recourir à la

. C'est au cours de cette cérémonie que sont couronnés les avocats stagiaires, vainqueurs du concours d'éloquence qui a lieu chaque année. M. Mitterrand, qui fut avocat, devait s'efforcer de convaincre un auditoire attentif et critique des bonnes intentions du gonvernement. La tache n'est pas facile car les sujets de mécontentement ne manquent pas : encombrement des tribunaux, liscalité trop lourde, converture sociale insuffisante, rémunération trop faible.

premiers dossiers qui seront réglés 21 cours des négociations avec le Une réforme de l'aide judiciaire a aussi été promise par le candi-dat Mitterrand qui a déclaré que, pour ce service les avocats de-vraient être rénunérés « unssi justement que possible ». Ce qui

dgnifie qu'un sacrifice pourrait

Un statut remis en cause 3) La faiblesse des revenus. -Contrairement à une idée répandue, la plupart des avocats ne sont pas richissimes. En 1981, un membre du barreau sur six gagnait moins de 5000 francs par mois et six sur dix avaient un revenu imposable inférieur à 8 300 francs. Comparés aux salariés, les avocats paient des cotisations très lourdes pour des prestations inférieures. Par exemple, une avocate qui accouche ne touche aucune

indemnité journalière. Au nom de la solidarité nationale, on demande au barreau de combler le déficit du régime des autres professions non salariées non agricoles, mais les avocats estiment que les limites de l'acceptable sont aujourd'hui franchies. A cela s'ajoute un régime fiscal défavorable : pour un revenu déclaré de 120 000 francs, un avocat paie 16 % de plus d'impôts qu'un cadre. 4) Des menaces sur la projession. - La situation serait plus supportable si les avocats n'avaient pas le sentiment qu'ils sont menaces. Attaches au caractère libéral de leur profession.

ils redoutent que ce statut soit peu à peu remis en cause. D'abord par les compagnies d'assurance dont certains sont devenus les salariés sans le nom : de quelle marge de manœuvre dispose un avocat dont le chiffre d'affaires dépend pour une part importante d'un unique assurent? Ensuite d'un prique assureur? Ensuite réduire le nombre d'affaires soumises aux tribunaux, donc à retirer aux défenseurs une partie de leur gagne-pain.

Un de ces projets les inquiète particulièrement. On le doit M. André Tunc, professeur. l'université Paris-I. Il vise indemniser automatiquement les victimes des accidents de la circulation, fautives on non. M. Badinter s'est empressé de prendre ses distances avec ces idées « extrémistes » mais l'idée d'une réforme n'a pas été abandonnée et les avocats n'ont été qu'à moitie rassurés. Même si M. Mitterrand ne

devait pas entrer dans le détail de ces revendications, il ne pent ignorer le malaise du barreau. On lui prétait l'Intention d'insister sur l'importance des négociations qui ont commence sous la honlette de M. Mauroy, mais aussi d'inviter les avocats à faire preuve de dynamisme. Comme le souligne fréquemment M. Badinter, la profession n'est pas à l'agonie. Le droit européen et celui de la consommation notamment offrent aux avocats des perspectives qui aux yeux du gouvernement, devraient les inciter à moins de morosité.

.... BERTRAND LE GENDRE.

#### L'AFFAIRE ROUMÉAS AU TRIBUNAL DE BAR-LE-DUC

### La déconfiture d'une société trop généreuse

Bar-le-Duc (Meuse). - Une affaire de banqueroute avec la kurielle des délits qui peuvent la constituer : présentation de jaux bilan, abus de biens sociaux, destruction de pièces comptables, organisation de l'insolvabilité des dirigeants de l'entreprise en cause, etc., ce n'est dejà pas simple. Quand on y ajoute le delit de corruption résultant de découvertes faites au cours de l'enquête initiale, elle se complique encore et l'on ne sait plus ce qui doit l'emporter au moment où la justice se trouve saisie. On le sait d'autant moins qu'en la circonstance le dossier se trouve soumis à un tribunal incontestablement handicapé devant son ampleur, en regard des affaires qui lui sont ordinatrement soumises.

L'affaire des établissements Rouméas, société de travaux publics de Ligny-en-Barois — une faillite de 30 millions de francs, — dont on débattait depuis le 27 janvier devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc présidé par M. Marc Merle, est assurément pour cette juridiction une épreuve. Et

Lorsque M. Claude Rouméas

explique que certaines factures de 1969 ont été déménagées pour

être détruites parce que le plan-

cher de la salle des archives

menaçait de s'écrouler sous le

poids de la paperasse, on peut

être sceptique. De même, lorsque

pendant des ennées, la construc-

tion ou la rénovation des maisons

des frères Claude et Roland Ron-

méas furent réalisées par des

ouvriers de l'entreprise et mises

à la charge de la société, on a

beau dire que ces frais furent imputés au bout de plusieurs

années aux comptes courants des

dirigeants ou de leurs épouses, Il

reste que ce fut une imputation

tardive et surtout très partielle.

aux comptes, M. Andre Patey-

ron, a eu du mal à expliquer

comment il avait pu entériner,

dans les années 1977, 1978 et

1979 qui précédérent la faillite.

des bilans confortablement béné-

ficiaires, alors qu'en 1980 il fallut

soudain constater un trou de

12 millions. En fait, el les bilans

avaient reflété la réalité, il aurait

fallu convenir que l'on était déjà

depuis plusieurs années en état

UN PATRON DU NORD

de cessation de paiement. A qui

De son côté, le commissaire

somme. De surcroit, les appels De notre envoyé spécial la faute? Aux banques qui consentirent longtemps des découverts dans la mesure où une société comme celle-là, dans e département de la Meuse, où elle avait connu la prospérité dans les années 60, devait être maintenue en raison des trois cents emplois qu'elle offrait, et

auxquelles, par la présentation de

bilans fallacieux, on pouvait faire

croire qu'elle avait encore un

Roland Rouméas a confessé que sa formation ne l'avait pas préparé à des situations comme celle laquelle Il se trouva sondain confronté. Est-ce suffisant pour qu'il n'ait pas pu s'apercevoir que ce n'était pas une bonne façon de gérer que de faire payer par la société les frais de voiture de son éponse et de celle de son frère? Bagatelle, certes, que ces 400 000 francs d'essence et de vidanges en dix ans en regard d'un passif de 30 millions. Mais la bagatelle s'ajoutait à bien

brancards, les Rouméas, tout

comme leurs épouses, qui profitèrent de misés en liberté pour réaliser les actifs dont ils disposalent et les transmettre à d'autres membres de la famille étrangers à l'affaire. Voilà pour le survol de la faillite. Il reste la corruption. Sur ce chapitre, on quitte les incidences régionales. Les personnes en cause sont en effet des fonctionnaires ou assimilés d'organismes d'Etat ou parisiens. D'une part, M. Robert Regard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, détaché au ministère de : la défense en qualité d'adjoint au directeur de l'infrastructure de l'armée de l'air (DIA). De l'autre, MM. Maurice Bouiller, chef de division à la RATP, et Lizier tages en nature ou en espèces de la part des Rouméas. Thèse de l'accusation : ces avantages - voyages en avion, à Londres, au Maroc pour M. Regard, en Inde et au Népal pour M. Masson, en Norvège pour M. Bouiller, complétés par le paiement de location de voitures pendant une longue période au bénéfice de M. Regard, par des remises de fonds a M. Bouiller - ont about à favoriser l'entreprise Rouméas pour l'octroi de marchés à la DIA ou, pour la R.A.T.P., à des arrangements permettant de renflouer certains chantiers déficitaires par des transerts de fonds prélèvés sur des chantiers beneficiaires.

M. Regard conteste avec véhémence: a Je ne pouvais, a-t-il expliqué en substance, commetire aucun abus de poupoir. D'abord, ce n'est ni dans mon goût ni dans mon tempérament. Ensuite, la technique des marchés publics de l'Etai me l'interdisait. Je Fleury-Mérogis. Yves Cramblin, n'avais à connaître que de matchės dėpassant 5 millions de 28 janvier, à l'aide d'une corde | francs. Or tous les marchés Rou-

bénéficiaires?

tretze avocats avertis des subtilités de la législation sur les sociétés, ne manque pas d'en profiter Les uns et les autres le prennent de haut face à un jeune substitut de vingt-six ans, M. Claude Bellenger, qui doit soutenir à bout de bras la thèse d'une accusation et d'une instruction dont ils disent pis que pendre. « Voilà, accusent les uns, comment on bâtit un roman! » « Vollà, renchérissent les autres, comment on mélange tout faute d'avoir ordonné les expertises qui s'impossient. faute d'avoir entendu et confronté suffisamment Voilà comment on met des gens au ban de la société; pour une instruction que nous ne voulons pas qualifier! » Le prétoire de Bar-le-Duc permet des audaces qui, devant une juridiction spécialisée comme la onzième chambre du tribunal de Paris, ne serait pas de mise. Pour critiquable que puisse être l'instruction

la défense des quinze prévenus, représentés pas

en cause, le dossier Rouméas n'est pas un dossier

d'offres étaient confiés à des services extérieurs à la DIA comme les directions départementales de l'équipement ou le Service technique des bases aeriennes (S.T.B.A.). Je ne pouvais donc suivre l'exécution de marchés dont je n'avais pas la responsabilitė. » Son supérieur, le général Uhrig, directeur de la DIA à l'époque. confirmé ses dires avec toutefois cette réserve : « M. Regard pouvait cependant participer à examen des appels d'offres au S.T.B.A., et, si son point de vue alors l'emportait, nous entcrinions le dossier lorsqu'il nous revenail. »

vice technique siègeait aussi M. Tixier, qui, lui, était non seulement un ami de longue date de la famille Roumeas, mais en outre détenait des actions dans sa société. M. Tixier, interpellé. s'est donné la mort pendant sa garde à vue, à Paris, en laissant ce mot : « Pour des imprudences, le cachot, c'est trop. » M. Regard refuse l'amalgame.

Le cas de M. Tixler n'est pas le sien, ni de près ni de loin. Il reste qu'il a bénéficié par l'intermédiaire de sa secrétaire Mile Colette Despois, elle anssi inculpée, de ces locations de voitures par la société Rouméas. « Oui, dit-il, mais ce n'est pas la société qui payait, c'étatt M. Roland Rouméas, que je connais et qui m'apportait ainsi simplement une aide personnelle. On n'a pas voulu admettre qu'il puisse y avoir entre amis des actes gratuits.» M. Regard reste amer. On l'a

suspendu de ses fonctions avec demi-traitement. Il espère bien que le tribunal, en le relaxant, lui permettra de retrouver set 30 000 francs mensuels et les avantages qui s'y ajoutaient. La R.A.T.P., elle, a été moint severe avec MM Bouiller et Masson, qui sont toniours en fonction. L'avocat des deux prévenue n'est-il pas M° Darribet, avocat en titre de cette même R.A.T.P. Les représentants de la Régie ont été catégoriques : aucun préjudice, aucune preuve, à leurs yeux de faute quelconque. La R.A.T.P. signifie sans équivoque au tribunal de Bar-le-Duc que ses affaires intérieures ne doivent

pas sortir de son giron. M. Claude Bellenger, qui a éprouvé bien du mai tout au long de ce débat au terme duquel le jugement sera mis en délibéré jusqu'au 17 février, n'en a pas moins requis des peines sévères : au moins quinze mois avec sursis contre les épouses Rouméas : trois ans. dont un ferme, contre Claude Roumées : cinq ans, dont deux fermes contre son frère Roland: deux ans avec sursis contre Mile Despois, secrétaire de M. Regard ; cinq ans, dont an moins deux fermes contre ce dernier, et la même chose contre les deux prévenus de la R.A.T.P. MM. Masson et Bouiller, « car même si la corruption n'était pas retenue, le trafic d'insluence

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### EN DÉPIT DE LA NOUVELLE POLITIQUE DE PRÉVENTION

### L'incarcération des mineurs ne sera pas supprimée

Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, a clos vendredi soir 29 janvier le colloque organisé à Vaucresosn pendant deux jours sur l'éducation surveillée (« le Monde » des 27 et 30 janvier) en rappelant la « nécessité de repenser le droit pénal des mineurs soir 29 janvier le colloque organisé à Vaucresson pendant deux cadre de la réforme du droit pénal, celle du droit des mineurs pour rendre réellement exceptionnelle leur incarcération ». .

Tous attendalent evec impatience le discours de clôture du garde des sceaux. Ils pensaient qu'à l'organisation spectaculaire de ce colloque devait correspondre l'annonce de décisions provoquant un changement radical de la justice des mineurs. Les cération des mineurs avaient unanimement estimée que « le statu quo était impossible ». Une majorité s'était dégagée pour la suppression totale de la détention provisoire des mineurs, certains estimant qu'on pouvait « procéder par paliers > et d'abord l'interdire pour les moins de seize ans a A-t-on la volonté politique d'aller contre la détention provisoire des mineurs? ». conclusit-on dans une commission. ∢ C'est un problème de courage politique », renchériesalt dans le débat général M. Alain Blanc, juge des enfants à Paris, représentant le Syndicat de la magistrature. «Le gouvernement doit proposer, le législateur doit trancher. Il faut redéfinir un ordre public. >

a Le responsable n'a pas besoin de s'entendre dire « chiche! » ou bien « Avez-vous la volonté politique? », a répondu M. Badinter. Le devoir du responsable est de faire en sorte que l'action soit entreprise et que cette action soit utile pour l'ensemble du pays. Nous sommes dans une démocratie. C'est le Parlement qui fait les lois même si le gouvernement

L'état « détestable »

M. Robert Bedinter, ministre

de la justice, a estimé, jeudi

28 janvier sur Radio-Monté-Carlo

que les prisons françaises étaient

dans un état « détestable ». Il a

ajouté que, pour certaines, elles

étaient a au-dessous des normes

de la convention européenne des

droits de l'homme » et que la

France pourrait être condem-

née » à cause de cette situation.

[Cette déclaration de M. Badinter

Intervient alors que la France vient

de ratifier l'article 25 de la conven-

tion européenne des droits de

l'homme. Cet article permet à tout

individu s'estimant victime d'une

violation de la convention de saisir

la Commission de Strasbourg. La dé-

claration du ministre français donne

des arguments à ceux qui sersient

the Manager Particle & de la

souvent lui en offre le projet (\_\_). Une majorité d'entre vous se prononce pour l'interdiction, ou l'interdiction par paliers, de la détention des mineurs. C'est refuses la réalité telle qu'elle se présente. L'approche abstraite est le plus souvent une approche erronée (\_). deux commissions chargées d'étu- Il faut prendre en compte l'infinie diversité des êtres humains des situations humaines. La suppression complète peut relever de la réflexion, de l'analyse, de l'espérance mais ne relève pas de la réalité judiciaire de 1982. » Ce n'était évidemment pas une iéclaration propre à susciter l'enthousiasme des quelque deux cent cinquante participants. Il reste

que la majorité d'entre eux refusaient « de s'enfermer dans une attitude purement négative à l'égard de cette initiative ». Tous sont persuadés que l'éducation surveillée souffre d'être mal connue. Son action, si elle réussit, est aux antipodes du spectaculaire et la presse ne parle géneralement que de ses échecs. Le mérite de ce colloque aura été de rompre avec cette habitude, d'appeler à une « mobilisation générale » face à la délinquance juvenile comme l'a redit en conclusion le garde des sceaux car « la délégation de ces problèmes à des institutions spécialisées est une des sources du projond malaise actuel (\_). Tout le pays doit prendre conscience que ce problème est aussi le sien ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

Délà relaxé à plusieurs reprises

#### CONDAMNÉ . . A UNE PEINE DE PRISON APRÈS LA MORT D'UNE OUVRIÈRE (de notre correspondant)

Lille. - La 4º chambre correctionnelle de la coor d'appel de Donai, présidée par M. Aalbertini, a condamné à dix-huit mois de prison, dont six mois ferme, M. Jacques Leroy, président-directeur général de l'entreprise

qui porte son nom et qui fabri-

que à Bin-le-Noble (Nord) de la poudre à récurer. C'est en 1975 qu'une employée, Mme Eliane Masson, inspecteur à la R.A.T.P. Tavelle fut atteinte de silicose pulmonaire, maladie directement liée à son travail La jeune femme porta plainte reprochant à M. Leroy de faire effectuer le travail dans des conditions malsaines, notamment dans des locaux pratiquement pas aérés, si ce n'est par un simple soupirail. Mme Tayelle devait mourir en décembre 1977 des suites de cette maladie. Plusieurs autres personnes furent d'ailleurs atteintes de cette silicose. A la cour d'appel, le substitut

M. Colleu réclama une peine de deux ans de prison dont six mois ferme: « Six mois avec sursis, dit-il font passer l'éponge sur une faute extrêmement grave ». C'est le jugement qu'avait rendu le tribunal correctionnel de Valenciennes. M. Leroy a en outre été condamné à verser dix mille francs de dommages et intérêts à la C.F.D.T. qui s'était portée partie civile. - G.S.

🕒 Suicide de dètenu. — Un détenu de la maison d'arrêt de l s'est pendu dans sa cellule, jeudi fabriquée à partir de chaussettes. I méas sont inférieurs à cette

### FAITS ET JUGEMENTS

#### Le franc du poète.

par le tribunal de police pour de nombreuses contraventions relevées à son encontre (le Monde des 19 décembre 1979 et 3 janvier 1980). John Guez, qui se veut a poète, auteur, compositeur et saltimbanque», a obtenu en référé, jeudi 28 janvier, un nouveau succès, en comparaissant devant M. Michel Raynaud, premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris. En butte aux tracasseries incessantes des gardiens de la paix du quatrième arrondissement, qui lui reprochent de ne pas se cantonner sur la « piazza » quent, constituent « des voies les haladins ont droit de cité convention : « Nul ne peut être sou- mais d'installer plutôt ses pé- la liberté d'aller et ventr et à la mis (...) à des paines ou traitements nates sur la place Edmond- liberté d'expression des deman-Michelet, à vingt mètres de là.

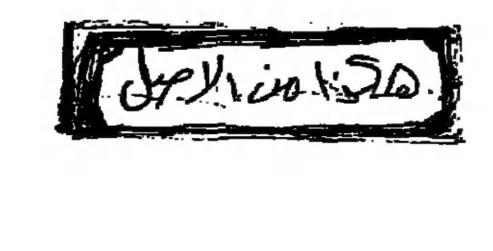
John Guez accuse la police de a voies de fait ». Outre les gaz et-Marne. — Un couple d'Ozoird'échappement des cars de police dispensés tout exprès pour le dissuader de continuer son récital, il doit subir, expliquera-t-il, la promiscuité insistante de fonctionnaires en civil, pendant que d'autres, en uniformes ceux - la, d'autres, en uniforme ceux-là, dispersent continuellement un auditoire pourtant friand de ses improvisations burlesques...

S'il a écarté la responsabilité du maire de Paris, M. Raynaud n'en a pas moins invité le préfet de police « à interdire l'emploi de mesures d'exécution d'office », qui e ne sont autorisées par aucun texte législatif » et, par consé-

Double meurtre en Seinela - Ferrière (Seine - et - Marne) M. Gérard Leverrier, trente-neuf ans, photograveur, et son épouse Monique, trente-six ans, ont été assassinés dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 janvier dans leur pavillon. Leurs quatre enfants, qui dormaient à l'étage, n'ont rien entendu. M. Leverrier a été retrouvé dans sa chambre et son épouse dans la cuisine. A ses côtés se trouvait une double de 22 long rifle. Des traces d'effraction ont été déconvertes sur les volets d'une des fenêtres. Mme Leverrier s'occupait de plusieurs œuvres sociales et en particulier d'adolescents souffrant de difficultés d'adaptation et pladu Centre Georges-Pompidou, où de fait » en ce qu'elles « ont eu cès en milieu ouvert. Les policiers pour effet de porter atteinte à du S.R.P.I. de Versailles, chargés

• Le jeune Philippe, âgé de seize ans, qui, jeudi 28 janvier, avait détourné un car jusqu'aux Pays-Bas, devait être repatrié par avion samedi 30 janvier depuis Eindhoven et remis aux autorités judiciaires françaises, nous indique notre correspondant aux Pays-Bas, René Ter Steege. Les six adolescents qui avaient été pris en otage sont rentrés vendredi 29 janvier en fin

d'après-midi, à Braine (Aisne). Ils ont été entendus par des inspecteurs de la police fudiciaire d'Amiens (Somme). L'un d'entre eux, Bruno, qui fut le dernier otage, a expliqué que Philippe avait pu revoir Marita son amie neerlandaise, avant d'être interpellé pr la police néerlandaise. Philippe et Bruno s'étaient rendus en auto-stop jusqu'au domicile de Marite après avoir abandonné le car et les claq autres otages. L'arme a été



De notre envoyé spécial

pris une mesure d'ordre public en

invoquant l'ordre moral, c'est-à-

interroge M. André Carroz, secré-

taire de la section socialiste et

La jurisprudence est complexe :

M. Millon peut invoquer des pré-

cédents, des arrêts du Conseil

d'Etat ayant approuvé l'interdic-

tion de films par des maires -

a Nice, Calais on Montpellier ...

- en raison de leur a immora-

lité », assortie de certaines « cir-

constances locales ». Cependant

subjectifs et les mêmes arrêtés

en recommandent un usage pru-

dent (1). La justice pourrait donc

départager les plaideurs : moral

partout ailleurs, le film du MLAC

Ce n'est là que l'écume d'un

débat plus vaste. A chacun de se

justifier. Car il y a ce que l'on

dit et ce que l'on montre : à Bel-

ley, certains parlent fort cru-

ment de l'objet de leur censure.

le docteur Alain Lausi, responsa-

ble de la P.E.E.P. De la gynophi-

lie, de la gynoconerie! Des espè-

ces de guerrières aux pieds nus

corps, en dehors de la partici-

pation du médecin.» Le docteur

Lausi, qui s'avoue «un peu

tétro », partage a beaucoup des

conceptions > du mouvement

Laissez-les vivre », et dit être

le médecin et l'ami personnel de

M. Millon, juge « très grave »

cete remise en cause du privilège

médical « C'est vrai, ajoute-t-il.

qu'il ne faut pas douze ans pour

apprendre à foutre un speculum

au fond d'un vagin, mais il faut

un certain nombre d'années pour

dans le veau ! L'avortement (...) :

tres, notamment dans les écoles

normales ». est enfin recom-

Ces dispositions se heurtent

évidemment à de multiples sen-

sibilités. Le sulet est délicat et

les problèmes qu'il soulève ont

été comparés à ceux posés par

l'introduction de la politique

dans les établissements sco-

laires. - La position de tond

est clair, c'est la neutralité.

estime M. Michel Jouve, chargé

de ce dossier au cabinet de

M. Savary. L'école ne doit pas

être incitatrice à un comporte-

ment sexuel. Mais elle doit don-

ner aux adolescents les moyens

du choix, l'éclairer pour qu'ils

alent un comportement responsa-

ble face à leur propre sexua-

iilé ». « C'est aux parents ou'īl

incombe de proposer une éthique

sexuelle à l'eura entante »,

aioute M. Savary, dans le maga-

zine Parents (décembre 1961).

il reste que la «neutralité »

est una position difficile : l'édu-

cation sexuelle ne peut se ré-

duire à l'évocation de la repro-

duction humaine. Celle du plai-

sir de doit-elle pas y trouver

place ?

savoir prescrite la pilule ».

qui pronent l'autogestion de leur

a Un film provocateur, clame

était-il immoral à Belley?

Le pouvoir médical

ces critères sont éminemment

membre du Planning.

dire les motivations privées ? » le plus tard possible ».

La décision de M. Alain Savary d'inviter l'institution scolaire à « conduire une politique active en matière d'éducation sexuelle », et à participer à la campagne d'information sur la contraception lancée par le ministère des droits de la femme (« le Monde » du 23 décembre 1981), suscite parfois des remous en province. Ainsi, à Belley (Ain), les activités du club santé du lycée le Promenoir, chargé de ce «dialogue» entre adultes et jeunes, ont provoqué, en décembre dernier, un conflit

Belley. — Il aura suifi d'un film pour que chacun se dévoile. Un document, un témoignage. De ces images qui racontent sans apprêt une expérience : ici, celle du M.L.A.C. (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) d'Aix-en-Provence, de 1975 à 1977. Avortements illégaux, procès, loi Veil... : l'histoire d'une lutte et des femmes qui l'animent. Le propos est sans conteste militant : « Regarde, elle a les yeux grands ouverts » c'est le titre - s'en prend en effet au « pouvoir médical ».

De quoi débattre, donc. C'était du moins le sentiment des enseignants et élèves qui animent le club santé du seul lycée belleysan qui, en novembre dernier. acceptèrent la suggestion du Planning familial d'en organiser la projection dans les locaux soclaires. Rien ne s'y opposait : discutable. le film n'en était pas moins respectable, dûment contrôlé et autorisé, circulant depuis plusieurs années de ville

en ville. On s'y opposa pourtant, en un curieux ballet où s'entremelent pouvoir parental et pouvoir médical, ordre public et ordre moral. «Un trai Clochemerle», commente le proviseur, M. Buffat, qui serait tenté de réduire l'incident aux dimensions d'une sotie provinciale. Un peu de ça, sans doute. Mais beaucoup plus aussi : une lecon de choses sur les difficultés de l'information sexuelle

Premier acte. Des parents s'émeuvent et demandent à visionner le film préalablement. Les lyceens refusent, tempétent, crient à la censure. Les premiers, adhérents de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (P.E.E.P.-Schleret), se retournent vers l'administration de l'établissement. Soumis à de fortes pressions - en particulier un appel téléphonique de la « secrétaire du préjet » qui se révêlera être un faux — le proviseur, a afin de proteger la communauté scolaire », amnonce que la projection n'aura pas lieu au lycée, mais dans un local municipal — le club du troisième âge... Les élèves sont satisfaits. Fin du premier

Au deuxième, le maire entre en scène. Pas n'importe quel maire à l'hôtel de ville depuis 1977, élu député U.D.F. en 1973 (Ain. 2º circ.). M. Charles Millon est de ces jeunes hommes — il a trente-six ans - qui, à l'Assemblée nationale, incarnent dans l'adversité la majorité d'hier. Brillamment réélu au premier tour en juin dernier, il ne cesse. depuis, de monter au créneau. dans le débat ser les nationalisations en particulier. Médecins ou parents d'élèves, ses amis sont donc nombreux qui l'adjurent d'intervenir. Ils ne seront pas décus : le 4 décembre, « en vertu des pouroirs qui finil sont confiresp. M. Millon interdit ale speciacle » aux moins de dix-huit ans. Dans une lettre aux organisateurs, il s'en explique: «Ce film risque de propoquer, sur le plan local, des protestations suscitées par son caractère, que des

#### familles jugeratent immoral v Ordre public, ordre moral

Evidemment, les lycéens n'apprécient guère. Après avoir investi la mairie à une trentaine, ils obtiennent une entrevue : M. Millon autorise finalement la vision

Depuis une circulaire du

23 Juillet 1973, introduisant l'in-

formation sexuelle dans les pro-

grammes de sciences naturelles

des classes de sixième et cin-

quième. la doctrine officielle

distingualt l'information sexuelle

- en fait, un enseignement de

la reproduction humaine. — et

l'éducation sexuelle — dispensée

facultativement, en dehors des

heures de cours et sous la res-

Sans bouleverser ce dispositif.

les recommandations de M. Alain

Savary, telles que les exprime

une note de service du 8 dé-

cembre 1981, vont au-delà.

L'éducation sexuelle est désor-

mais encouragée afin de « pré-

parer les jeunes adolescents aux

changements physiologiques de

la puberté (...). De même faut-il.

plus tôt et plus complètement

qu'aujourd'hui, assuror l'infor-

mation des élèves sur la teoro-

duction. la régulation des nais-

sances et ses techniques ». La

multiplication volontariste des

< clubs santé » est conseillée

- afin de lavoriser l'expression

do leuro besoins per les leunes ».

« Une solide formation des mai-

ponsabilité des familles.

Difficile neutralité

entre parents et élèves ainsi qu'entre l'administration et le corps médical de la ville. Le film que voulaient projeter les enseignants et les lycéens a finalement été interdit aux mineurs par le maire, M. Charles Millon, député U.D.F. Cette discorde locale, qui continue, illustre la complexité de l'action de l'éducation nationale en ce domaine : comment ne elus les moyens de mieux appré-pas heurter les convictions diverses des parents cier les enjeux et les conséquen-et les susceptibilités du corps médical, tout en ces scientifiques et techniques des satisfaisant la demande des lycéens et des

Responsable du service d'accouchement et de gynécologie chirurgicale de l'hôpital de Beldu film... aux mineurs accompaley, le docteur Daniel Bernardin gnés ou munis d'une autorisation ne se dissocie pas de son confrère. parentale. La projection a ainsi Ce film sur la « démédiculisation lieu, le 8 décembre, mais sous le de l'avortement et de l'accouche-« fültrage » vigilant de deux ment » l'a scandalisé : « On n'y « gardes municipaux » — des emvoit que des femmes, c'est des ployés en uniforme bleu - qui gouines (.... On entend l'Interinspectent les cartes d'identité et nationale pendant une heure et recueillent les autorisations demie! Tout le quartier vient parentales Le débat est houleux caresser les jambes d'une fille ! ». et les jeunes affirment, aujour-Le docteur Bernardin estime d'hui, n'y avoir guère en la qu'en cette affaire l'éducation nationale a ignoré « les compé-Le troisième acte — l'épllogue tences des spécialistes ». Aussi se joue encore. La première s'étonne-t-il de la présence. scène a pour cadre le couseil parmi les adultes du «club municipal, où l'un des conseillers santé », de « célibataires qui socialistes s'étonne que les auton'ont tien à y faire ». Critique risations parentales scient encore par le planning familial pour sa empilées sur le bureau du maire. pratique actuelle des LV.G. (in-Vive polémique, au bout de terruptions volontaires de groslaquelle lesdites autorisations sesse), uniquement sous anesthéseront officiellement passées eu sie générale — ce qui en augbroyeur, en présence du conseilmente le prix, la durée et les risler socialiste. Le second tableau ques — il affirme que c'est « trois risque de se perdre dans les 10is sur quatre : le désir des femméandres des procédures admimes qui sour anesthésie locale, nistratives. Les animateurs locaux a vivent plus mal leur avortedu Planning familial envisagent envisagent, en effet, de porter ment ». Quant à la pilule, il esplainte contre M. Millon pour time qu'il ane faut pas la donner « abus de pouvoir ». « N'a-t-il pas à une gamine de quatorze ans (...), et essayer de la mettre dans

un contexte où elle en a besoin

part, au privilège parental. Dans léry Giscard d'Estaing en tenue de 1983, grâce aux moyens qui de président de la République, devraient lui être affectés au budil plaide pour « le rôle essentiel, fondamental et unique de la famille », lieu idéal d'une éducation sexuelle à ses yeur a nécessatre, indispensable même ». Cependant ses convictions l'opposent à la loi Veil de 1976 — CARNET a J'aurais préféré une loi sur l'adoption et la famille » - et à la libéralisation de la contraception pour les mineurs: a Uni mineur est mineur. volitiquement, financièrement, et vous voulez que, dans un domaine essentiel de leur vie, ils soient majeurs!» Quant à son arrêt d'interdiction, il le juge fort libéral : a la plus belle des démo-

craties, c'est de respecter la mi-

Au pouvoir des parents et des

norité. »

médechis, le proviseur du lycée oppose la responsabilité incontournable du système scolaire « Les parents ne se rendent pas toujours compte. Ils n'imaginent pas que 50 % des filles du lycée prennent sans doute dejà la pilule ou qu'un élève sur deux ne parle pas de « ca » en famille. » Les dits élèves confient leurs rancorurs, les « canconneries » d'une ville de huit mille habitants, les convocations chez le a surgé o pour a tenue incorrecte » quand un gars et une fille sont pris se tenant la main. les avortements silencieux de « copines, à Chambéry, pour pas que ça se sache b... Belley a changé avec le temps député du tiers-état en 1789, se

Ses conceptions en matière La célébrité locale est Jeand'information sexuelle sont arrètées : « La pilule c'est un médi-Anthelme Brillat-Savarin, épicucament. Il faut prévenir des danrien bonhomme et tolérant qui, gers que cela comporte : dix. vingt fois plus d'æstrogènes que fit ensuite connaître pour Phisiologie du goût. Selon lyceens, Tartuffe l'a détrôné: il faut que la fille soit consciente de ce qu'elle fait (\_). Pas la cul-« Pour Pulsion ou Christiane F... pabiliser à mort, pas la traiter il n'y avait personne à l'entrée de salope, mais qu'elle n'aille pas du Modern cinema pour surveiller les moins de dir-huit ou avorter comme elle va pisser v. treize ans!... » Et de parodier! Molière : « Couprez ce film... a Par de pareils objets les āmes sont blessées. Et cela fait venir de coupa-

bles - pensées. »

EDWY PLENEL

(1) En 1954, le maire de Nice svait interdit la projection sur le territoire de la commune de divers films revêtus du visa ministériel de contrôle. Saisi, le Conseil d'Etat dovait arrêter le 18 décembre 1959. que l'interdiction est légale dans la mesure o a la projection est susceptible d'entrainer des troubles sérieux ou d'être. à raison du curactere immoral dudit film et de airconstances locales, préjudiciable à l'ordre public ». Des arrêts ultérisurs évoluent entre une interpré tation large ou restrictive de ces « circonstances locales ». L'un de ceux-ci (19 avril 1963, ville de Dijon, etc.) relatif aux Liaisons Gangereuses les détailles ainsi : « composition particulière de la population », < protestations >, de < milleux divers >. < La furisprudence actuelle
</pre> du Conseil d'Etat doit inciter les maires à manier avec prudence les pouvoirs qui leur ont été reconnus » commentant MM. Braibant, Long et Well (Les grands arrêts de la furisprudence administrative, Sirey, 1969).

#### Atelier de poterie

aLE CRU ET LE CUIT » accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5. RUE LACEPEDE. PARIS-5 Téléphon, (le soir) : 707-25-64 L'évaluation des choix scientifiques et technologiques

luation des choix scientifiques et technologiques », aux pouvoirs sans doute assez étendus, va être créé cette année, très probablement à l'occasion de la session de

SCIENCES

printemps du Parlement. L'idée de mettre sur pied un tel office, destiné à donner aux textes qu'ils ont à connaître ou agiter la communauté nationale. avait été avancée, lors de sa campagne électorale, par M. Mitterrand. Le gouvernement jugeant que l'initiative, dans cette affaire, doit revenir au Parlement, une proposition de loi créant l'office sera déposée, des l'ouverture de la session de printemps, par des

députés du groupe socialiste. les grandes lignes du projet, préparées par une équipe de députés et de sénateurs. Le sujet devrait être à l'ordre du jour des journées parlementaires socialistes, à la fin du mois de mars. La discussion au Parlement pourrait. éventuellement, avoir lieu au cours de la même période que les débats des deux assemblées sur le projet de a loi de programmation et d'orientation pour la recherche et le développement technologique de la France » que le gouvernement va leur sou-

L'office, dont la dénomination définitive n'est pas encore fixée, sers commun aux deux assemblées auprès desquelles il devra jouer un rôle de conseil ; il devrait avoir un statut assez proche des délégations permanentes qui existent déia au Parlement (par exemple sur l'audiovisuel ou sur les problèmes démographiques), et réunir un certain nombre d'élus des deux chambres (sans doute plus de députés que de sénateurs, pour respecter la proportion des M Millon s'en tient, pour sa effectifs de l'Assemblée et du Sénat). Créé en principe cette son bureau de maire, toujours année, il devrait pouvoir lancer décoré d'un portrait de M. Va- ses premières actions au début get (on parle d'une vingtaine de

similaire qui existe aux Etats-Unis (Office of Technology Asses-sment), l'office parlementaire, manent réduit, devrait travailler essentiellement en passant des contrats avec des organismes ou

Les programmes pourront s'éta-ler sur des durées variables : six mois à un an pour des sujets délimités déjà très étudiés (par exem-. plusieurs années pour des sujets vastes, importants et qui restent à « défricher » (par exemple les impacts du développement de la génétique ou des biotechnologies). ont plus de chance. — X. W. La décision de lancer ces programmes reviendrait aux parlementaires membres de l'office :

des propositions pourraient leur être adressées par les bureaux des assemblées, à la demande des pré-Le bureau du groupe a assemblées à la demande des pré-approuvé, mercredi 27 janvier, sidents de commissions ou des présidents de groupes, ou, éventuellement - mais ce point n'est pas encore tranché — par une démarche commune d'une soixantaine de députés ou de sénateurs. L'office sera probablement assisté de deux conseils : un conseil scientifique d'une dissine de membres, pouvant émettre des avis sur les méthodes à suivre pour réaliser au mieux les programmes décidés; un comité

consultatif d'une quinzaine de

personnes, représentant syndicats.

organisations professionnelles et

associations, pourra aussi donner son avis, notamment sur les méthodes et le champ des enquêtes. A l'image des commissions d'enquête parlementaires, l'office mettre le renouvellement d'une devrait disposer de pouvoirs d'investigation étendus — allant mie — l'astrométrie — eu mesufusqu'à l'obligation de comparai- rant de manière précise les positre. Mais à la différence de ces tions de quelque cent mille étolles commissions, dont les travaux, pour connaître leur distance et limités dans le temps, restent leurs mouvements (le Monde du secrets à l'exception du rapport 7 mars 1980). La précision réclafinal, l'office, permanent, devrait mée pour ces mesures - le pouvoir, en règle générale, tra- deux millième de seconce d'arc -vailler au grand jour, notamment est en effet extrêmement difficile en décident la publication des à obtenir. Du succès obtenu dans travaux, des enquêtes et des audi- la mise au point des instruments tions réalisées, voire en intégrant de ce satellite dépendra donc la à ces programmes une phase d'au- réussite de cette mission de deux

ditions publiques.

A la différence de l'organisme « scientifiques » que des choix avancées, il y a quelques années alors député R.P.R. de la Moselle : elles s'étalent toujours heurtées au veto du gouvernement. Leurs collègues de la nouvelle majorité

#### L'ESA CONFIE A MATRA L'ÉTUDE DU SATELLITE EUROPÉEN D'ASTRONOMIE HIPPARCOS.

120

disa

1.2

La société française Matra vient de se voir confier par l'Agence spatiale européenne (ESA) l'étude technique détaillée (contrat de phase B) du satellite européen d'astronomie Hipparcos. Les conclusions de cette étude d'une vingtaine de millions de francs devraient être rendues dans le courant du mois d'octobre de cette année. Ce n'est qu'après que la phase de réalisation proprement dite du satellite - son coût est estimé à quelque 600 millions de francs — pourra être engagée.

Par ses performances en orbite, le satellite Hipparcos devrait perpartie fondamentale de l'astronoans et demi, confiée au satellite La création de cet office, qui] Hipparcos, qu'Ariane lancera du aura à connaître autant des choix centre spatial guyanais en 1986.

millions de francs au début).

Marie - Prançois Lesprit

Marine la joie d'annoncer la naissance de Renaud. à Paris, le 22 janvier 1982. 3, rue Naimette. 4000 Liège (Belgique).

- Marilyne Zafiropulo et Dominique Langlade sont d'annoncer la naissance de Paul, Emmanuel, le 25 janvier 1982, 17, rue de Grenelle, Paris 7º.

Décès

- On nous prie d'annoncer,

Mme Marcel BUNOUST. née Jeanne Nicolier

survenu le 27 isnvier 1982. Le service religieux aura lieu l 1er février, à 8 h. 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, Paris 16° De la part de : M. Marcel Bunoust, son époux, Mme Nicole Bunoust,

Mile Laurence Bunoust sa petite-fille, Et toute la famille.

31, boulevard Erelmans. 75118 Paris. 22, rue d'Alésia. 75014 Paris.

- Toulouse, Les familles Delrat, Vigier. parentes et alliées. Le conseil d'administration du centre familial ménager du château conseil d'administration PURIOPAS. Midi-Pyrénées, font part du décès de

Mile Jeanne COLOMBIE. survenu à Toulouse, le 29 ian-Les obsèques auront lieu le lundi 1° février 1982; à ·10 heures, en l'église Saint-Simon, à Toulouse, 31100 Toulouse - 99, r. Régualongue.

- L'Institut français d'architecture, a la douleur d'annoncer le décès de Bernard HAMBURGER. architecte

rue de Tournon, Paris 6º. [Le Monde du 30 janvier.] --- Le Provincisi de France. La Mission ouvrière jésnita.

Les Pères et Frères de la Compagnie de Jésus, Mar F. Pretellière, évêque de Creteil Les prêtres d'Ivry. Ses frères et sœurs : Mme Antoine Kroëll, Mile Antoinette Lacan.

Mine Georges Lacan, en religion sœur Catherine de Gônes M. et Mme Roger Adolphe Lacan, M. et Mme Gérard Lacan, Le docteur François Decaux, M. et Mme André Lacan. Toute as famille. Et ses nombreux amis. ont le regret de faire part du

décès de Jean LACAN s. j. Les obséques auront lieu le 3 ré-vrier, à 10 houres, en l'église Sainte-Croix d'Ivry-Port, 41, rue Lénine. M fleurs, ni couronnes. INé en 1913, dans une famille pari-

prêtre en 1943. Coustn du psychahalyste . Jacques Lacan, récémment déceté, membre de la Compagnie de Jésus, Jean Lacan avait exercé son ministère essenfut coordonateur de la Mission ouvrière

Ancien vicaire de Notre-Dame-de-la-Gare, dans le treizième arrondissement re Paris, il officialit dans une parolese d'Ivry-sur-Seine depuis 1964. Il vis/tait régulièrement les prisonniers de Fresnes et était aumônier à plein temps de Phopital Charles-Foix d'Ivry, s'attachant tout spécialement aux malades âgés. Jean Lacan était un prêtre « de tertain », qui n'a eu d'autre ambition que l'assistance aux pauvres et aux mar-

- Mme Micheline Laval. François Laval. . Mme Renée Laval Mme Claude Laval. son épouse, son fils, sa mère sa sœur ainsi que sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de M. Pierre LAVAL Ingénieur thermicien à l'A.P.P.A.V.E.

survenu le 28 janvier 1982, à l'âge de cinquante-sept ans. Les obsèques auront lieu mardi 2 février 1982, à 14 h. 15, à l'église Saint-Plarre de Brétigny-gur-Orge, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille. 19, allée des Violettes, Parc de Carouge. 91220 Bretigny.

M. et Mme Pierre Morel, Mie Halène Morel, M. Frédéric Morel. M. Arnauld Morel Sa belle-sceur, Neveux et petits-neveux Les familles Segond, Taddel, Gruson, Migaux, font part du rappel dans la maison du Seigneur, le 27 janvier 1982, dans sa quatre-vingt-cinquième année de

- Mma André Morel.

Mule Marcello MORKL Le service religieux sera célébré dans l'intimité, le lundi le février 1982, à 8 h. 30, en l'église réformée Sainte-Marie à Paris. e Et voici je suis avec vous jusqu'? la fin du manda. Matthieu XXVIII 20 57, avenue Sainte-Marie. 94160 Saint-Mandé.

- Voiron - Moirans M. Joseph Morel. oresident-directeur general MM les administrateurs et l'ensemble du personnel des Registres Le Dauphin. ont la douleur de faire part du décès de leur directeur général

M. Jean-Louis MOREL survenu le dimanche 24 janvier 1962. à l'age de quarante-deux ans. Les obsèques ont eu lieu le mardi 26 janvier, à 14 heures, en l'église de Motrans (Isère) .

- M. et Mms Emmanuel Pignault

ses Datenta Mile Prédérique Pignault. so tour. Les familles Pignanit Farion, Micaelli, Nicolai, Magnan, Firobind et Tagnati, parentes et alliées, ont l'immense douleur de faire part du décès de Stephane PIGNAULT, survenu accidentellement à Paris, le 23 janvier 1982, à l'âge de vingttrois ans. La cérémonie religieuse et l'inbu-motion ent su lieu à Meaux, le vendredi 29 janvier 1983, dans l'inti-

Que ceux qui l'out connu aient

mité familiala

ini ruoq seamed eau

- Mme Laurent Testu Mile Charlotte Testu. M. Nicolas Testa Et toute la famille. décès de

M. Laurent TESTU. surventi le 27 janvier 1982, à Paris. La cérémonia religieuse sera célébrée le mardi 2 février 1982, en l'église Notre - Dame - des - Champs, 91, boulevard du Montparnasse. métro Vavin, à 15 h. 45. - Les collaborateurs du groupe

fiduciaire Fortuny. ont la douleur de faire part du décès de M. Laurent TESTU. survenu le 27 janvier 1982, à Paris. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février 1982, en l'église Notre - Dame - des - Champs. 91, boulevard du Montparnasse, métro Vavio. à 15 h. 45.

Anniversaires - Le 31 janvier 1962 disparaissait M. Robert LACHAUD. professour d'anglais

Ceux qui ont gardé son souvenir suront une penses pour lui. — Il y a six moia decteur Maurice RODDIER

quittait ses smis. Merci à tous ceux qui l'ont aimé de garder vivant son souvenir en leur cœur. 138, avenus de Suffren.

> Soutenances de thèses DOCTORAT D'ETAT

- Université de Paris V. lundi 1er février, 9 heures, amphithéatra Durkheim, M. Sami Abi-Tayeh : « Structure soulo juridique du phénomène électoral au Liban ». - Université de Paris II, lundi 1er février, à 15 heures, salle des commissions, Mile Alvina Burek ✓ Les risques couverts et les risques exclus dans l'assurance matitime en droit comparé français, anglais et Yougosiave >. — Université de Paris I, mardi 2 février, à 15 h. 30, salle C 22-04 (centre Tolbiac) M. Lucien Thirlet: « Economie nucléaire et économie nationale s. — Université de Paris I, mercredi 3 février, à 15 heures, salle des commissions (centre Panthéon). M. Jean Danet ; c Droit et disciplines de production et de commercislisation en agriculture ». - Université de Paris VIII, metcredi 3 février, à 15 heures, salle G 201, M. José Gil : « La corps comme champ du pouvoir s.

HOTESSE TUNON UN VISA POUR TOUTES LES PROFESSIONS DE L'ACCUEIL TUNG École

Internationale d'Hôtesses TUNON

22 ECOLES TUNON dans le mond **75008 PARIS** 164, Fg Saint-Honore (1) 359.45.18

## MISIQUE

errait être tote de pourvirs étend

The state of the state of

STATE OF STREET STATE STATE OF THE STATE OF

### « LOHENGRIN » A L'OPÉRA

## Les imites d'une mise en scène

La rivelle présentation de Lohengria l'Opéra de Paris (où l'œuvre divagner n'avait pas été jonée depul 1959) s'inscrira de facon fort horable au répertoire; elle ne laiss sans doute pas de très grands souvirs.

Comme Milan en décembre, c'est la direba musicale surtout qui en fait le x. L'administrateur de l'Opéra de mbourg, Christoph von Dohnanyi, tonne à la partition toute sa grande mystérieuse, sa ru-desse guerrière, violence et sa tend'abord paru un p lisse comme un miroir, sans tout dit assez de mouvance intérieure Mais ensuite, quelle splendeur stre; dans un caractère certes pluspécifiquement allemand qu'Abbad l'Orchestre et les Chœurs de l'Ope sonnant avec une magnificence dune transparence exceptionnellese qui n'était pas le cas ces dernietemps.

La distribution est ifficilement contestable avec dechanteurs considérés comme le meilleurs d'aujourd'hui, une réfence qui n'est cependant pas absce... Peter Hofmann (le Siegmund dBoulez à Bavreuth) est très supérie à René Kollo, blond et beau Lengrin, malgré un port souvent bait aussi expressif que possible danse rôle fort statique ; sa voix, très be a un accent prepant, surtout dans envolées soutenues, tel le rés du Graal, bien que les harmoniquet l'étoffe du timbre paraissent uneu lourds dans les phrasés plus élla-

Anna Tomowa-Sintow, qui aussi l'Elsa de Milan et qui vie d'enregistrer le rôle avec Karaja semble cependant un personnage al sez fade avec une voix très déconcer tante, au timbre superbe quand elle plane, mais qui, des que les paroles se pressent dans sa bouche, se désunit comme un violon qui abuserait du vibrato. A l'opposé, l'Ortrude

#### JACQUES RENARD EST NOMMÉ CONSEILLER TECH-NIQUE AU CABINET DE M. JACK LANG.

M. Jacques Renard vient d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Jack Lang, ministre de la culture. Il suivra plus particulièrement les dossiers concernant le théâtre, la musique et l'action culturelle. [Né en 1949, élève de l'ENA, M. Jacques Renard a été affecté en 1975 à la direction du théâtre et des inaisons de la culture, au secrétariat d'Etat à la culture. Depuis 1980, il était, chef de la division de la protection et de la mise en valeur des ensembles architecturaux, à la direction de l'architecture du ministère de l'arbanisme et du

d'Eva Randova rayonne de puissance maléfique; la voix sauvage aux rollets fauves profère ses imprécations, distille son venin, avec une richesse d'intonation, une beauté de style, qui surpassent' celles de tous ses collègues, y compris le Telramund de Siegmund Nimsgern, toujours à la limite du mélo, qu'elle domine et agite comme un pantin. On

admire aussi le roi Henri de Ro-

bert Lloyd, belle voix et grande pres-

tance, et le rude Hérault de Jona-

than Summers.

Jacques Lassalle faisait ses débuts de metteur en scène d'opéra, en compagnie de Yannis Kokkos comme décorateur. Vision superbe, au premier acte, de ses dunes flamandes dans un éclairage gris perle, teinté de soleil, de mer du Nord, correspondant idéalement au lieu de l'action. les bords de l'Escant : et les proupes de soldats aux reflets grisbleu, la foret des lances, les bourgeois et leurs épouses, maleré des costumes assez fantaisistes, for-

maient des images saisissantes sur

ce ciel infini.

La mise en scène se limite malheureusement à cela, éclairages et beaux groupes. Le deuxième acte, en particulier, est déplorable avec ce décor de garages en béton, ce défilé en phisieurs temps et sens contraires qui n'en finit pas « par la faute » de la longueur de la musique, et maintes maladresses et invraisemblances, comme le long détour que fait Elsa à travers les souterrains pour laisser à Ortrude le temps de jeter ses cris de haine, alors qu'un escalier de quelques marches (qu'elle emprunte en remontant) lui aurait permis de la rejoindre en queiques secondes...

Au troisième acte, l'immense baie itrée de quelque studio moderne de Megève donnant sur les pentes neieuses du mont d'Arbois (pour la ambre nuptiale), la porte dérobée

laquelle Lohengrin arrive (en re-(d) à sa unit de noces, le cercueil Olest enfermé Telramund (quelqui instants après son décès) et mais autres détails ne sont guère pluseureux tandis que la direction cureux, tandis que la direction d'actrs paraît presque toujours assez fiante. De tout cela se dégage l'impision d'une interprétation musici de haute tenue qui serait plus coamcante si le spectacle, les attitudelles rapports entre les personnage rejoignaient l'intensité communicée à l'orchestre par Doh-

JACUES LONCHAMPT.

\* Dans l'aile sur Castor et Pollux (le Monde du janvier), il était fait allusion par de fois à Nats, et non Zais, qui est égament un opéra de Ramean (mais curestré par la marque

#### MUSÉES

#### LA GRÈVE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

### Terrain vague

 On luttera jusqu'au bout ». affirment les employés. On ne peut pas payer, c'est tout », répond le patron. Ce conflit entre la société de nettoyage la Prévoyance et soixante de ses salariés serait banal s'il no mettait en cause le fonctionnement du Centre Georges-Pompidou, qui a dû fermer ses portes au public depuis le 10 janvier, pour cause d'hygicne (le Monde du 16 janvier). La lutte des soixante salariés, marocains pour la plupart, a mis fin à la marche vers la calture des vingtcinq mille visiteurs quotidiens de Beaubourg. La grande machine a été transformée soudain en terrain vague. Les détritus et les papiers gras abandonnés par le public tout au début de la grève, avant la fermeture du centre, jonchent le sol du grand hall jusqu'aux mezzanines et iusqu'à l'escalier mécanique.

L'argumentation des grévistes. tous de la C.G.T., est quelquefois difficile à suivre : leur français est en effet le plus souvent balbutiant et l'expérience des luttes est récente dans cette société où un comité d'entreprise n'a été créé qu'en 1981. Le contentieux est d'autant plus lourd avec une direction accusée de brimades, et la sermeté de ces grévistes trop longtemps silencieux est d'autant plus grande. Les propositions faites par le médiateur nommé par le gouvernement au début de la semaine ont été publiquement refusées le vendredi 29 janvier par ces employés qui ont rappelé leurs revendications: 3 700 francs nets par mois, un treizième mois, une organisation des équipes qui permette entre autres à ceux qui vivent loin de choisir plus librement leurs horaires de travail. Jusque-là, disent-ils, le plus grand arbitraire a règné dans le planning de la société.

#### Le soutien syndical

Autant de revendications qui furent rejetées en bloc des le début de la grève. La prime de fin d'année à 1 000 francs, et l'augmentation de 1.15 franc par heure de travail: 13 200 à 3 400 francs nets de salaire) n'étaient proposées au début de semaine qu'après l'intervention de la direction du Centre Georges-Pompidou, qui avait obtenu l'accord de la Caisse des marchés de l'État pour une bonification du contrat le liant avec la société la Prévovance. L'état d'esprit des responsables de cette entreprise familiale, créée en 1896 n'est guère propice à la négociation: ils racontent comment, lors d'un conflit précédent, ils étaient

venus avec d'autres accomplir le travail des grévistes. Cette entreprise, qui compte - entre 200 et 250 employés », multiplie les contrats à durée déterminée pour retrouver cette période faste d'il y a deux ans, où

- aucun salarié n'était satigué .. · C'est l'intersyndicale de Beaubourg qui les a influencés », affirment les responsables de la Pré-

Pompidou ont apporté un soutien, en effet, aux travailleurs en grève, et ils demandent la titularisation de ces personnels. Au siège de la Prévoyance, occupé par les grévistes, c'est en présence d'un membre de l'intersyndicale et du secrétaire de l'U.L.-C.G.T. du quatrième arrondissement que les discussions s'engagent avec Rachid, le jeune secrétaire de la section C.G.T. de ces employés du nettoyage. Ce soutien syndical n'a pas semblé entraîner une forte mobilisation chez les quelques mille deux cents employés du Centre Georges-Pompidou, qui continuent dans leur immense majorité de tra-

vailler. Ils étaient seulement une

trentaine, le 29 janvier, à participer

à la conférence de presse organisée

conjointement par leur syndicat

Les syndicats du Centre Georges-

avec les grévistes. La lutte de ces employés de la Prévoyance ne trouve guère plus d'écho parmi les commmercants du quartier Beaubourg, déserté depuis la fermeture : tous affirment que leur chiffre d'affaires a diminué de la moitié » et certains regrettent que le quartier n'ait pas une vie artistique plus intense indépendamment du Centre : « Nous sommes devenus des marchands du Temple, le quartier Beaubourg n'est qu'un lieu de passage et non le refuge pour le monde de l'art qui avait été promis au départ par Georges Pompidou », déclare M. Christian Bodin, vice-président de l'Association des riverains et des commerçants du

Au ministère de la culture, l'administration de tutelle, on observe la plus grande prudence. « Le médiateur, dit-on, doit permettre que les négociations reprennent et qu'une solution se dégage rapidement. On verra seulement alors comment la financer. - La titularisation du personnel, évoquée notamment « à terme > par les militants socialistes du Centre, n'est pas envisagée au ministère, à court terme, « On étudie le problème », répond-on simplement à cette question.

NICOLAS BEAU.

### **ARCHÉOLOGIE**

### MARSEILLE RETROUVE SES SOURCES PHOCÉENNES

(Suite de la première page.)

Contrairement à ce qui s'était oassé à la Bourse et grâce aux leçons qui en ont été tirées, les archéologues ont été appelés sitôt la démolition des immeubles vétustes bordant les rues des Grands-Carmes et des Présentines. Ils ont donc commencé à fouiller avant que ne s'ouvre le chantier de construction de cent vingt logements sociaux et d'équipements publics (centre social, crèche, école maternelle, gymnase, centre de protection matemelle et infantile).

Ces premières fouilles, placées sous l'autorité de M. François Salvist, directeur des Antiquités historiques de Provence, ont été conduites tucchi, conservateur des fouilles à la direction des Antiquités. Elles viennent de faire l'objet d'un rapport sommaire qui situe d'emblée leur importance et leur valeur.

Traversant en bloc le secteur, se dirigeant au nord vers le boulevard des Dames, les vestiges qui sont apparus limitaient la ville vers l'est. Des térnoins subsistent, qui appartiennent à l'enceinte du Moyen Age construite en blocs de conglomérat liés dans un béton très dur avec des chaînages verticaux de pierres roses provenant de la carrière de la Couronne, proche de Martigues (Bouches-du-Rhône). Ces pierres (2) ont manifestement fait partie du rempart grec d'époque hellénistique (deuxième siècle avant Jésus-Christ) dont on a aussi retrouvé les vestiges. et, plus tard, elles ont été réemployées dans la muraille médiévale Les blocs sont analogues à ceux de la Bourse, et ils attestent des mêmes techniques que celles des fortifications bordant le port antique : appareil en grands blocs à joints secs, encoches pour les pinces de manutention, traits de scie et marques des carriers. Plusieurs assises sont bien conservées. Le tracé général de la fortification qui résista à César apparaît avec netteté. Il rejoignait le bord d'une falaise qui suplombait ce qui est devenu le boulevard des Dames.

A l'intérieur de cette ligne fortifiée, entre le rempart et l'église des Carmes, c'est-à-dire à l'intérieur de la ville antique, on a Jietrouvé des couches archéologiques qui témoignent de l'occupation du lieu dès le sixième siècle avant Jésus-Christ. C'est un point capital, car on ne pensait pas que, dès sa fondation, la cité grecque avait atteint de pareilles dimensions. On la croyait circonscrite à la butte des Moulins, le long du port, et certains auteurs ont même affirmé longtemps que la butte des Carmes était hors les murs, au moins jusqu'à l'époque heliénistique.

Les trouvailles de l'époque archaique, abondantes et bien stratifiées sont donc particulièrment précieuses parce qu'elles règlent définitivement

le problème du développement de la villa dès le sixième siècle avant Jésus-Christ et constituent l'illustration la plus probante de l'ampleur de la colonisation phocéenne.

Les niveaux antiques plus récents fouillés en 1981, avaient déjà révélé l'existence d'un véritable quartier d'artisans potiers dont on a exhumé des restes de four, des céramiques rebutées, des amphores et un atelier de taille de pierre de la Couronne (le Monde du 30 septembre 1981).

Le matériel de la première époque de vie urbaine a révélé une abondante céramique « archaïque ancienne » : coupes ioniennes, fragments de vases décorés de figures noires, coupe < à yeux » de la fin du sixième siècle, cols d'amphores corinthiennes et d'autres d'importation etrusque, punique, ainsi ou une cer mique de production massaliote très bien représentée.

En l'état actuel des travaux, les couches les plus profondes n'on pas encore été fouillées, mais on a observé pourtant l'angle d'une construction en grand appareil de calcaire blanc, contigu à un mur de moellons sans mortier, profondément noyé dans le rembiai des remparts hellénistiques. Les couches d'occupation archaïque n'ont été trouvées à Marseille que très rarement. Elles n'ont jamais été exploitées avec précision. Sur le site de la Bourse, les observations n'avaient porté que sur de petites surfaces. Ici aux Carmes, c'est tout un secteur de la cité qui commence à apparaître, et on en attend des révélations sur la vie quotidienne des tout premiers « Marseillais » de la première génération, sur leur artisanat, leur économie, leur commerce, leur mode de vie, leurs rapports avec les « indigènes » et avec leur mère patrie. Phocée.

 € Ce n'est pas seulement un intérēt scientifique d'ampleur nationale et internationale qui est en jeu, écrivent les auteurs du rapport. Il s'agit de documents exceptionnels pour l'histoire de notre civilisation mais avant tout pour la naissance de notre plus ancienne ville. Ce sont peut-être les dernières archives de ce genre encore vivantes. >

Les archéologues réclament à présent des moyens et du temps. L'opération d'urbanisme est, bien entendu. suspendue. La municipalité s'efforce d'obtenir de l'État qu'il prenne en charge les conséquences du report (ou de l'annulation) des travaux qui devaient commencer le 1 février.

JEAN CONTRUCCL

2) Ces pierres de la Couronne qui étaient transportées par mer, ont pratiquement servi à construire Marseille depuis l'Antiquité jusqu'au dix-huitième siècle. On les retrouve dans tous les monuments antiques et anciens.

#### DEJX DISPARITIONS

### Le peintre surréaliste Félix Labise

Le peintre surréaliste Félix Labisse est mort à Paris le 27 Janvier. Il était âgé de soixante-seize ans.

A \*\* 11 TO 1

(4.7372077

HOTESSETTA

De Félix Labisse, surréaliste indépendant, venu trop tardivement à Paris pour avoir pu assister à la genèse du mouvement de Breton, qui n'a pas en tête l'image d'une de ses femmes splendides, au corps bleu méticuleusement peint?

Né à Douai en 1905, venu à la peinture en autodidacte, Félix Labisse a commencé sa carrière dans le Nord, au début des années 20. Il est lié aux poètes et peintres d'Ostende, bréquente Ensor, dont il subit l'influence, s'occupe d'une revue, Tribord, d'un club de cinéma, expose à Ostende, Anvers, Amsterdam, Bruxelles, tourne un film surréaliste: la Mort de Vénus, avant de s'établir à Paris, en 1933. Il devient alors l'ami de Desnos, des frères Prévert, d'Éluard, de Soupault

Ses premières toiles surréalistes datent de 1938, et c'est pendant la guerre qu'il fixe son style sec, précis, qui avoue ses affinités avec les suréalistes belees Il peint alors des nus féminins

suaves qu'il enfouit dans des feuil-(l'Arbre anthropophage, 1941, l'Explorateur, 1944), des oustes aux seins nus, des têtes couertes de linges, des vêtements de eau tendus sur une autre peau, des prps voilés dévoilés entourés d'acessoires, qui relèvent de l'érotisme-

sectacle. Labisse est resté toute sa vie fide à l'esprit du surréalisme, alliant à précision de l'orièvre celle du churgien et au culte de l'étrange usens très certain de l'humour. Ce peronnage truculent et joyeux, assa avec l'age, avait été élu à l'Aca- chansons engagées dans leur temps. déție des beaux-arts en 1966. Il en ava été le président en 1981, mais, déjimalade, il avait du, à plusieurs reples, se faire remplacer.

Outre ses toiles, il lese une importante œuvre pour théâtre, le ballet, l'opéra. On lui de, en effet, plus de soixante-quinze écors depuis 1934, date de Awar d'une mère, d'après Faulkner, à Atelier pour Barrault, avec qui il ravailla

GENEVIÈVE BREERETE

### VARIÉTÉS La firme le Chant du monde dépose son bilan

Vendredi 29 janvier, tandis qu'au Palais des festivals de Cannes dans la série « Anthologie de la mus'achevait le seizième Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM) où M. Lang. ministre de la culture, avait affirmé l'importance accordée au disque par le gouvernement en tant qu'objet culturel à part entière, à Paris, l'une des rares firmes discographiques françaises, le Chant du monde, déposait son bilan.

Née au temps du Front populaire sous l'impulsion de Léon Moussinac, le Chant du monde fut la première firme en France à allier l'édition discographique et l'édition graphique.

Des ses débuts, le catalogue du Chant du monde euf le visage qu'on ui connaissait ces dernières années des musiques populaires de France et du monde entier, des œuvres classiques de jennes compositeurs, des œuvres de compositeurs soviétiques, des chants de luttes révolutionnaires, des chanteurs puisant dans la musique traditionnelle de leur pays une source d'inspiration pour des

Représentant exclusif des enregistrements soviétiques en France, le Chant du monde a présenté aussi le résultat des recherches des collecteurs dans les campagnes françaises

sique traditionnelle française » et, sous l'égide du Musée de l'homme et u C.N.R.S., le fruit des recherches lethnologues dans la collection fradition musicale des cinq conti-Dats .. roducteur indépendant, soute-

nan dans le domaine des variétés des ventures artistiques pas toujours (aciles (Jacques Bertin, Giovanna (arini), le Chant du monde avait in propre réseau de distribution qui dans la nouvelle restructuration d\l'industrie discographique, apparaistit de plus en plus difficile à maintely. Un écroulement de son propre maché ces deux dernières années a chduit au dépôt de bilan.

Il semble u'une partie du personnel du Chantu monde souhaiterait constituer ue nouvelle société d'édition phoneraphique qui négo-cierait avec le sodic de faillite pour reprendre la parla plus saine de la firme, s'associeral pour la distribution avec une socié comme Har-monia Mundi et minuendrait ainsi une carte d'identitéoriginale.

CLAUDE LÉOUTER

#### Le critique Gilles Sandier Il y analysait la pièce de Tilly et Le critique théâtral Gilles San-

dier - de son vrai nom Georges Salé Hermon, Spaghetti bolognese. - est mort, vendredi 29 janvier, des Jean-Louis Mingalon qui partasuites d'une crise cardiaque, à l'âge geait avec Gilles Sandier la rubrique de cinquante-huit ans. (nos derthéâtrale écrit dans ce même nunières éditions datées 30 janvier). méro: Sa curiosité de la création Son dernier compte rendu est paru théatrale, dont il était devenu une dans le Matin, ce samedi 30 janvier. des rares mémoires, était immense. Il ne se lassait jamais, même si certains soirs de générale, nous l'avions vu sortir furieux. Il lui arrivàit de changer d'opinion, de nuancer ses propos, jamais fermé à

> - Les derniers débats du Verger au Festival d'Avignon avaient montré qu'il savait aussi écouter. Nos divergences de goût étaient sans gravité, nous les confrontions avec plaisir, parfois avec vigueur. Sa mort brutale y met fin. .

la découverte ni à la discussion.

Né en 1924, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé de lettres, Gilles Sandier a enseigné dans divers lycées parisiens, tout en tenant la critique dramatique, depuis une vingtaine d'années, dans divers journaux dont la Quinzaine littéraire et le Matin. Il venait également d'entrer à Antenne 2, pour collaborer an magazine Emmenez-mo-

Ses emportements à la tribuse de cri tique « le Masque et la Plume » l'ai saient pendant à ceux de Jean-Louis Bory, dont il était l'ami, avec qui il avait vécu passionnément le rêve de mai 1968 et avec qui il militait contre la répres-sion de l'homosexualité.

Porté aux extrêmes et aux formula tions coléreuses, Gilles Sandier a soutenu les expériences théâtrales les plus révolutionnaires à leur époque -Brecht, Genet, le Linving Théâtre, Chéreau — quitte à leur reprocher ensuite de le décevoir par leurs facilités.

■ Le volume des investissements trage en 1981 a progressé de 28,37 % par rapport à 1980, indique dans communicaé le Centre national de la ci-

#### CINÉMA

### LE GRAND PARDON, d'Alexandre Arcady

### Un tournant pour Roger Hanin

On l'a vite appris, avant sa sortie, par la télévision et le « bouche à oreille » : le Grand Pardon est quelle chance pour notre cinéma! l'équivalent français du Parrain. Ce rapprochement avec le film de Coppola n'est pas faux si l'on s'en tient au sujet : la vie et les déboires d'une « famille » de gangsters à façade honorable (ici, des juifs pieds-noirs venus d'Algérie en 1962), un clan sur lequel règne l'ordre patriarcal. En fait, le Grand Pardon se rattache directement à toutes les adaptations de romans d'Albert Simonin, Auguste le Breton et quelques autres qui firent la Série noire française aissons donc Coppola de côté.

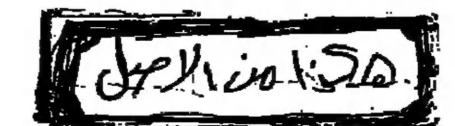
Avec le Coup de sirocco, Alexandre Arcady avait réalisé un film sympathique sur le déracinement, l'exil en France d'une famille de « petits blancs » d'Algérie. Une grande importance est donnée aux traditions culturelles et religieuses du clan Bettoun : cérémonie de la circoncision du dernier-né, enterrement et jour du « grand pardon » qui est aussi, pour le chef du clan, cetui de la vengeance, en dépit de la loi divine. Ces traditions donnent une grande vérité humaine au personnage interprété par Roger Hanin. L'acteur. déjà revenu à ses origines de Français d'Algérie dans Certaines nouvelles de Jacques Davila et le Coup de S<del>i</del> rocco. Prend ici un tournant analogue à celui de Jean Gabin, autrefois, avec Touchez pas au grisbi. Incontestablement, sa composition est remarquable, dans le comportement et la psychologie de Maurice Bettoun. Mais en poussant son intrigue vers la tragédia, Alexandre Arcady a retrouvé tous les stéréotypes de la guerre des

gangs et de la violence chers à la Série noire de confection. La mise en scène (en panavision) sacrifie l'étude de mœurs aux « morceaux de bravoure > spectaculaires.

Et puis, une ambiguité qui appelle beaucoup de réserves pèse sur *le* Grand Pardon. En dépit de leurs actes criminals, les membres du clan Bettoun, Maurice surtout, ne sont pas foncièrement antipathiques, au contraire. De plus, Bettoun fait alfiance avec le chef d'un clan arabe venu, comme lui, d'Algérie. Les anciens adversaires, nostalgiques du pays natal, mènent à présent le même combat contre Villars (Bernard Giraudeau, incarnation froide et déterminée du mai), qui brouille les cartes à son profit. « Le Français nous a niqués tous les deux », dit l'Arabe à Bettour avant l'élimination du petit caïd parisien qui est peutêtre bien (pour aggraver son cas ?) homosexuel. Cette forme de racisme à rebours ne saurait être justifiée. Même si, Français de la métropole. un commissaire de police fasciste (Jean-Louis Trintignent a une tête effrayante) déclare à Battoun : « Ja vous méorise, vous sentez l'huile, » Il est bien évident que, malgré l'apport émotionnel de Roger Hanin, les anciens rapatriés d'Algérie, juifs ou non, ne peuvent être représentés par ces « héros » du banditisme envers lesquels le réalisateur semble éprouver et veut nous faire éprouver une sorte d'attendrissement. Idéologiquement, tout cela n'est pas net et

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux



#### LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES CHOCOTTES, Point Virgule (278-67-03), sam., 22 h 30. POPOTE, Blancs-Manteaux (887-15-84), sam., 22 h 30. LES BONNES, Astelie Théâtre (202-34-31), sam., 20 h 30, dim.

TROIS FILLES D'ÈVE. Vincennes. Petit Sarano (379-73-74), sam., 2! h, dim., 17 h. MIRACLE DOMESTIOUE, Levallois, C.C.L. (270-83-84), sam., 21 h, dim., 15 h.

LE MARTEAU DES MALE-

FICES, Villejuif, Théâtre Romain-Rolland (726-15-03), dim., 15 h.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20) : la Dame de chez Maxim (dim., 14 h 30); les Caprices de Marianne (sam. 20 h 30). Chaillot (727-81-15). Grand Théâtre : Entretien avec M. Sald Hammadi (sam. 18 h 15), Tombeau pour cinq cent mille soldats (sam., 20 h 30, dim., 15 h); Selle Gémier : le Songe d'une nuit d'été (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Odéon (325-70-32) : le Palais de justice (sam., 20 h 30, dim., 15 h). TEP (797-96-06) : Giovanna Marini (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Petit TEP (797-96-06), Mariamettes Théâtre Toooc (sam., 20 h 30, dim.,

15 h). Centre Pompidon (277-12-33) : Théâtre. El Jogia's olympic man (sam. 20 h 30) Cinéma vidéo: Vidéos de Piotr Kowalski (sam. et dim., 19 h); Man Ray (dim.

Carré Silvin-Monfort (531-28-34), Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h et 16 h 45); le jeune ballet classique (sam., 20 h 30, dim., 16 h, dern.).

Théâtre de la Ville (274-11-24) : Musici (sam., 18 h 30); Quoi qu'on fasse on casse (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30). Thélitre musical de Paris (261-19-83). Ballet-Théâtre français (hommage à Diaghilev), (sam, 20 h 30, dim, 14 h 30).

Les autres salles Autoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche

(sam., 20 h 30; dim., 15 h 30 et 20 h 30). Artistic-Atherains (355-27-10) : l'Orage (sam., 20 h 30; dim., 17 h). Atelier (606-49-24) : le Nombril (sam., 21 h; dim., 15 h et 21 h). Arts-Hebertot (387-23-23) : L'étrangleur s'excite (sam., 21 h). Bouffes-du-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmen (sam., 20 h 30). Houffes parisieus (296-60-24) : Diable

d'homme (sam., 21 h; dim., 15 h). Centre d'arts celtique (258-97-62) : le Regard d'Antoine (dim., 15 b) ; Evasion (sam., 20 h 45; dim., 17 h). (374-24-08) : Richard II (sam., 18 h 30 :

dim., 15 k 30); Epée de Bois (808-39-74); Ecrits contre la Commune (sam., 20 h 30; dim., 16 h). - Théâtre de la Tempête (328-36-36) : l'Étranger dans la maison (sam. 20 h 30; dim. 15 h 30). CISP, Théâtre Paris 12 (343-19-01) : les Mentons bleus (sam., 20 h 45; dim.,

Cité internationale universitaire (589-38-69), Galerie : la Religieuse (sam., 20 h 30). - Grand Théâtre : la Divine

Comédie (sam. 20 h 30). - Resserre : Co titre, tu es né avec (sam. 20 h 30). Comédie Cammartin (742-43-41) : Reviens dormir à l'Élysée (sam., 21 h; dim., 15 h 30).

Comédie des Champs-Elysées (720-08-24) : le Jardin d'Eponine (sam., 20 h 45 ; dim., 15 h 30). Comédie italienne (321-22-22) : la Servante amoureuse (sam., 20 h 30; dim., 15 h 30). Comédie de Paris (281-00-11) : le Chan-teur d'opéra (sam., 20 h 30). Damson (261-69-14) : La vie est trop courte (sam., 21 h; dim., 15 h 30). Deux-Portes (361-49-92) : les Fausses

Confidences (sam., 20 h 30; dim., 15 h deru,). Espace-Galté (327-95-94) : Stratégie pour deux jambons (sam., 22 h; dim. 17 h 30). Espace Marais (271-10-19) : le Misan-

thrope (sam., 20 h 30); Mimes électriques (sam., 22 h 30). Essaion (278-46-42) : Protée (sam., 21 h). Fondation Deutsch de la Meurthe (241-82-16) : Vie et mort du roi boiteux (sam., 20 h). Fontaine (874-74-40) : les Trois Jeanne

(sam., 20 h 30). Gaité Montparnasse (322-16-18) : Ça fait mal quand je touche (sam., 20 h 15 dem.); Est-ce que les fous jouent-ils? (sam., 22 h dern.). Galerie 55 (326-63-51) : Zoo Story (sam.,

20 h 30). Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15); la Leçon (sam., 21 h 30). La Bruyère (874-76-99) : le Divan (sam. 21 h; dim., 15 h). Lacernaire (544-57-34) : Théâtre Noir : Yerma (sam., 18 h 30); Anatole (sam.,

20 h 30); Elle lui dirait dans l'lie (sam., 22 h 15); Théâtre Rouge; Don Quichotte (sam., 18 h 30); le Fétichiste (sam., 20 h 30); le Combat de la mouche (sam., 22 h 15). - Petite salle : Parlons français (sam., 18 h 30). Madeleine (265-07-09) : Du vent dans les branches de sassafras (sam., 20 h 45; dim., 15 h).

Maison des Amandiers (366-42-17) : Articule (sam., 20 h 30 dern.). Marie Stuart (508-17-80) : l'Ile des chèvres (sam., 17 h 30 et 20 h 30). Marigny (256-04-41) : Amadeus (sam., 20 h 30, dim., 15 h). - Salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement

(sam., 21 b). Mathurins (265-90-00) : le Grain de sable (sam., 18 h 30); Jacques et son maître (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30). Michel (265-35-02) : On dinera au lit (sam., 21 h 15; dim., 15 h 30 et 21 h 15).

Michodière (742-95-22) : la Pattemonille (sam., 20 h 30; dim., 15 h et 18 h 30). Moderne (280-09-30) : Trio (sam., 20 h 30; dim., 15 h).

Montparmasse, (320-89-90): Trahisons (sam., 21 h; dim. 16 h); petite salle (322-77-30) : les Archivistes (sam., 20 h 30). Nouveantés (770-52-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h ; dim.,

Œuvre (874-42-52) : Orties... chaud (sam., 20 h 30; dim. 15 h). Palais-Royal (297-59-81) : Pauvre France (sam., 20 h 45; dim., 15 h et 18 h 30). Petit Forem (297-53-47) : Toute bonte buc (sam. et dim., 20 h 30). Piaisance (320-00-06) : Frère et stour (sam., 20 h 45). Poche (548-92-97) : Baron baronne (sam.,

21 h; dim., 15 h 30). Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam., 20 h 45; dim., 15 h). Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : le Cœur sur la main (sam., 20 h 45; dim., 15 h 30). Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Vampire au

pensionnat (sam., 20 h 30); Nous on fait

où on pous dit de faire (sam., 22 h).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées)

> (de 11 heures a 21 heures, saut les dimanches et jours fériés)

Samedi 30 - Dimanche 31 janvier 1982

Théâtre de l'Épicerie (271-51-00) : Écritures I (sam., 20 h). Théstre en road (387-88-14) : Mélimélomane (sam., 20 h 30; digr., 16 h). Théâtre du Marais (278-03-53) : Henri IV (sam., 20 h 30). Théstre Noir (797-85-15) : les Joies de la vie? Pardon, monsieur (sam., 20 h 30;

dim., 17 h dern.). Théâtre du Parvis (633-08-80) : Écoute le vent sur la lande (sam., 20 h 30). Théatre Présent (203-02-55) : Aima (sam., 21 h; dim., 17 h).

Théâtre des Quatre - Ceats - Coups (633-01-21) : Christophe Colomb (sam., 20 h 30; dim., 16 h et 20 h 30). Théâtre du Rond-Point (256-70-80) : l'Amour de l'amour (sam., 20 h 30). -Petite salle : Virginia (sam., 20 h 30; dim., 15 h); Maison internationale de th. : Saint-Simon le voyeux (sam., 18 h 30).

22 h dern.). Tristan-Bernard (522-08-40): Une heure à tuer (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30 Variétés (233-09-92) : Chéri (sam., 20 h 30; dim. 15 h et 18 h 30).

Théâtre-18 (226-47-47) : Gaspard (sam.,

La danse

Atelier des Quinze-Vingts (307-98-97) : L. Macklin (sam., 21 h). American Center (321-42-20) J.-M. Matos (sam., 21 h). Centre Mandapa, (589-01-60) : D. Dupuy (sam., 20 h 45). Galerie A. Oudin (271-83-65) : Sai (sam... Palais des Congrès (758-27-78) : la Belle au bois dormant (sam., 20 h 30, dim.,

14 b 30). Théâtre de Paris (280-09-30) : L'Ensemble de Pékin (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Théâtre-18 (226-47-47), Mcl Tcm (sam., 20 h 30, dim., 16 h).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Achetez François (sam., 21 h.; dim., 15 h 30 et 21 h). Deux-Anes (606-10-26) : C'est pas tout rose (sam., 21 h; dim., 15 h 30 et 21 h).

## cinémas

Les files marcoles (\*) sont interdits as moins de treize ans (\*\*) sux moius de dix-huit sus.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) 15 h : Arrêt d'autobus, de J. Logan; 17 h : le Songe d'une nuit d'été, de M. Reinhardt et W. Dieterle; 19 h : Hommage à George Cukor: la Femme aux deux visages; 21 h : Rétrospective S. Imamura : La vengeauce est à moi (sam.) ; 15 h : Quatre Etranges Cavaliers, de A. Dwan; 17 h: Allemagne : année zéro, de R. Rossellini ; 19 h : Hommage à George Cukor : Her cardboard lover: 21 h : Rétrospective S. Imamura: A la recherche des soldats vivants; le Retour de Muhomatsu (dim.).

BEAUBOURG (278-35-57) La Cinémathèque française projette dans la petite salle da Musée da cinéma, au palais de Chaillot, les films prévus initialement à Beambourg, jusqu'à la fin de la grève du personnel de nettoyage.

15 h : le Bled, de J. Renoir ; 17 h Rencontres Belfort-Montbéliard 81 : le voyage à Lyon, de C. von Alemann; 19 h : Fimming Muybridge, de J.-L. Gonnet; Los Montes, de J.-M. Sarmiento; Confession d'un cinéaste, de V. Tolenado; Pourquoi? Et la vie continue, de P. Laboue ; 21 h 30 : les Nuits Blanches, de L. Visconti (sam.):

dans

ARTHUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Champs-Blysées, 8" (359-12-15). - V.f. : Caméo, 9 (246-66-44); Bienvenue-Montparnesse,

15- (544-25-02). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 64 (326-79-17); George-V, 8\* (562-41-46). - V.f.: Max-Linder, 2\* (770-40-04); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Parnassiens, 14 (329-83-11).

BLUE SUEDE SHOES (Ang., v.o.) : Parnassiens, 14 (329-83-11). CARMEN JONES (A., v.o.) U.G.C. Odéoa, 6º (325-71-08); George-V, 8º

(562-41-46). LA CHEVRE (Fr.) : Berlitz, 2-(742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70) Hautefeuille, 6 (633-79-38); Montparnasse 83, 6º (544-14-27); Ambassade, 8º (359-19-08); Biarritz, 8 (723-69-23); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Athéna, 12º (343-00-65); Fauvette, 13º (331-56-86); Bienvenue Montparnasse, 14- (544-25-02); Gaumont Convention. 154 (828-42-27); Murat, 164 (651-99-75); Clichy Pathé, 184 (758-27-78); Gaumoni Gambetta, 20° (636-10-96).

CONDORMAN (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

Entrepôt, 14 (542-67-42).

DERNIER CAPRICE, film japonais

de Yasujiro Ozu, v.o. : Studio Gît-le-

Cœur, 6 (326-80-25); Olympic-

Balzac, 8 (561-10-60); Olympic-

ESPION LEVE-TOL, film français

d'Yves Boisset : Rex. 2º

(236-83-93); U.G.C. Opéra, 24

(261-50-32); Bretagne, 6"

(222-57-97); U.G.C. Odéon, 6-

(325-71-08); Normandic, 8°

(359-41-18); Helder, 9:

(770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12- (343-01-59); U.G.C. Gobelins,

13" (336-23-44); Mistral, 14" (539-52-43); Magic Convention,

15" (828-20-64); Murat, 16"

(651-99-75); Paramount Maillot,

17º (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18º

(522-46-01); Secrétan, 19°

FORCE 5. film américain de Robert

Clouse, v.o.: U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71); v.f.: Maxéville, 9

(770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon,

12º (343-01-59); Miramar, 14º

(320-89-52); Mistral, 14c

(539-52-43); Magic-Convention, 15-

LE GRAND PARDON, film français

d'Alexandre Arcady : Gaumont Halles, 1= (297-49-70) ; Berlitz, 2

(742-60-33); Richelieu, 2° (233-56-70); Saint-Germain Stu-

dio, 5 (633-63-20) ; Hautefeuille, 6

(633-79-38); Montparnasse 83, 6

(544-14-27); Ambassade, 8°

(359-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Français, 9

(770-33-88); Paramount-Bastille,

12• (344-79-17); Athéna, 12•

(343-00-65); Gaumont-Sud, 14-

15 (828-42-27); Broadway, 16

(527-41-16); Wepler, 18° (522-46-01); Gaumoot Gambetta,

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE

(IL v.o.) (\*), Forum, 1= (297-53-74);

Studio Alpha, 5 (354-39-46); Studio

Jean-Cocteau, 5 (354-47-62); Studio

Médicis, 5 (633-25-97); Paramount

Odéou, 6 (325-59-83); George-V, 1=

(562-41-46); Monte-Carlo, 8.

(225-09-83); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). - V.J.: Marivaux, 2

(327-84-50); Gaumont Convention,

(206-71-33).

(828-20-64).

20- (636-10-96).

LES FANTASMES DE MADAME JOR-DAN (\*) (Sucd., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (297-49-70) : Quintette, 5 (633-79-38) : Elysées Lincoln, 8 (359-36-14) : Marignan, 8 (359-92-82) : Parnassiens, 14 (329-83-11); Impérial, 2 (742-72-52); Montparnasse-83, 6 (544-14-27); Nation, 12° (3-43-04-67); Gaument Sud, 14° (327-84-50); 14-Juil-tet Beaugrenelle, 15° (575-79-79); Cli-chy Pathé, 18° (522-46-01).

LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Biarritz, 8- (723-69-23). FONTAMARA (IL, v.o.) : Studio Logos, 5 (354-26-42); Olympic Balzac, 9 (561-10-60); Olympic Entrepot, 14

(542-67-42). FRANCESCA (Port., v.o.): Olympic, 14 (542-67-42). GARDE A VUE (Fr.) : Marignan, & (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15: (575-79-79).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Impérial 2º -(742-72-52); Richelieu, 2º (233-56-70); Ciné Beaubourg, 3. (271-50-22); Quartier Latin, 5 326-84-65) ; U.G.C Danton, 6. (329-42-62); Marignan, 8 (359-92-82); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-56-86); Gaumont Sud, 14e (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14-(322-19-23); Kinopanorama, 15° (306-50-50); Clichy Pathé, 18: (522<del>-46-0</del>1).

L'HIVER LE PLUS FROID A PÉKIN (Chin., v.o.) : Ciné Seine, 5. (325-95-99). LE JARDENIER (Pr.): Lucerdaire, 6º

(544-57-34). LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (All.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18). LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (All., v.o.) : Espace Galté, 14º

(327-95-94). MAD MAX (A. v.o.) (\*\*) ; U.G.C. Danton, 6- (329-42-62); U.G.C. Rotonde, 6-(633-08-22); Ermitage, 8 (359-15-71); Marbeuf, 8 (225-18-45). - V.f. ; Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2°

LOIN DE MANHATTAN, film fran-

MA FEMME S'APPELLE RE-

République, 11º (805-51-33).

(297-49-70); Berlitz,

742-60-33); Richelieu,

233-56-70); Quintette,

cais de Jean-Claude Biette: Action-

VIENS, film français de Patrice Le-

conte : Gaumont-Halles, 14

633-79-38) : Concorde, 8°

(359-92-82); Nations, 129

(343-04-67); Fauvette, 13•

(331-60-74); Montparnasse-Parbé.

14: (322-19-23) ; Convention Saint-

Charles, 15 (579-33-00); Wepler,

18. (522-46-01); Gaumont-

MAMAN TRES CHERE, film améri

cain de Frank Petry, v.o.: Movier

1= (260-43-99) : Paramount-Odéo

6 (325-59-83); Paramount-City,

(562-45-76); Paramour,

Montparnasse, 14\* (329-90-15

v.f. : Paramount-Opera,"

Charles, 15 (579-33-00); Pa/, 16

(288-62-34); Paranant-

(580-18-03) : "Convention.

Montmartre, 18 (606-34-2-

(544-28-80);

(359-36-14).

(542-67-42).

Bezin, 13 (337-74-39).

SAYAT NOVA, film soviates de

Serge Paradianov, v.o. : (anos, 6-

Luxembourg, 6 (633-c77); A.

SHE DANCES ALONE In austro-

américain de Rober Dornhelm,

v.o. : Ciné-Bea.ourg, 3.

(271-52-36) ; Stuc Cujas, 5.

(354-89-22); Elysy-Lincoln, 8

TRANSES, film mecain d'Ahmed El Manouni, v.o. seint-Séverin, 5° (354-50-91) : Delta, 9° (878-02-18) : Olympic, 14°

(261-50-32) : G.C. Gare de Lyon, 12

(343-01-43) -U.G.C. Gobelins, 13

(336-23-44) distral, 14 (539-52-43); Miramar, 1/(320-89-52); Convention

Saint-Charl- 15 (579-33-00); Para-

mount Mcmartre, 18 (606-34-25): Secrétan, (206-71-33).

Gambetta, 20° (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

LA PEAU (IL., v.o.) (\*) : Epéc Bois, 5 (337-57-47). LE PETIT LORD FAUNTLIDY (A., v.f.) : Marbeuf, 8 (225-18-POPEYE (A., v.o.) : Niléon, 170

(380-41-46).

LE PRINCE DE NEW-YOP(A., v.o.):

Gaumont les Halles, 1" (269-70); Paramount Odéon, 6" (329-83); Publicis Elysées, 6" (720-23); Paramount Montparnasse, 14329-90-10);

mount Montparnasse, 14329-90-10); (v.f.): Paramour Opéra, 9° (742-56-31): Paramour Orléans, 14° (540-45-91); Paramour Montparnasse, 14° (329-90-10); Paramour Maillot, 17° (758-24-24).

LE PROFESSIONNEITT.): Berlitz, 2 (742-60-33); Colisée (359-29-46); Montparnasse Pathe 4 (322-19-23). PRUNE DES BOIS cig.) : Rivoli, 4 (272-63-32); Bans de l'Image, 5

(329-41-19). QUAND TU SERA ÉBLOQUÉ FAIS-MOI SIGNE (.) : Biarritz, 8. (723-69-23) ; Jatparnasse, 14-

(327-52-37). QUI CHANTE LAAS ? (Youg., v.o.) : Saint-André-derits, 6 (326-48-18); Lucernaire, 6 14-57-34).

RACTIME (A v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (1-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) Hautefenille, 6° (633-79-38) agode, 7° (705-12-15); Gaumout Champs-Elysées, 8. (359-04-6; Parnassiens, 14. (329-83-11 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (57'9-79); Mayfair, 16° (525-27-4 - V.f.: Français, 9° (770-33-8; Nation, 12° (343-04-67): P.L.M. cif-Jacques, 14 (589-68-42) Montparse Pathé, 14 (322-19-23); GaumorConvention, 15 (828-42-27)

REPORRS (Fr.) : Saint-André-des-Arts. (326-48-18) h. sp. RIEN UE POUR VOS YEUX (A. v.f.) Cin'Ac Italiens, 2 (296-80-27); Ber.e. 9 (770-77-58). LE PSE ET LE BLANC (Fr.) : Ciné S-, 5 (325-95-99).

Clichy the, 18 (522-46-01).

ROYET ROUKY (A., v.f.) : Rex. 2 (6-83-93): La Royale, 8º 3-82-66); Marbeuf, 8 (225-18-45); G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Misц, 14 (539-52-43); Montparnos, 14 327-52-37); Magic Convention, 15-828-20-64); Napoléon, 174 (380-41-46).

ALUT L'AMI ADIEU LE TRESOR (A., v.f.) : Marivanx, 2 (296-80-40); Tourelles, 20° (364-51-98). SI MA GUEULE VOUS PLAIT (Fr.) (\*) : Caméo, 9º (246-66-44) LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.): Berlitz, 2. (742-60-33) ; Marignan, 8. (359-92-82); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23).

STALKER (Sov., v.o.) : Studio de la Harpe Huchette, 64 (633-08-40). TES FOLLE OU QUOI ?. (It., v.f.) : Capri, 2ª (508-11-69); Bretagne, 6ª-(222-57-97) : Normandie, 8 (359-41-18); Marignan, 8- (359-92-82); Caméo, 9 (246-66-44). THE ROSE (A., v.o.) : Studio Raspail, 14 (320-38-98).

TOTO APOTRE ET MARTYR (IL. v.o.) : Forum, 1° (297-53-74), TOTO LE MOKO (it., v.o.) : Forum, 1=

(297-53-74). TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.): Gaumont les Hailes, 1º (297-49-70) : Richelien, 2 (233-56-70) ; Hautefeuille, 6 (633-79-38); Publicis Saint-germain, 6 (222-72-80); Normandie, 8 (359-41-18); Colisée, 8 (359-29-46); Publicis Elysées, 8 (720-76-23); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Paramount Opéra, 2 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Fauvette, 13<sup>a</sup> (329-83-11); Gaumont Convention, 15<sup>a</sup> (828-42-27); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Victor-Hugo, 16<sup>e</sup> (727-49-75); Paramount Chaillot, 17 (758-24-24) : Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Gammont Gambetta, 20 (636-10-96).

LE TUEUR DU VENDREDI (A., v.o.) (\*\*) : Ermitage, 8: (359-15-71) ; U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Maxéville, 2º (770-72-86).UNE AFFAIRE D'HOMMES (Fr.) : Français, 9 (770-33-88). UNE ETRANGE AFFAIRE (Fr.) : Forum, 1= (297-53-74); Paramount Odéon,

6- (325-59-83); Paramount City, 8-(562-45-76); Paramount Opéra, 9. (742-56-31); Paramount Galaxie, 13. (580-13-03); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Marivaux, 2 (296-80-40); Publicis Matignou, 8° (359-31-97).

VENIN (Ang.) (\*), v.o. : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 8 (723-69-23). - V.F. : Rex. 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); U.G.C. Caméo. 2" (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Montparsos, 14 (327-52-37); Magic Convention, 15 (828-20-64) : Paramount Montmarure, 18 (606-34-25); Secrétan, 19º (206-71-33).

\*\*\*



-- -

#### MEPHIST (Hong., v.o.) : Movies, 1\* (260-43-); Quintette, 5\* (633-79-38); Pagode./\* (705-12-15); Colisée, 8\* (296-80-40); U.G.C.-Opéra, 2-(261-50-32); Paramount Opéra, 90 (359-206). (742-56-31); Paramount Bastille, 12 15 h : Don Quichotte, de G.-W. Pabet (343-79-17); Paramount Gobelins, 13-METAFIURLANT (A., v.f.) : Français 17 h : Rencontres Belfort-Montbeliard 81 : 2 (71-33-88). (707-12-28); Paramount Galaxie, 13-Canapé-lit, de M. Edelstein; l'Émotif, de (580-18-03); Paramount Orléans, 14-MUR WURS ET DOCUMENTEUR J.-C. Vielard; Photo roman, de J. Des-(540-45-91); Paramount Montparasse, (Fr: Forum, 1" (297-53-74); Racine, 6: .33-43-71); 14-Juillet Parnasse, 6: champs : Strangulation blues, de L. Carax ; 14 (329-90-10); Convention Saint-Yasak interdit, de A. Ozganturk; 19 h : Charles, 15: (579-33-00); Passy, 16-(3)-58-00); 14-Juillet Bastille, 11° (-7-90-81); Olympic Entrepôt, 14° (288-62-34); Paramount Maillot, 14= Dix ans du forum de Berlin (1971-1980) ; Out one : spectre, de J. Rivette (dim.). (758-24-24); Paramount Monumertre, i+2-67-42). 18 (606-34-25). COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux, NCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de Les exclusivités 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 64 a Harpe, 5 (354-34-83). (325-59-83) : Paramount City, 80 (542-45-76); Paramount Montparasse ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4 (278-47-86). J# (329-90-10). CROQUE LA VIE (Fr.) : Marbenf, 8-ALL STARS FESTIVAL (A.) : Vidéo-(225-18-45).stone, 6" (325-60-34). DIVA (Fr.) : Panthéon, 5 (354-15-04). AMERICAN POP (A., v.o.) : Chany Pa-DIVINE CREATURE (IL v.o.) (\*) : Am; lace, 5 (354-07-76); Ambassade, 8-(359-19-08); Parnassiens, 14. bassade, & (359-19-08). de EAUX PROFONDES (Fr.) : Impérial, (329-83-11). (742-72-52) ; Quintette, 5 (633-79-38; L'AMOUR DES FEMMES (Suis.) Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Mi-Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18); gnan, 8 (359-92-82); 14-Juillet B.u-14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81). grenelle, 15 (575-79-79). ANTHROPOPHAGOUS (IL, v.f.) (\*\*). EXCALIBUR (A., v.f.): U.G.C. Ope, 2 Ambassade, 9 (359-19-08) : Français, 9 (261-50-32). (770-33-88); Maxéville, 9. FAME (A. v.o.) : Saint-Mich 5 Porte (770-72-86); Images, 16: (522-47-94). (326-79-17). CHAQUE SEMAINE

**UNE PAGE** 

L'ACTUALITÉ DU DISQUE

CLASSIQUE - JAZZ - ROCK / VARIÉTÉS





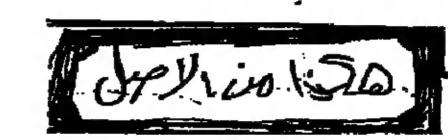
**AVIS DE CONCOURS** 

Un concours est ouvert pour le recrute-ment d'un CHEF DE CHANT (lyrique) au Théâtra National de l'Opéra du Paris. Les épreuves se déroulerant au Théâtre National de l'Opéra, le lundi 1ª et mardi 2 mars 82 à partir de 14 h.

Pour tous renseign, et instriptions écrire à la Régie du Chant Théstre National de l'Opéra 8, rue Scribe, 75009 Paris.







tant, sur des résultats tangibles.

Lvon. - Le Progrès, vénérable

iournal républicain auotidien »

(cent vingt-deux ans d'âge), vit mal

sa mue puisque le Journal de Lyon

chette - était une nouvelle fois ab-

sent des kiosques le jeudi 28 janvier.

Mais si les conflits précédents

étaient, par leur objet, aisés à cer-

ner, les récents soubresauts appa-

raissent plus complexes. Le discours

syndical reste présent, mais les stra-

tégies sont de plus en plus antago-

nistes, et les préoccupations politi-

ques sous-jacentes apparaissent à

l'occasion de déclarations, de dé-

marches ou de courriers au ton com-

licenciement de quarante-cinq em-

ployés des Dépêches de Dijon, les in-

quiétudes relatives à la modernisa-

tion des centres d'impression de

Dijon, Saint-Etienne et de Chas-

sieu; des revendications catégo-

rielles sur le triptyque traditionnel

- qualifications, salaires, conditions

de travail », donnent le cadre offi-

ciel de la contestation. Sur ce plan-

là, syndicats et direction jouent à

cache-cache : • Les licenciements

des Dépêches sont, en fait, des sup-

pressions d'emplois dont vingt-deux

sont des départs en retraite à

cinquante-six ans et deux mois, dix-

neus concernent des auxiliaires à

temps partiel et quatre seulement

des intérimaires à temps complet »,

nous a indiqué M. Jean-Charles Li-

gnel, qui renvoie inlassablement ses

interlocuteurs syndicaux vers

M. Roger Guitton, P.-D.G. des Dé-

pêches, senl apte èsqualités à mener

les négociations. De plus, le P.-D.G.

du Progrès assure « qu'il n'a jamais

signé d'accord sur les Dépêches et.

que le véritable généraleur du

chômage à Dijon est l'Est républi-

cain, qui a transféré la fabrication

de certaines de ses éditions » (1).

groupe de presse. Notre patron ne

respecte pas les accords signés les

2 avril et 8 juillet derniers sur le

non-recours au licenciement, por-

tant accord sur les préretraites et la

durée du travail », répond l'inter-

syndicale, qui a perdu deux de ses

composantes (C.G.C. et F.O.).

Mercredi 27 janvier, un tract viru-

lent signé par la C.G.T., la C.F.D.T.

et le S.N.J. du groupe Progrès-

Dépêches critique la « gestion à la

lyonnaise » de M. Lignel, l'accuse

d'utiliser le Progrès « pour son seul

profit » et de l'avoir racheté à crédit

pour - faire payer la note à ses sala-

Ce discours, encore qu'unitaire,

doit être modulé par les faits sui-

vants: les syndiqués S.N.J. n'ont pas

procédé à la distribution du tract ; la

base = - notamment journaliste --

a suivi le mot d'ordre non sans

« traîner les pieds » ; la sortie d'un

• journal minimum » a d'ailleurs

failli se réaliser dans la nuit de mer-

credi à jeudi s'il ne s'était formé un

- bouchon - à la hauteur des pla-

ques d'impression, juste avant les ro-

marche de la C.G.T. - Fédération

française des travailleurs du livre

(F.F.T.L.) en tête - prend un tour

plus politique. A l'occasion de la

consérence de presse de l'intersyndi-

cale, mercredi en fin d'après-midi,

un représentant de l'Union départe-

mentale C.G.T., M. Michel Bro-

card, est venu manifester sa . soli-

darité à la lutte » et a notamment

déclaré : « M. Lignel est plus géné-

reux pour parler de la Pologne que

de ce qui se passe dans son entre-

prise . Cette intervention doit être

rapprochée d'un courrier daté du

22 janvier, adressé au P.-D.G. du

Progrès et signé par le secrétaire dé-

partemental de l'U.D-C.G.T., criti-

Plus fondamentalement, la dé-

tatives.\_

« Nous formons bien un vrai

Le discours syndical d'abord : le

minatoire.

véritable test.

nantes du Progrès.

LE CONFLIT DU GROUPE PROGRÈS

Divergences syndicales

et arrière-pensées politiques

Progrès a entraîné, jeudi 28 janvier, la non-parution de tous les ti-

tres contrôlés par M. Jean-Charles Lignel. Ce conflit, conséquence

directe de celui des Dépêches de Dijon, n'a pas débouché, pour l'ins-

cales, perceptibles depuis plusieurs semaines. Pour sa part, le Livre

C.G.T. semble vouloir faire de l'épreuve de force avec M. Lignel un

De notre correspondant régional

Le mot d'ordre de grève observé par les personnels du groupe

L'arrêt de travait a mis en lumière certaines divergences syndi-

### SIGNE

ANNE GAILLARD Anne Gaillard pensait-elle que les téléspectateurs avaient parié toute la semaine sur le suiet de son émission, qu'elle avait soiqueusement tenu caché? «La secret est enfin levé », a-t-elle déclaré d'entrée, triomphale, et l'on a rétrouvé la voix péremptoire qui, il y a quelques années, chamboulait les habitudes des auditeurs de France-Inter. Les ententes illicites de prix, c'était ca le secret, et pour ceux qui n'ont pas fui s'est ouvert un épais dossier, intéressant en soi mais trop aride.

Anne Gaillard a étavé l'indignation, qui est le moteur systématique de son entreprise de saiut public. Elle avait des documents, elle nous a intrigués. impressionnés. Nous avons pris sur le fait un personnage dissimulé par un cache, qui donnait la consigne d'augmenter les tarifs. Tout cela a passé malheureusement trop vite pour ou on ait vraiment le temps de prendre la mesure du scandale dénoncé. Mais enfin, il y avait un côté k information explosive > qui retenait au moins l'attention.

Plus concrètes ont été les images où deux commercants. MM. Chapelle et Iffli, ont expliqué les risques qu'ils avaient pris en révolutionnant le marché, en voulant prouver qu'ils pouvaient vendre l'électroménager moirts cher qu'ailleurs. Après d'autres rencontres avec d'autres commercants, le téléspectateur a compris que les grandes surfaces pouvaient exercer des pressions auprès des fabricants, que ceuxci finissent par se livrer aux excès du refus de vente, quand le concurrent desdites grandes surfaces refuse d'aligner ses prix. Cela s'appelle le racket de la distribution.

Muni de renseignements peu réjouissants - les vendeurs ont des commissions, ils n'ont pas tellement intérêt à orienter le client vers des appareils bas de gamme, bas prix; 34 tonnes de médicaments ont été perdus, toujours pour un problème de refus de vente. - le consommateur a pu ensuite avoir du mal à suivre le débat. Le rapporteur de la commission de la conterrence. le président de la consommation des prix du C.N.P.F., le conseiller de M. Delors en ces matières. le président de la PENACEREM. Edouard Leclarc, et un représentant de l'Union fédérale des consommateurs, as sont gravement (parfois vertement) affrontés. Ah i oui, il y avait aussi M. Monory, ancien ministre, qu'Anne Gaillard avait d'abord oublié d'annoncer. Bref, il y avait beaucoup de monde, et ils avaient beaucoup de choses à se dire. Peut-être la présence du téléspectateur ne s'imposait-elle

Au milieu de ces gens, Anne Gaillard distribuait la parole, tançait ceux qui n'étaient pas essez scandalisés ou ne répondaient pas assez vite ou assez clairement. Son courage est resté le même. Son agressivité toujours prête, à défaut d'être toujours justifiée, passe seulement moins bien à l'écran qu'au micro, mais avec une émission par mois, elle aura le temps de l'affiner.

CLAIRE DEVARRIEUX.

#### France Culture

#### M. Alain Durel est nommé chef du programme musical

M. Alain Durel vient d'être nommé chef du programme musical de France-Culture par Mme. Michèle Cotta, président-directeur général de Radio-France, en remplacement de M. Guy Erisman, nommé récemment directeur adjoint chargé de la production musicale et de la décentralisation (le Monde du 4 novembre). M. Durel est également chargé d'une mission de coordination entre la direction de la musique du ministère de la culture et celle de Radio-France, dans le domaine de la creation.

Tous les spécialistes des nouvelles images pour la télévision serent présents au Forum organisé par l'INA dans le capie de 22º Festival de Télévisión de Monte-Carlo les 5, 6 et 7 février.

Repseignements et inscriptions de dernière minute : I.M.V. Michel Debord Teléphone : 747-12-80.

### Samedi 30 janvier

#### PREMIÈRE CHAINE : TF 1 20 h 35 Droit de réponse.

- Une émission de Michel Polac. Les vigiles et les sociétés de gardiennage.
- 21 h 50 Série : Dallas.
- Rodéo, réal. L. Katzman.

  Au rodéo amuel, J.-R. est menacé par Sue Ellen. Lucy aide
  Roy à sortir d'une situation périlleuse...

  22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Emission de J.-L. Burgat et E. Gilbert.
  Au sommaire : au Zimbabwe, les Blancs et l'égalité raciale ;
  Le grand pardon : concertation et marketing ; Daniel Guichard : La télévision italienne et l'explosion des télévisions
- 23 h 45 Journal

#### **DEUXIÈME CHAINE: A2**

20 h 35 Variétés: Champs-Elysées.

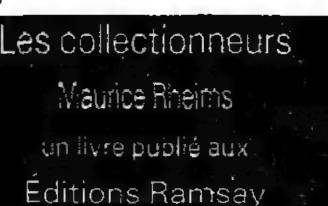


G. Bécaud, D. Guichard, Svetlana, J. Rochefort, etc. 21 h 40 Téléfilm : Rioda. De S. Jozbert, Avec P. Pouchain, C. Nelson, M. Birand. 23 h 15 Journal

#### TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 30 La Chartreuse de Parme (dernier épi-

D'après Stendhal. Réal. M. Bolognini. Avec A. Occhipinti M. Koller, G.-M. Volonte, ctc. Fabrice Del Dongo échappé de la citadelle devient prédica-teur. Cielia épouse pour son grand désespoir le marquis de



- 21 h 25 Au milieu de la ville, un champ de blé. Réal : L. de Kermadee.
- Le Festival mondial du théâtre de Nancy en 1981 : thème. les Etats-Unis

#### FRANCE-CULTURE

#### 22 h 5, La fugue du samedi.

- FRANCE-MUSIQUE 20 h, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées)
- Kiosque IV ; G. Mahler : œuvres de Brahms. 23 b. La mit sur France-Musique.

#### PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 9 h 15 La source de vie. Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur. 11 h Messe.
- Célébrée avec la paroisse Saint-Laurent de Ollioules, prédicatour : Père M. Quoist.
- 11 h 55 Ski. Championnat du monde à Schladming (descente Messieurs).
- 12 h 30 Télé-foot.
- 13 h Journal. 13 h 20 Mise en boîte.
- 14 h 15 Toute une vie dans un dimanche (et à 17 h 15). Eurico Macias
- 15 h 25 Sports dimanche. En direct de l'hippodrome de Vincennes; Ski : champiomat du moude ; Escrime : challenge Martini ; Grand Prix d'Amé-
- Pleins feux.
- Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisu. Chéri de Colette, mise en scène J.-L. Cochet, au Théâtre des Variétés; Trio de K. Kostzer, mise en scène d'A. Arias, etc. 19 h 30 Les animaux du monde.
- Los oiseaux 20 h Journal 20 h 35 Cinéma : le Sauvage.
- Film français de J.-P. Rappeneau (1975), zvec Y. Montand; C. Deneave, L. Vannucchi, T. Roberts, D. Wynter (rediffu-
- Un homme d'affaires a choisi de vivre retiré du monde dans une lle au large de Caracas. Une jeune fille en rupture de fiançailles vient troubler su quiétude.

  Comédie « à l'américaine » trouvant su fantaisie, son efficacité dans le perfectionnisme du scénario, des dialogues, de la mise en soène et de l'interprétation. Une réussite.
- 22 h 20 Sport dimanche soir. 22 h 40 A Bible ouverte.
- Le livre de Job, avec E. Wiesel. 22 h 55 Journal. Extraits du « show » télévisé organisé par M. Reagan à l'occasion de « la journée de solidarité avec le peuple polonais ».

#### DEUXIÈME CHAINE : A 2

- 11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable mais vrai : 14 h 25, Série : Magnum : 15 h 20. L'école des sans : 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ;
- 16 h 25, The dansant. 17 h 05 Série : L'île aux trente cercueils.
- Véronique tense de sauver son fils et découvre horrifiée que le mystérieux Vorski, son mari, est vivant.
- La course autour du monde. Stade 2.
- 19 h 20 h Journal.

23 h 15 Journal.

- 20 h 35 Festival du cirque de Monte-Carlo. Réal. : G. Paggi. Le cirque tchèque, russe, coréen, roumain, etc.
- 21 h 40 Série documentaire : Les métiers dangereux et spectaculaires.
- Réal.: O. Karssenty, P. Legendre.
  Le portrait de Jack Loizeaux et de sa famille spécialistes de la démolition d'inuneubles à l'explosif. 22 h 35 Extraits du « show » télévisé organisé par M. Reagan à l'occasion de « la journée de solidarité avec le peuple polonais ».

#### TROISIÈME CHAINE: FR3

- 10 h Émissions de l'LC.E.L destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque, Actualités de la semaine ; Etre africain : Variétés.
- 14 h La soupière a des oreilles.
- Une émission de Piem et P. Bonte,
- nier épisode). Hervé de Vaunoy, l'usurpateur des biens du marquis, vent se débarrasser du capitaine Didier. Georges retrouve heureusement ses biens et ses titres.
- Isabelle Ehmi lit René Ehni.

La BNP donne

- Des extraits de Come, confession générale, de René Ehri, un écrivain prolétaire.
- 15 h 15 Dramatique: le Loup blanc. D'après P. Féval. Réal. : J.-P. Decourt et H. de Turenne (der-

## 13 h 45 Dessin animé : Mister Megoo.

6 h 15 Un comédien lit un auteur.

- D'A. Tebekhov. Mise en scène: P. Brook.
- Dans une maison morte, théâtre intemparel aux murs calcinés, tournent les détresses et les joies d'une famille russe.
- Voyage à Maupiti en Polynésie française : Le percussionniste H. Guédon.
- Série : Benny Hill.
- Une interrogation sur le vrai et le faux artistique, en compa-guie de l'illusionniste Majax, l'architecte Borromini et le professeur C. Lévi-Strauss. 21 h 25 Journal.
- Réal. : Pieyre de Mandiargues. L'auteur de l'Epervier de Maheox, un disciple de Jean Giono. 22 h 30 Cinéma de minuit : Vertiges.
- stage bouleverse ses théories et sa manière de vivre.
  - mais crée une atmosphère extrêmement trouble.

#### FRANCE-CULTURE

- 8 k 30, Protestantisme.
- 11 h, Regards our la musique : « XIV» Symphonie », de Choste-
- 14 h, Sons: Les sêtes de la vigne, à Dijon. 14 h 5, L'Ecornifleur, de J. Renard. Avec J. Duby, etc.
- (rediff.).

  15 h 20, Minsiques enregistrées.
- 16 h 5, Libre percours jezz : Gospele and blues night.

  17 h 30, Remeastres avec... l'abbé Pierre et R. Laurentin : les

- 11 h, Concert (en direct du Théâtre du Road-Point des Champs-Elysées): Œuvres de Telemann, Scarlatti, Bach, Vivaldi, par Jaccottet (clavecin) et H. Holliger (hauthois et clavecin).

  12 h S, Les après-midi de l'orchestre, les mahlériens: B. Wal-
- ter. Œuvres de Boethoven, Barber et Mahler. 14 h, D'une oreille l'autre : Stravinski, Satie, De Falla, Tchaf-
- 17 h. Comment l'entendez-vous ? : Avec Michel Serres. Œuvres de Haydu, Respighi, Rossini, Beethoren, Vivaldi. 19 h S. Jazz : Les sextettes d'E. Jones.
- 28 h, Les muses es dialogue : Magazine de musique ancienne.
  29 h 30, Concert (donné salle Pleyel le 9 décembre 1981). « Le Corsaire » (ouverture op. 21), de Berlioz, « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur » de Tchalkovski, « Million d'oiseaux d'or » (création) de Nigg. « Suite Scythe », de Proko-fiev, par l'Orchestre de Paris, dir. M. Plasson, avec S. Mints
- 22 à 30, Le mit sur France-Musique: Biennale de Venise 1981, œuvres de Solbiati, Tudino, Destoni, Lucchetti. 8 b 5, Rupture : Œuvres de Rachmaninov, Roussel, Paganini.

#### TRIBUNES ET DÉBATS

- M. Alain Peyresitte, deputé de Seine-et-Marne (R.P.R.) est reçu au « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.

- M. Pierre Mauroy, premier ministre, est l'invité de l'émission « Le grand jury R.T.L-le Monde », sur R.T.L. à 18 h. 15.

**DES DEPENSES** PERSONNELLES EN VUE?

Les collectionneurs

Seul vainqueur d'un conflit sans véritable vaincu : le Dauphiné libéré, et notamment ses titres lyonnais, Lyon-Matin et le Journal Rhône-Alpes, qui grignotent peu à peu les positions toujours domi-

### 22 h 30 Journal

- 29 h, L'Araignée, de F. Weldon. Avec : M. Barreau, M. Simon-
- 21 h 37, Musique enregistrée. 22 h 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.

 Die tote Stadt », de Korngold, par le Nouvel Orchestre phil-harmonique et Chœurs de Radio-France, dir. H. Lewis, chef des chœurs, A. Paubon, violon solo, M.A. Nicolas. Solistes C. Byrne (Paul), R. Rocca (Marietta), R. Hesse (Birgitta)

#### Dimanche 31 janvier

### 17 h 15 Théâtre de toujours : La Cerisaie.

- Avec N. Arestrup, C. Frot, C. Evrard, R. Murzeau, N.
- Les comédiens sont remarquables.

  19 15 Prélude à l'après-midi. Par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, direct : M. Plasson
- Soliste: A. Lagoya.

  19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h 30 Haute curiosité : L'art et l'illusion.
- 21 h 40 L'invité de FR 3 : Jean Carrière.
- Film italien de M. Bolognini (1975), avec M. Mastroianni, F. Fabian, M. Keller, M. Bouchet, P. Blaise, L. Bose (v.o. sous-Au début des années 30, le médecin-chef d'un asile psychia-trique, mégalomane et obsédé sexuel, cherche à isòler le • germe » de la folie. Une femme médecin venue faire su
- Essai sur la contagion de la folie, les rapports de l'érotisme et de l'angoisse, allusions au fascisme. Le maniérisme de Bolognini se donné libre cours dans les compositions plastiques
- 9 h 10, Ecoute Fisrati. 9 à 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Fédéra-tion française de droit humain. 10 h. Messe en l'église Saint-Louis-co-l'Ile.
- 12 h 40, Le lyriscope : Richard Wagner (« Lohengrin », & l'Opéra et la Scala ; « le Vaisseau fautôme » à Nancy).
- 18 h 30, Ma non troppo. 19 h 10, Le cinéma des cinémates.
- 20 h , Albatros : La poésie espagnole : E. Sanchez-Ortiz. 20 h 40, Atelier de création radiophonique : Dans la tête, par 23 h, Musique de chambre : Schubert, Zemlinsky, Jolivet,

#### FRANCE-MUSIQUE 9 h 10, Magazine international.

## DIMANCHE 31 JANVIER

· A Philadelphie, le quotidien Bulletin a décidé de ne plus paraître, après cent trente-quatre ans d'existence. Ses pertes pour l'année 1981 s'élevaient à 21,5 millions de dollars. Depuis sa période de gloire, à la fin des années 40 - où avec une seule édition de soir, il tirait à 700 000 exemplaires - le Bulletin avait vu son tirage diminuer. Au 30 septembre 1981, avec ses éditions du matin et du soir, il tirait à 397 397 contre 434 104 l'année pré-

avait évoqué la démission d'un ancien responsable cégétiste (le Monde du 23 décembre). Particularité: le journaliste visé est le porte-parole des journalistes... C.F.D.T.! La lettre se termine par cette formule: - Nous informons nos syndicats de nos démarches et les appelons à la vigilance face à votre attitude. Ne sovez donc pas surpris si ceux-ci, avec les travailleurs. vous interpellent dans les jours et Dans ces conditions très particu-

quant en termes très viss le contenu

rédactionnel du journal : - Dans la

dernière période, vos colonnes sont

particulièrement remplies d'atta-

ques anticommunistes et anticégé-

tistes. Les événements de Pologne

ont décuplé vos énergie en la ma-

tière. - Suit une attaque en règle

d'un journaliste nommément dési-

gné et accusé de participer à « ces

basses manœuvres - parce qu'il

les semaines qui viennent. . lières, la C.F.D.T., tout en affirmant maintenir l'unité d'action, prend ses distances: • A partir d'aujourd'hui, nous vivons notre vie . nous a déclaré M. Jean Périlhon, qui insiste sur les objectifs propres de son syndicat : - Nous nous interrogeons sur les conditions et les movens de la survie de l'entreprise Progrès. Nous demandons l'intervention d'experts. Nous n'excluons pas des interventions au niveau bançaire. Nous en appelons aux pouvoirs publics. Une rencontre entre la C.F.D.T. et M. Georges Fillioud, ministre de la communication, a eu lieu samedi dernier à Romans (Drôme). D'autres contacts seront pris, notamment avec le ministre du travail, M. Jean Auroux. Cette approche spécifique rend aujourd'hui plus délicates les actions ponctuelles et sectorielles prévues dans le courant de la semaine dans l'entreprise. Sollicités jeudi par la C.F.D.T., les journalistes de la rédaction locale de Lyon

n'ont pas fait grève... Ces réticences de la base s'expliquent en grande partie par la crainte de voir les titres concurrents du Dauphiné libéré entamer de plus en plus les positions du Progrès. Jeudi, le Journal Rhône-Alpes et Lyon-Matin avaient doublé leur mise en place dans les kiosques de Lyon et de Villeurbanne. Autant d'occasions pour faire découvrir ces titres dans une période de surcroît ascendante pour eux - et de capter des lecteurs désorientés. Le groupe grenoblois est bien le véritable gagnant dans l'affaire. M. André Charret, secrétaire régional et membre du bureau fédéral de la F.F.T.L.-C.G.T., a décerne un brevet de bonne conduite à ses dirigeants : • Il y a une différence fondamentale dans le comportement social: au Dauphiné libéré, ils négocient » Simple constat. Il n'est pas fait mention des positions politiques et du contenu rédactionnel des titres de ce groupe, y compris sur la Pologne. Commentaire de M. Lignel : « Je suis en première ligne sur la question de la redéfinition des tôches dans un processus de modernisation. On me croit le plus fragile financièrement et politiquement. La C.G.T. veut déstabiliser un homme seul. - Il serait hasardeux de conclure qu'il est sur le point de céder.

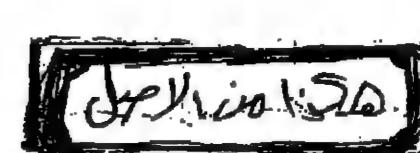
CLAUDE RÉGENT.

Étant donné l'échec des tentatives de M. Lignel pour trouver d'autres clients (impression de Toutes les Nouvelles de Versailles, de France-Dimanche et, bien sûr, du Journal du dimanche), échec du, selon lui, su blocage do syndicat du Livre, on ne peut exclure l'hypothèse d'un désengagement de M. Lignel du Journal du dimanche, dont il possède

paux américains, notamment le Star de Washington, en août dernier puis, en décembre, le Journal de Phila-

40 % des actions.

La Plume d'or de la liberté. décernée par la Fédération internationale des éditeurs de journaux, est attribuée pour 1982 au rédacteur en chef de la Prensa (Nicaragua), M. Pedro Joachim Chamorro Barrios. La F.I.E.J. rappelle que le jourcédente. Les tentatives de la compa-gnie propriétaire Charter Co pour trouver un acheteur avaient échoue. La fermeture du Bulletin vient après celles de plusieurs grands jour-père de Pedro Chamorro.



LE (LENEO) CONCOURS

Lapone Barid . 4

litely exceeds a lighter what

THE RESERVE TO STREET

25 1 Car

「「日本とあるるます」、 最終ながった。

The same of the same of the same

The Parist Plant Lat . The

Charles and Charle

1

STATE OF STREET

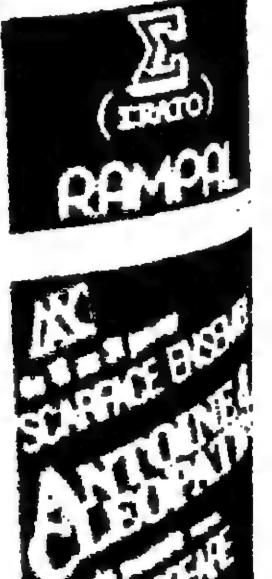
-

LANGE OF THE PROPERTY ..

140

-

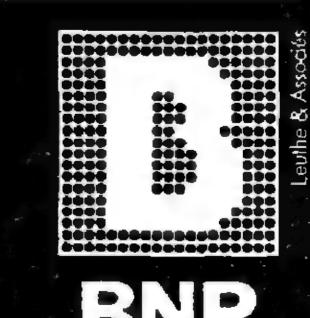
化磁气压 學家 医黄素

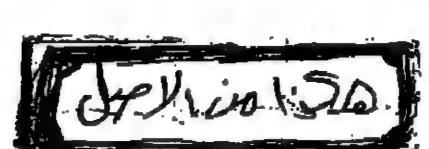


RAMPA

\_\_ (Publicité)

du crédit à vos projets.





### Les urgences du dimanche

SANTÉ UN SECOURS D'UR-GENCE. - Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-50 : pour l'Essonne, au 088-33-33; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11; pour la

Seine-Saint-Denis, 830-32-50; pour le Val-d'Oise, au 032-22-33; pour les Yvelines, au 953-83-33 ; pour la Seine et-Marne, au 437-10-11 ou, à défaut, le 17 (police) ou le 10 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

 UN MÉDECIN. – A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04), ou = S.O.S. = Médecins (707-77-77). Urgence pédiatrique, 545-43-00 garde de nuit et

week-end. • UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS -205-63-29 (hôpital Fernand-

Widal). S.O.S. – Urgences buccodentaires (337-51-10); ordre des chirurgiens, conseil de Paris (261-12-00); garde biologique

#### TRANSPORTS

(306-19-99).

 AÉROPORTS. - Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (884-32-10); à Roissy-Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

COMPAGNIES AÉRIENNES. - Arrivées ou départs des avions. Air France (320-12-55 ou 320-13-55); U.T.A. (775-75-75); Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France U.T.A. (535-61-61): (776-41-52); Air Inter **(539-25-25)**.

 S.N.C.F. – Renseignements: 261-50-50.

#### **ÉTAT DES ROUTES**

 INTER SERVICE ROUTESdonne des renseignements géné-

raux au 858-33-33. Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière Bordeaux (56) 96-33-33 : Lille (20) 91-92-33 : Lyon (7) 854-33-33; Marseille (91) 78-78-78. Metz (8) 762-11-22. Rennes (99) 50-73-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les

- Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1°), ouvert vingt-quatre heures sur vingt-

 Paris 08, annexe (71, avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

- Orly, aérogare Sud. annexe 1 ; ouvert en permanence ; - Orly, aérogare Quest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 neures;

- Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charlesde-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

#### ANIMAUX

 UN VÉTÉRINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

#### TOURISME

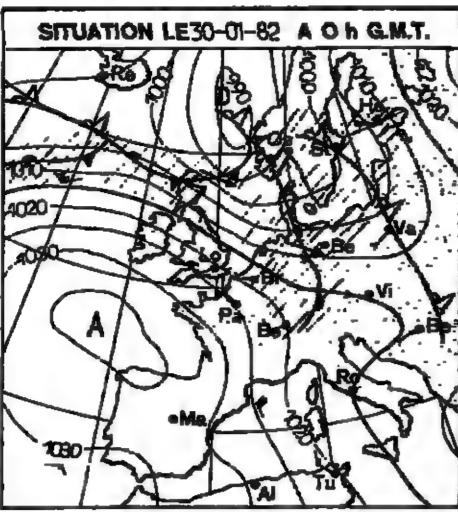
 L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94; en anglais au 720-88-98 et en allemand au 720-57-58. Son bureau d'accueit du 127, avenue des Champs-Élysées, est ouvert le dimanche, de 9 heures à 20 heures. Tél.: 723-61-72.

#### S.O.S. - AMETIÉ

Vingt-quatre heures sur vingtquatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt. 364-31-31 pour Bagnolet et 078-16-16 pour Evry (de 14 heures à 4 heures du matin). Il existe un poste en anglais: S.O.S.-Help au 723-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

La Porte ouverte reçoit tous les jours, de 14 heures à 22 heures, dans ses deux permenences: 21, rue Duperré. Paris (9°), métro Pigatle (tél.: 874-69-11), et 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris (5°), métro Saint-Michel (tél. : 329-66-02.

S.O.S. - 3º AGE De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 ianvier à 0 heure et le dimanche 31 janvier à

Les hautes pressions qui s'étendent sur notre pays rejetteront le courant perturbé sur le nord et le centre de l'Europe : dans l'air doux qui recouvre la France, de belles éclaircies pourront se développer.

24 heures:

Dimanche, la matinée sera généralement brumeuse et nuageuse, à l'exception du pourtour méditérranéen, où le temps sera ensoleillé; l'on pourra observer quelques pluies faibles près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Dans la journée, le temps restera passagèrement nuageux du Nord aux Ardennes, aux Vosges et aux Alpes, où de faibles précipitations se produiront en soirée ; quelques chutes de neige en moyenne montagne.

Sur nos autres régions, de belles éclaircies se développeront ; temps ensoleillé en Méditerranée. Les vents seront modérés, de nord-

ouest dominant. Les températures seront supérieures aux normales saisonnières de 2 à 4 degrés.

La pression atmosphérique réduite an niveau de la mer était à Paris, le 30 janvier 1982 à 7 heures, de 1025,1 milli-

bars, soit 768,9 millimètres de mercure. Températures (le premier chissre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 janvier ; le second, le minimum de la muit du 29 an 30 ianvier) : Ajaccio, 13 et 1 degré ; Biarritz, 11 et 8; Bordeaux, 10 et 8; Bourges, 9 et 8; Brest, 11 et 8; Caen, 11 et 9; Cherbourg, 10 et 7; Clermont-Ferrand, 9 et 7; Dijon, 5 et 4; Grenoble, 5 et 4; Lille, 9 et 9; Lyon, 3 et 3; Marseille-Marignane, 12 et 9; Nancy, 6 et 7 Nantes, 12 et 9; Nice, 13 et 5; Paris-Le Bourget, 10 et 9: Pau, 11 et 7: Perpignan, 12 et 11; Rennes, 13 et 7; Stras-bourg, 3 et 2; Tours, 12 et 9; Toulouse, 10 et 7 : Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 2 degrés : Amsterdam, 8 et

VIE QUOTIDIENNE

**VOUS ET VOTRE ARCHITECTE. -**

Cette brochure est éditée par l'As-

sociation nationale pour l'informa-

tion sur le logement et l'ordre des

architectes: elle donne tous les

renseignements utiles à tous ceux

qui souhaitent utiliser les services

Brochure gratuite disponible

dans l'un des trente-cinq centres

d'information sur l'habitat acréés

par l'ANIL (adresses au

aux directions départementales de

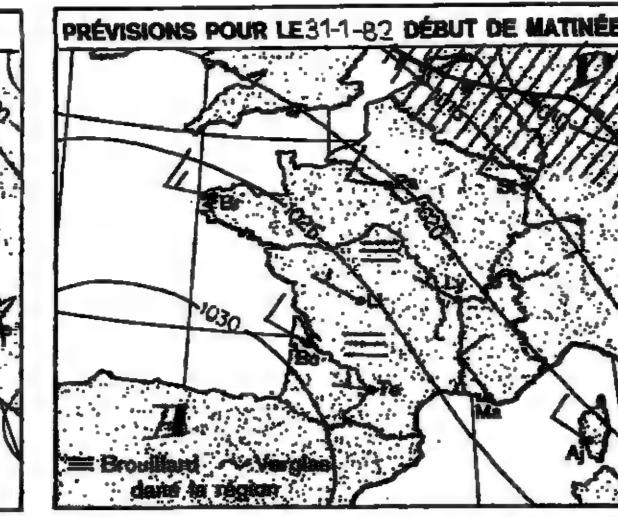
l'équipement, à l'ordre des archi-

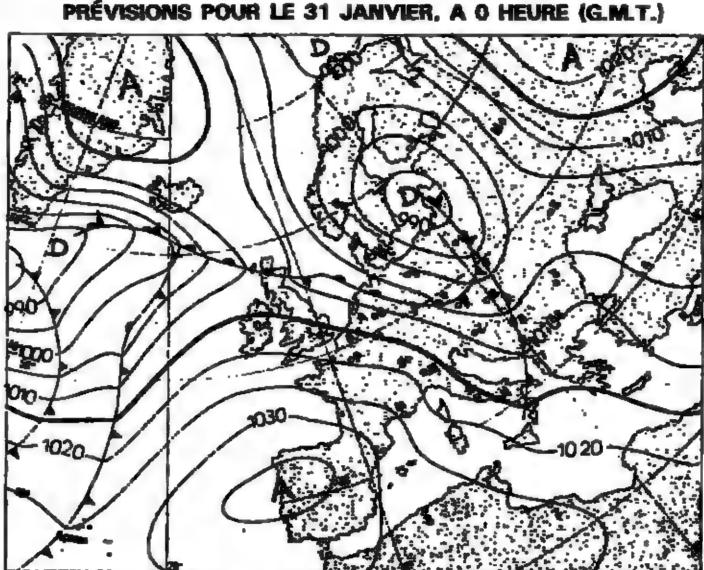
tectes (tél. : 500-96-08) ou à

202-65-95), dans le C.A.U.E.,

d'un architecte.

### **MÉTÉOROLOGIE**





7; Athènes, 11 et 7; Berlin, 5 et 2; Bonn, 6 et 5; Bruxelles, 9 et 9; Le Caire, 19 et 8; iles Camaries, 20 et 16; Copenhague, 3 et - 1; Dakar, 24 et 16 : Genève, 3 et 2 ; Jérusalem, 12 et 2 ; Londres, 11 et 8; Madrid, 13 et -2: Moscou, - 9 et - 12: Nairobi, 30 et

13; New-York, 3 et - 3; Palma-de-Majorque, 12 et 1; Rome, 13 et 3; Stockholm, 1 et - 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

#### **EUROSIGNAL COUVRE TOUTE LA FRANCE**

Avec la mise en service des émetteurs de Rennes, Laval, Le Mans, Tours, Chartres, Caen et Cherbourg, l'ensemble du territoire continental français est couvert par le service Eurosignal

Ce système permet à une personne munie d'un petit récepteur de recevoir un signal déclenché par un appel émis d'un certain nombre de postes téléphoniques ordinaires (de un à quatre postes) et d'être ainsi informée qu'un correspondant la

recherche. Actuellement, le service enregistre deux cent mille appels

chaque mois.

Le prix de l'Eurosignal se arménien». décompose en une redevance men- 19 heures : 62, rue Madame : suelle (65 F par numéro d'appel national, 130 F par numéro international), et l'achat de l'appareil (7 256 F T.T.C.) on sa location (195 F par mois pour un ou deux numéros d'appel, 215 F pour trois ou quatre numéros).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3115 HORIZONTALEMENT

1. Des gens qui connaissent bien le maquis. Il faut du plâtre pour le réparer quand il est cassé. - Il. Nom qu'on peut donner à ceux qui descendent des monarques. Passée à l'huile. - III. Qui se sont donc retrouvés. Echange

de timbres. Article arabe. - IV. Faire un assortiment de couleurs. Parler en maître. - V. Pronom. A laquelle on a donc trouvé ane place. Il y en a cinq. sans compter le bon. - VI. Ont l'habitude de se découvrir quand ils sont tristes. Qui peut donc être considérée comme une découverte. Peut soutenir

tout le quartier. -VII. Utile pour le golfeur. Obtenu. Portait les armes. -VIII. Couverts en bois. Mauvaises affaires. Pronom. -

IX. Symbole pour un métal léger. Héroine de roman. Oui peut mettre dans la gêne. - X. La ramie et la pariétaire, par exemple. - XI. D'un auxiliaire. N'étaient pas négligés par celles qui faisaient tapisserie, -XII. Comme un prénom. Nombre anglais. Saint de Bigorre. -XIII. Bien vrai. Qui n'a donc rien passé. Sans affections. - XIV. Peut être assimilé à un mot d'introduction. Un agrément d'autrefois. En première audition. - XV. Des gens

qui ne sont pas toujours culottés. **VERTICALEMENT** 

1. Des gens qui ont l'habitude de donner des ordres, - 2. Note. Comme certaines nations. Capables de rouler. - 3. Tout un quartier ne lui fait pas peur. Comme les oreilles, quand il y a un matraquage. -4. Fière chandelle. Baba, par exemple. Pris avant de sauter. - 5. Bouclier. Dieux scandinaves. Dans une main où il n'y a pas de poil. Possessif. - 6. Economisé par le dormeur. Empire en grandissant. Qui n'a donc pas bavé. - 7. Une ancienne capitale. Sorte de foire. - 8. Plus on le nourrit et plus il grandit. Evoque un livre qui peut rassembler de grandes signatures. - 9. Sur la Tille. Recommandée à ceux qui ont besoin d'exercices. - Adverbe. - 10. Entre dans le jeu. Procédons à un examen-- 11. Couleur qui s'oppose au blanc. Utile pour ceux qui ont peur des piquires. D'un auxiliaire. - 12. Nom de terre. Utile pour éviter les éclats. - 13. Pour suspendre. Possessif. -14. Se lancer dans les retranchements. Couper avec les dents. Pas des masses. - 15. N'est pas permis quand le régime est sévère. Un gros fromage. Etre allongé. Solution du problème nº 3114

#### Horizontalement

I. Illusions. – II. Noisettes. – III. Nus (cf. sabot); Mie. -IV. Aveline. - V. Ver; Se; La, -VI. Item; Réas. - VII. Ge; Ana. -VIII. Aar; Pilon. - IX. Bues; Rote. - X. Attente. - XI. Essor (cf. chartreux et nonette) : Gel.

#### Verticalement

1. Innavigable. - 2. Louveteaŭ (cf. routier). - 3. Liséré; Réas -4. Us; Ma; S.T.O. - 5. Semis; Np; Tr. - 6. Itinéraire. - 7. Otée; Long. - 8. Ne; Lamotte. - 9. SS; Pas; NécL

GUY BROUTY.

#### PARIS EN VISITES -

LUNDI 1º FEVRIER

Musée des Invalides -, 15 beures,

cour d'honneur, statue de Napoléon. Mme Allaz. « Ile de la Cité », 15 heures, métro Cité, Mme Brossais (Caisse nationale des monuments historiques). « Salons de l'Hôtel de Ville ».

14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Approche de l'Art). « Fastes du gothique », 16, heures, Grand Palais (Mme Caneri). « Ecole des Beaux-Arts », 15 heures 17, quai Malaquais (Connaissance d'ici

et d'ailleurs). « Récits des temps gothiques », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie) « Le Père-Lachaise », 15 heures, en-

trée, boulevard de Ménilmontant (P.-Y. Jaslet). «La peinture flamande du XVe siècle ». 14 h 30, Musée du Louvre (Mme Leblanc). - Le Marais -, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé). - L'île Saint-Louis - 14 h 30.

12, boulevard Henri-IV (Le Vieux-

#### **MARDI 2 FÉVRIER**

« Coulisses de l'Opéra », 13 h 15, vestibule, M= Halot - Bibliothèque nationale -, 15 h, 58, rue de Richelien, M= Allaz. - Musée Galliera -, 15 h, 11, avenue Pierre-1 -- de-Serbie, M == Bachelier.

- Musée Marmottan -, 15 h, 2, rue Louis-Beilly. « Paris mérovingieu ». 15 h. 23. rue de Sévigné, M= Legrégeois « Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, rue quai d'Anjou, M= Meyniel (Caisse na-

tionale des Monuments historiques). - Collection Thysen-Bornemisza -11 h, Petit Palais (M Cancri). « La Bourse », 12 h, métro Bourse (Connaissance d'ici et d'ailleurs). « Temple bouddhique du bois de Vin-

cennes », 15 h, métro Liberté (P.-Y. « Le Marais », 14 h 30, mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé). - Les Halles », 14 h 30, 16, rue

Etienne-Marcel (Le Vieux-Paris) **CONFÉRENCES** 

#### LUNDI 1" FEVRIER

14 h 45 : Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V. Mme O. Boucher: Delphes et son oracle » (Projection). 15 h : 17, rue Fénelon, Père K. Hruby: «Rabbi Aqiba» (Amitié Judéo-chrétienne de France). 17 h et 20 h 30 : 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : . L'Arménie et l'art Alexandre le Grand » (Arcus).

#### MARDI 2 FÉVRIER

14 h 30 : 62, rue Madame : « La technique de la gravure en taille-donce. 15 h : Salle du musée des Monuments français, Palais de Chaillot. M= S. Egler: • La naissance de l'abstraction ».

If you are

ENAMIERS IIIS

1.00 mg/s

7 - 6 - 7

17 h 30 : 18, rue des Batignolles : - Charles V. défi politique et politique de l'art ». 20 h 30 : 5, rue Largillière, M= L. Winckler: • La philosophie de l'histoire au XIX siècle » (Nouvelle

## Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARES - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 **ABONNEMENTS** mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F **TOUS PAYS ÉTRANGERS** PAR VOIE NORMALE 483 F 862 F 1 241 F 1 620 F ETRANGER

BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 522 F 731 F 940 F IL - SUISSE, TUNISIE

(per messageries)

386 F 667 F 949 F 1 230 F Par voie aérieune Tarif sur demande.

Les abounés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérants: Jacques Fauvet, directeur de la poblessia



Reproduction interdite de tous articles. sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 437 LS.S.N.: 0395-2037.

#### BREF

#### **CONCOURS**

SOLIDARITÉ NATIONALE. - Les ministères de la solidanté nationale, du travail et de la santé recrutent, par concours pour leurs services de Paris et de la région parisienne, des agents de bureau dactylographes et des sténodactylographes.

\* Division du recrutement et de la formation permanente, I, place de Foutenoy, 75700 Paris, tel. : 306-78-12, avant le 15 février 1982.

#### LA MAISON

LA TOILETTE ET LE BAIN. - II existe à Paris une fée de la toilette et du bain. Elle a l'œil pour chiner. Dans sa boutique, on trouve des choses anciennes, des reproductions dont elle a l'exclusivité, des créations. Quelques exemples : un étourdissant ballet de houppettes 1925 en cygne. Les figurines en porcelaine sont des danseuses là partir de 160 F). La copie fidèle mais très perfectionnée d'une barbière avec son miroir grossissant. son porte-blaireau, rasoir et savon (1.080 F). Enfin des bouquets d'anıs étoilé anti-moustiques (140 F) et des petits cœurs garnis de clous de girofle à suspendre dans les armoires. Ils sont antimites. Utiles donc, tendres et pas chers (65 F).

\* Beauté Divine, 40, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tel. : 326-25-31.

#### RAPATRIÉS

INDEMNISATIONS POUR BIENS SPOLIÉS. - Le secrétanat d'Etat aux rapatriés indique que, le gouvernement a décidé à titre exceptionnal d'autoriser l'ANIFOM (Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer) « à examiner avec bienveillance les demandes concernant des biens dont la spoliation avait été déclarée avant le 15 juillet 1970 auprès des services d'accueil et de reclassement des rapatriés, des services d'ambassade, des consulats, de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés et du serviçe des biens et intérêts privés du ministère des relations extérieures ».

Les personnes intéressées

#### pourront présenter leurs demandes à l'ANIFOM jusqu'au 1" juillet 1982. \* ANIFOM, tour Mattei, 207, rue de

TOURISME SKI DERNIÈRE MINUTE. - L'Union nationale des centres de plein air (U.C.P.A.) signale true pour les jeunes, entre seize et trentecing ans, il reste encore des places

Bercy, 75012 Paris, tél.: 346-12-34.

dans son centre de Val-Cenis en Savoie. Une semaine, tout compris: 1 050 F. ★ 62, rue de la Glacière, 75013

Paris. Tél.: 336-05-20.

#### En juin prochain **JOURNÉES NATIONALES** DE LA CHASSE ET DE

LA PÊCHE A CHAMBORD Les 19 et 20 juin prochain, auront lieu à Chambord les journées nationales de la chasse et de la pêche. L'ambition des promoteurs de cette manifestation est d'atteindre la renommée du - Game fair - d'outre-Manche, la célèbre foire commerciale de la chasse et de la pêche organisée par l'Association des fermicra et des propriétaires britanni-

qui seront installés face au château, des concours de pêche à la ligne, de tir à l'arc et au fusil, des ventes aux enchères d'objets d'art et des démonstrations de chiens de chasse

31, rue La Boêtie, 75008 Paris, têl. 563-82-80-

A côté des cent cinquante stands

sont prévus. \* Renseignements: A. Becker,

### JOURNAL OFFICIEL-

l'UNSFA (tél.: 544-58-45).

Sont publics an Journal officiel du samedi 30 ianvier:

**UNE LOI**  Complétant le code électoral et relative à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierreet-Miquelon.

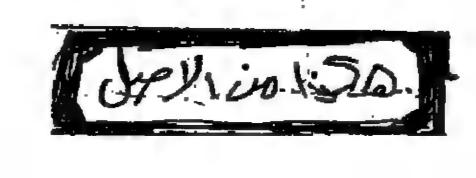
DES DÉCRETS Modifiant le décret du 26 décembre 1967 portant règlement du service de garnison. Relatif au régime des pensions

des ouvriers des établissements industriels de l'Etat. Portant nomination de recteurs d'académie. Portant création du conseil ar-

tistique des musées classés et

UN ARRÊTÉ Relatif à la procédure spéciale d'importation dans les départements d'outre-mer des armes et munitions des quatrième cinquième et sixième categories.

Pour votre 16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30



**AFFAIRES** 

SOCIAL

AU CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES C.G.T. M. Krasucki dénonce « certaines erreurs du gouvernement » et des «forces de gauche qui souhaitent gérer la crise»

M. Henri Krasucici, secretaire confédéral de la C.G.T., qui a participé, à Saint-Etienne, au XVII° congrès de PUnion genérale des fedérations de fonction naires (U.G.F.F.) C.G.T., s'est à nouveau livré à certaines critiques

la retraite à soixante ans, la régledéveloppement du service public, sont autant de mesures positives pour le secrétaire confédéral de la C.G.T., mais il estime que n'ont pas encora été touchés par le changement • le SMIC, pas assez relevé. le pouvoir d'achat, qui a diminue en 1981 — avec des négociations qui a'annoncent difficiles, cette année dans les secteurs public at nationalisé ». M. Krasucki a évogué « l'inquiétude des fonctionnaires sur leurs statuts avec l'application de la loi sur la décentralisation, la Sécurité sociale dul reste aux mains du petronal et de F.O., l'ordonnance gouvernementale sur la réduction de la durée du travall mai faite et dont vont se prévaloir les patrons . Sur tous ces points, la C.G.T. restera terme, « Les engagements doivent être tenus. Nous ne signerons aucun texte comportant un recui du pouvoir d'achat. »

Le rapport d'activité présenté par Mme Thérèse Hirszberg, secrétaire dénéral de l'U.G.F.F., a été adopté jeudi, par 86,38 % des mandats (1.73 % contre et 11.89 % d'abstentions). Auparevant, c'est par 84,12 % des mandats (3,75 % contre et 12,13 % d'abstentions) qu'a été votée une motion sur la Pologne. Calquée sur les positions confédérales, elle n'était pas amendable. Elle demande la levée de l'état de siège .et . l rétablissement des libertés politiques et syndicales, mais pas la liberation des syndicalistes polonais, réclamée pourtant par un certain nombre de congressistes qui souhaitalent une condamnation plus claire par l

#### CONSOMMATION

● Le Comité sur la politique à l'égard des consommateurs de FO.C.D.E. a tenu. à Paris eu château de la Muette, jeudi 28 et vendredi 29 janvier, une de ses reunions plénières annuelles. Les travaux en ont été inaugurés par Mme Lalumière, ministre de la téret que le gouvernement francais porte au renouvellement pour cinq ans de la mission qui est confiée à ce comité par l'O.C.D.E., sa deuxième période d'activité se terminant à la fin de 1982.

De nos correspondants

avec espoir le printemps de Prague en 68 (...). L'U.R.S.S. n'est plus un

déroulait, des militants de l'Union ont dénoncé, à Lille, les méthodes utilisées au demier congrés départemental. précédant le congrès

« Les bornes du tolérable, disentfis. ont été dépassées.... Leurs griefs portent sur quatre points : 1) dans la préparation du congrès. la commission exécutive n'a pas été appelée à 'louer le rôle qui est le sien selon les statuts. Par exemple. J'état de la trésorerie et les conditions de revalorisation des cotisations donnant drolt au vote sont restés sous la seule responsabilité du secrétaire fédéral : 2) la mise en place du congrès : la liste des délégués n'a pas été établie : le secrétaire sortant a voulu imposer la bureau, les présidences de commissions, etc.; 3) vote au congrès de

congrès communiquées à la presse de 2344. Le rapport d'activité 1 011 voix se sont prononcées contre, sì l'on avait voté par mandat il aurait eu 89 voix de chaque côte qualifient donc les chitires donnés à la presse de farfelus. His affirment que huit sections ont voté pour la direction, onze contre, deux s'étant abstenus. Tout réaffirmant leur attachement orientations du quarantième congrès de la C.G.T., ils déclarent que « la direction a tout fait pour éviter que ieu démocratique alle à son

C'est donc quasiment la moitié de fédération des fonctionnaires gation au congrès national de Saint-

PAUL CHAPPEL

et du présent protocole.

de la mairie précise : "- Cele ne

signifie en aucun cas le droit pour

les syndicats de procéder aux

recrutements nécessaires. Le seul

bureau d'embaucha de la mairle est

situé au bureau du personnel. La

sable devent elle. n'a pas l'inten-

tion de se dessalair de son rôle et

de ses responsabilités. Elle na se

sent engagée par aucune initiative

l'initiative de la C.G.T. La C.F.D.T

parle de .: manœuvre démagogique «

F.O. estime - regrettable qu'une

organisation syndicale essaye de

tirer profit des difficultés de ceux

- un espoir qui, pour la plupart des

MICHEL CURIE.

cas, sera hélas décu ...

La C.F.D.T. et F.O. ont condamné

syndicale quelle qu'elle solt. .

A Amiens

#### Le maire communiste s'oppose au bureau d'embauche de la C.G.T.

De notre correspondant

poser à une initiative de la C.G.T. qui avait décidé d'ouvrir un bureau. Après cette mise au point, le texte d'embauche, les 2 et 3 février, dans la cour de la mairle d'Amiens. Les cécétistés estimalent que action necessaire aores le contrat de solidarité passé entre la ville et l'Etat (trente-cing heures d'aide sociale). « La C.G.T. a tout qu'il était de son devoir de particiner aux modalités de recrutament (articia 5 du protocola

Le maire, par l'Intermédiaire de son secrétariat, réplique en faisant connaître la teneur de l'article 5 : tuer conformément aux dispositions statutaires et faire l'objet d'une information aux organisations syndicales. Un groupe de travell se réunira - mensitallement afin de

terme. C'est un mauvais coup contre C.G.T. du Nord qui conteste la délé

et GEORGES SUEUR.

Le groupe japonais Seiko et la Chine vont creer à Hongkong, fin janvier, une société commune d'assemblage de montres et de fabrication de boîtiers. La société qui emploiera cent personnes. commencera ses activités en avril et sa production, pour la première année, est fixée à un million d'unités. C'est la première fois semble-t-il, qu'une société commune est fondée à Hongkons grâce à des capitaux chinois et

de facon permanente à l'intérieur

de leurs gammes de produits les

augmentations accordées. Désor-

mais, les laboratoires ne pourront

plus majorer de plus de 10 % un

produit donné (jusqu'ici des

hausses de 100 % étalent possibles,

à condition d'abaisser à due pro-

portion les tarifs d'autres pro-

duits). Qui plus est, ils ne pour-

ront le faire que le jour de la

tation générale des prix.

flation.

mise en application de l'augmen-

Toutes ces dispositions, indi-

contribuer à la lutte contre l'in-

Le ministre a toutefois proposé

aux laboratoires qui s'engage-

ACCORD ENTRE SEIKO

ET LA CHINE

que-t-on au ministère de

santé, ont été prises afin

raient à embaucher du personne à intensifier leur effort de recherche et à accroître leurs exportations d'aménager leur situation

A COMPTER DU 15 FÉVRIER

Les firmes pharmaceutiques pourront augmenter

leurs prix de 3 %

à compter du 15 février, les prix des médicaments remboursés par la Sécurité sociale. A condition de ne pas réaliser en France un chiffre d'affaires hors taxes supé-rieur à 35 millions de francs, les cidé de retirer aux firmes phar-maceutiques la faculté que leur avait donnée le précédent gouver-« Je suis très amer, a déclaré nement de moduler librement et dicat national de l'industrie phar-

> maceutique. Cette décision montre de la part des poupoirs publics une incompréhension persistante des exigences du développement industriel et économique notre branche. La hausse vient de nous être consentie irréaliste et sans aucune mesure avec l'augmentation rapide nos charges. Par rapport au taux d'inflation, l'évolution de nos prix enregistre en effet le décalage le plus fort jamais connu depuis

Le président du SNIP a par ailleurs dénoncé la remise cause du principe de la modulation totale et permanente. Quant avantages consentis petits laboratoires, on affirme dans la profession qu'ils ne coutent pas cher à l'Etat dans la mesure où ces derniers entrent pour moins de 1 % dans le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique. A toutes ces remarques, M. Ralite, objecte seulement que chiffre d'affaires des firmes phar-

accru en moyenne de 20 % l'an dernier. Ce que nul ne conteste. ANDRÉ DESSOT.

(1) En 1981, les prix des médica-ments avaient été augmentés de 6 % au total, 3,5 % en février et 2,5 % en juillet. Les industriels avaient abandonné 2 % au titre de la pro-

maceutiques françaises s'est

#### ÉNERGIE

une firme étrangère.

### Vers la signature d'un accord sur le gaz entre la France et l'Algérie

près d'aboutir. Dépassant le problème du gaz, M. Giraud et ses interlocuteurs avaient cherché une solution dans l'organisation d'une coopération globale en matière énergétique, l'Algérie envisageant, en contrepartie des ventes de gaz d'acheter à la France ses technologies nucléaires et solaires. Mais en quelques jours les discussions au niveau technique entre Sona-trach et Gaz de France tournaient court de nouveau. On écarte de part et d'autre l'idée qu'il puisse en être de même cette fois-ci, les chefs d'Etat des deux pays ayant conclu lors de la visite de M. Mitterrand à Alger, le 1<sup>st</sup> décembre, un accord poli-tique à ce sujet et ayant chargé leurs ministres des affaires étrangères de conclure avant le 28 janvier. Cette d'a t'e est désormais dépassée, mais M. Cheysson a récemment réaffirmé sa volonté d'en terminer avant la fin du mois; il faudrait donc qu'un accord soit signé pendant le week-end. Une délégation de Gaz de France menée par son directeur, M. Delaporte, devait arriver samedi matin à Alger pour reprendre les conversations avec la Sonatrach. Celles-ci avaient été

(Suite de la première page.)

Il avait fait un voyage éclair

fait, lui aussi, un voyage éclair

à Alger et l'on avait été bien

#### LES PAYS-BAS RÉDUISENT DE MOITIÉ LEUR DEMANDE DE GAZ SOVIÉTIQUE.

interrompues mardi 26 janvier à

Paris, la délégation algérienne

Les Pays-Bas ont décidé de réduire leur demande de gaz soviétique, affirme le Financial Times du 30 janvier. Gasunie, la compagnie néerlandaise de distribution de gaz n'achèterait pas 4, mais seulement 2 milliards de mètres cubes de gez sibérien par an. De plus, la firme gazière a précisé qu'elle n'était pas pressée de signer.

Important producteur de gaz europeen, ce pays prépare cependant l' « après - Groningue » (région du principal gisement de gaz nature!), en charchant à acheter du gaz à plusieurs fournisseurs. Mais la stratégie des Pays-Bas est, de ce fait, différente de celle des pays fortement dépendants des importations comme la France, l'Italie ou la Belgique. L'amertume des Néerlandais de n'avoir pu obtenir tiques pourrait aussi expliquer

ayant décidé de regagner Alger pour demander des instructions à son gouvernement. Les Aigériens resteralent très réticents devant la formule proposée par la France de constitution d'un fonds de développement alimenté par des contributions venant en complément du prix du gaz qui resterait dans les limites actuelles du marché international. Mais les Algériens, qui sont engages dans des négociations avec d'autres parte-naires et notamment avec l'Italie, veulent obtenir de la France un prix indiscutable qui soit opposa-ble à tous leurs autres clients. A Rome, on attend en effet que Paris ait signé pour reprendre avec l'Algérie des discussions qui sont interrompues depuis plusieurs mois. L'enjeu est de taille puis-que l'Algèrie est en mesure de livrer 12 milliards de mêtres cubes de gaz par an à l'Italie par un gazoduc passant par la Tunisie et la Sicile dont la construction est terminée depuis un mois.

certaine irritation devant la lenteur de ces négociations, le ton commence à monter. Commentant ces derniers jours l'achat par la Grande-Bretagne d'une car-gaison de G.N.L. au prix record de 6.10 dollars le million de B.T.U., la presse, qui ne cachait pas sa satisfaction devant ce succès, le mettait en parallèle « avec le chantage politique qui dissi-mule mai les vellètés néocoloniales de certains partenaires potentiels de l'Algérie ». Dans certains milieux économiques français, on s'interroge cependant sur le sens de cet achat spot de gaz algérien par la Grande-Bre-tagne, elle-même productrice de ce produit dans la mer du Nord et qui a donc tout intérêt à faire monter les prix, et où l'on y voit comme une mauvaise manière à l'égard de Paris.

A Alger, où se manifeste une

DANIEL JUNQUA.

#### CONJONCTURE

#### LA BALANCE COMMERCIALE A ÉTÉ DÉFICITAIRE DE 59 MIL-LIARDS DE FRANCS EN 1981.

ait été observé en 1981, après ceux de septembre (- 8,5 millards) et augmentation de 5,3 % par rapport

Après correction des variations salsonnières, le déficit des échanges extérieurs a représenté 7 895 millions de francs. Les importations ont atteint 59 159 millions, an augmentation de 3,1 % par rapport à novembre et de 25 % par rapport à décembre 1980. Les exportations ont représenté 51 264 millions, en hausse de 1.1 % en un mois et de 18,4 % en un an. Le taux de couverture s'est établi à 86.7 % contre 88.4 % en novembre et 91.5 % en décembre 1981.

Pour l'ensemble de 1981, la balance commerciale s'est soldée par un déficit de 59.1 milliards de francs. voisin de celui enregistré en 1980 (- 62 milliards). Les Importations ont représenté 635.7 milliards, en augmentation de 15,4 %, et les exportations 576,6 milliards de francs, en progression de 17.5 %. Depuis 1973. les échanges extérieurs n'ont été excédentaires qu'en 1975 (+ 6.8 milllards) et en 1978 (+ 2,7 milliards). lis ont élé déficitaires en 1974 (-20 milliards), en 1976 (-22,8 mll-(lards), en 1977 (- 13,6 milliards), en 1979 (-- 13.3 milliards) et en 1980.

Cependant, la balance des palementa courants a enregistré en 1981 un déficit de 42.6 milliards de francs. plus élevé que celui observé en 1980 (-33.1 milliards). Le déficit commercial-a - en termes de balance des palements — atteint 48.2 milliards. En matière de transferts unilatéraux. le solde négatif a été de 23,3 milliards (- 17,6 milliards en 1980). alors que les services ont dégagé un excédent de 30.1 militards, moins Important que celui enregistré en 1960 (+ 35,2 mHllards).

#### **AGRICULTURE**

UNE TRÊVE APRÈS L'ARRÊT TEMPORAIRE DES IMPORTA-TIONS DE VINS ITALIENS.

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Le rassemblement des viticulteurs à Béziers s'est déroulé sans incident, vendredi 29 janvier après-midi. La manifestation a rassemblé moins de deux mile manifestants, plus désenchantés que virulents.

La veitle, des envoyés du gouvernement avaient annoncé à la préfecture de l'Hérault un arrêt temporaire des importations de vins italiens, gul avait fait baisser la tension sans pour autant entraîner l'enthousiasme. «Le gouvernement s'est engagé à suspendre pendant deux ou trois semaines les importations », a déclaré M. Huillet, porte-parole du comité d'action viticole. - Concrètement, cela veut dire que les achais vont reprendre, que les prix vont remonter. C'est ce que nous voullons, a Autourd'hui, a-t-il conclu, nous proclamons une trêve, mels une trêve n'a jamais algulité la fin de la

En fin de rassemblement, les manilesiants, avec leurs dirigeants et les élus politiques, ont « contrôlé » les chais des magasins généraux et vidé huit cuves contenant un vin non identifié. - R. B.

EXCLUSIVITÉ DE VENTE

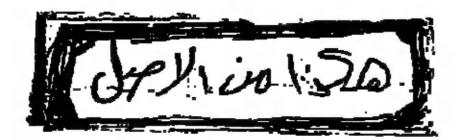
(Économie d'énergie) Nous cédons l'exclusivité de la vente d'un nouvel article

répondant à un besoin extrémement Important sur le marché. COMPANE INNOVATIONEN G.M.B.H. Bayerischof 17 D-8481 Krummenaab, Telex: 63844

Nous exposons du 3 au 10 février 1982 à l'Exposition Internationale d'Architecture de Hanoyre Hall 4, Stand 1310, téléphone : (0511) 89-59-23

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





## CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

### L'euromarché

### Accueil favorable à l'emprunt de Gaz de France

d'un emprenteur public du secteur français depuis un essez long temps, mais c'est aussi le premier emprunt à coupon zero venant d'un risque souverain, le premier qui soit offert cette année par un débiteur autre qu'une société américaine du secteur industriel ou bancaire. Le Gaz de France (GDF.) a en ellet décidé de lancer une euro-émission sans coupon d'un montant nominal de 150 millions de dollars et d'une durée de dix ans. A un prix de 28,82, c'est-à-dire de 288,2 dollars par euro-obligation. A échéance chacune d'entre elles sera remboursée 1 000 dollars, soit un gain en capital de 711,8 dollars par titre, ce qui représente l'équivalent d'une rémunération annuelle de 14,50 %.

L'opération est dirigée par le Crédit commercial de France et un petit groupe d'euro-banques dont une américaine, deux belges, une allemande et une japonaise. Ce consort;um a l'avantage de refléter assez exactement les circonscriptions géographiques à l'intérieur desquelles se placent les transactions sans coupon. Trois autres opérations de ce type ont été annoncées cette semaine pour un total de près de 1,3 milliard de dollars, ce qui porte à dix-sept le nombre de celles lancées en l'espace de trois semaines, représentant un volume nominal global proche de 4 mil-

liards de do:lars. La General Electric est tout d'abord venue offrir 600 millions de dollars en deux tranches. touter deux procurant des rapports annuels identiques de

On en parlait depuis longtemps.
On l'attendait depuis le début de l'année. Elle est enfin là, et c'est un prix d'émission de 200 millions est sur dix ans avec lité de la France qui est mise en l'année. Elle est enfin là, et c'est un prix d'émission de 200 millions est c'est la crédibilité de la France qui est mise en lité de la France qui est mise en jeu sur la scène internationale. Ceci parait expliquer la relative sur onze ans avec un prix de générosité de la rémunération térêt autre que variable de la part 22,80. La prestigieuse General offerte par G.D.F. Malgré le fait Electric dont les apparitions sur le marché international des capitaux sont très rares, bénéficie. avec un « A.A.A. » de la plus haute qualification attribuée outre-Atlantique à la dette d'une société. Inutile de sou gner l'intérêt énorme souleve par un débiteur de cette classe dont le papier s'est enlevé dès l'annonce de

Signe encourageant

Par la suite on e pu assister à un retour de Caterpillar qui devant le succès de sa dernière émission à coupons zéro, une dizaine de jours auparavant, est revenu proposer 140 millions de dollars d'euro-obligations d'une durée de douze ans. Celle-ci va être (mise à 19,94 pour donner un rendement équivalent à près de 13,44 % par an. La dette de Caterpillar est classée « A.A. » par les agences américaines, soit à un niveau juste au-dessous de celui de General Electric. Enfin. presque en même temps que le Gaz de France, l'américaine R.J. Reynolds a fait part de son intention de lever 400 millions de dolkars sur dix ans à un prix de 25,50, soit l'équivalent de 14,65 %

L'émission de Gaz de France qui est garantie par la République française est un test. Le montant réel d'argent frais qu'entend drainer G.D.F. le démontre puisqu'il ne va guère audelà d'un modeste 43 millions de dollars. Simultanément. l'emprunteur s'est montré prudent puisque du fait de la garantie

la France bénéficie elle ments, d'un mirifique « A.A.A. », le Gaz de France a accepté de payer 0.11 % de plus par an que General Electric dont la qualification est la même, et 0.06 % de phis que rapporte l'emprunt Caterpillar, débiteur dont la qualification est inférieure à celle des

deux autres.

Ce n'est certainement pas de gaieté de cœur que la France s'est résignée à se mettre d'ellemême au rang d'une société industrielle américain de seconde classe. Ce faisant, elle a toutefois fait preuve d'un réalisme courageux parce qu'il vaut mieux assurer le auccès d'un emprunt international, fut-ce en acquittant une légère prime, que de courir le risque d'un échec dont les conséquences pourralent s'avérer dramatiques. Le choix des conditions a du reste été bon, La réaction du marché vis-à-vis de l'emission du Gaz de France a été d'emblée extrêmement positive. Vendredi, elle s'est traitée sur le « marché gris » à 25.0-25,40, ce qui est des plus enconrageant.

En décidant d'aborder le sec-

teur des euro-emprunts à conpons zéro, le Trésor français, dont l'approbation préalable est nécessaire à toute transaction internationale, a passé outre au risque de changes assez considérables que comporte ce type d'instrument. L'aurait - il pris pour 500 millions de dollars de valeurs nominales alors que dans le cas de Gaz de France le risque est limité du fait même du montant relativement faible de l'opération ? Ou bien dispose-t-il d'une boule de cristal l'assurant à l'encontre des augures, que les débiteurs français drainant des capitaux en dollars n'auront pas à échéance à débourser plus qu'on ne l'espère actuellement? Il est vrai que lorsqu'on est contraint d'emprunter beaucoup sur une période donnée, ce qui est le cas actuellement pour la France, les choix sont restreints et le recours au dollar inévitable. En tout état de cause, il est plus sage de commencer le plus tôt possible et le marché des eurocapricieux pour l'instant, celui des euro-émissions à coupons zéro

Depuis le début de l'année, on évalue généralement à plus d'un milliard de dollars en valeur réelle le montant d'euro-obligations à coupon zéro achetées par les investisseurs japoneis. Ceux-ci se ruent sur ce type de papier parce qu'à partir de 1984, le goule système dit de la « carte verte » afin de restreindre les abus que permet actuellement une faille dans le système fiscal de l'empire du Soleil-Levant. Les contribuables nippons disposent chacun dans la limite de 3 millions de yens, d'une exemption d'impôt sur un certain nombre d'opérations dont précisément les transactions obligataires.

## 75 à 100 millions de florins

Afin de multiplier ces avanpar rapport au même trimestre | tages, les Japonais utilisent non | seulement l'identité de leurs enfants, de parents éloignés et tous autres cousins à la mode de Bretagne, mais ont également réinventé apparemment la technique des « âmes mortes ». Pour mettre fin à ce qui est pratiquement devenu une evasion fiscale portant sur près de 90 milliards de yens alors que l'épargne particulière totalise 300 milliards, le gouvernement aurait laissé filtrer son intention d'introduire une réglementation nouvelle sans attendre 1984 et la « carte verte » destinée à identifier physiquement les utilisateurs de l'exemption fiscale de

3 millions. Il est intéressant de noter que terme. La semaine dernière, les Regan, secréta,re au Trésor, s'en nal (S.D.R.) avaient réusel à DENREES. - New-York (en cents) trouver 100 millions de florins aux la croissance de la masse monépar ib : sauf pour le cacso en Pays-Bas dans le cadre d'un crè- taire en 1980 et 1981. Il ajoutait dollars par tonne) : cacao, mars, dit bancaire privé à très longue que le gouvernement souhaitait, 1'985 (2 116); maj, 2 005 (2 115). sucre, mars, 13.51 (13.60); mai, échéance, c'est-à-dire d'au moins effectivement un ralentissement vingt ans. Cette semaine, c'est au de la croissance de cette masse, 13,68 (13,80); cafe, mara, 147.75 (138.30); mai, 136.50 (129.90). - tour de la Caisse centrale de co- mais que le Fed n'avait pu à notre confrère le Handels Blatt Landres (en livres par toone) : opération économique (C.C.C.E.) contrôler les énormes variations que la baisse des taux était plus 75 millions de florins. Est atten- a entraîne les intérêts à la 178,75 (179,55); café, mars, 1218 (1 134): mai, 1 182 (1 148); cacao. due au cours des prochains jours hausse n. mars, 1 180 (1 219); mai, 1 167 et maintenant une opération de (1 199). - Paris (en france par la S.N.C.F. sous la forme d'un emprunt à très long terme de quintal) : cacoo, mars, 1259 (1 315) : mai, 1 285 (1 315) : café. mars, 1317 (1270); mai, 1300

CHRISTOPHER HUGHES.

sions euro-obligataires à coupons | masse monétaire annoncé huit fin de semaine. C'est 2,6 milliards et « que tout allait rentrer dans

Les devises et l'or

indicateurs

restrictive.

### Hésitations sur le dollar - Raffermissement du métal

semaine, l'indice global

dollar se raffermit, car les opé-

rateurs en déduisent que toute

atténuation de la récession auto-

risera les autorités monétaires à

ne pas assouplir leur politique

Donc les taux resterait élevés

ce qui dopera la devise améri-

caine. Mais si les mêmes opéra-

teurs, examinant de plus près

l'évolution des indicateurs eux-

mêmes, constatent qu'une partie

de la progression est due à celle

de la masse monétaire et des taux

d'Intérêt, ce qui laisserait à pen-

ser que la reprise économique

n'est pas pour demain, ils tablent.

alors, sur une détente des taux,

et, le dollar baisse. C'est ce qui

dont les variations ont rythme d'abord flamber, puis retomber, pour se raffermir et enfin fiéchir à la veille du week-end, au milieu des hésitations des milieux financiers internationaux. Ces derniers se demandent si

ces famaux taux américains monteraient vraiment, comme ils montèrent vraiment comme ils l'escomptaient au départ (voir en rubrique « Marché monétaire »), ou si, au contraire, la tendance n'est pas à la stabilisation, voire à la détente, si mince soit elle. Ce genre de réflexion, s'il se poursuivait, conduirait immanouablement au repli du dollar, sans excès néanmoins, tant est puissant actuellement l'attrait qu'exerce le « billet vert » pour toutes sortes de raisons. Parmi celles-ci. figurent les pre-

LES MONNAIES DU S.MLE.\*:

DE LA PLUS FORTE

À LA PLUS FAIBLE

janvier

-2,00-

Systime manttare european

s'est produit à la veille du weekend et pourrait continuer en début de semaine prochaine. De son côté, le mark allemand. si déprime qu'il soit par rapport à un dollar tout puissant, accumule un potentiel de hausse. Non seulement l'excédent de la balance commerciale de la R.F.A. est passé, en décembre, de 3,9 milliards de marks à 5,1 militards de marks, soit 27,9 milliards de marks pour toute l'année 1981

mières indications d'une possible encore le même mois de décembre reprise de l'économie des Etats- a enregistré le plus gros excé-Unis, avec des implications assez dent de la balance des paiements ramené de 29.8 milliards de marks en 1980 à 17,5 milliards en 1981. Si ce mouvement continue, le mark va être, un beau jour, emporté par un mouvement de hausse irrésistible, qui soumettra le Système monétaire européen à

> rude épreuve. Au sein de ce système, pour l'instant, le florin reste toulouts en tête talonné par le franc francais et la lire italienne le mark remontant lentement et le franc belge se retrouvant en queue. comme d'habitude (voir notre graphique).

A Tokyo, le yen s'est affaibli par rapport au dollar, à moins que le dollar ne soit renforcé par rapport à la monnaie japonaise. Toujours est-il que le « billet » vert a commencé, en fin de semaine, par dépasser sensiblement 230 yens, pour retomber un pen en dessous de ce niveau grâce aux interventions massives de la Banque du Japon.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a décollé assez franchement du seuil des 370 dollars, dûment « testé » en dernier temps, pour s'élever assez sensiblement au-dessus de 380 dollars et terminer la semaine à 335 dollars contre 8,9 milliards en 1980, mais environ - F. R.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 AU 29 JANVIER

		tts/érteure	donne	ocus de		tarne pro	loedente.	
PLACE	Urre	\$ EU.	franç français	Franc saisse	D. stark	Franc Deige	Florie	Lire Italiess
New-York	1,8840 1,8700		16.9995 17,0357	54,2299 53,7056	43,2619 42,3369	2,5329 2,5516	39,4011 39,5647	0,0808
Parts	11,6826 19,9769	5,8825 5,8700		319 315,25	254,48 254,38	14,8999 14,9783	231,77 232,34	4,745 4,747
Zarick	3.4740 3.4819	1,8440 1,8620	31,3479 31,7298		79,7750 89,6933	4,6707 4,7512	72,6556 73,6696	1,487 1,50\$
Prancfert .	4,3548 4,3150	2,3115 2,3075	39,2958 39,3112	125,35 123,92		5,8548 5,8879	91,0756 91,2957	1,864 1,866
Braxelles	74,3803 73,2853	39,48 39,1900	6,7114 6,6763	21,4099 21,0472	17,8798 16,9837	_	15,5556 15,5054	3,185 3,169
lusterdan	4,7815 4,7264	2,5380 2,5275	43,1462 43,0403	137,635 135,74	109,54	6,4285 6,4493		2,9476 2,9440
dilan A.	2 335,E1 2,312,25	1 239,50 1 236,50	210,71 210,65	672,18 664,07	536,23 535,86	31,3956 31,5514	488,37 489,21	
ekyo	430,02 424,86	228,25 227,20	38,8018 38,7056	123,77 122,92	98,7454 98,4615	578,14 579,73	89,9339 89,8911	9,1841 0,1837
A Pa	ris, 100 j	ons étale	nt cotés	le vend	redi 29	janvier,	2,5772 F	contre

### Les matières premières

TUTQIE.

mondiale.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(209-210).

### Hausse des métaux - repli du cacao

l'évolution des taux d'intérêt outre-Atlantique, les nouvelles réductions de production décidées par plusieurs grandes sociétés exploitantes de métaux non ferreux, ont exercé une influence déterminante sur les différents

marchés. Mais la revalorisation timide de certains prix résulte plutôt de pratiques malthusiennes que d'un espoir prochain d'amélioration sensible de la conjoncture.

METAUX - Le cuivre a confirme, mais de façon toutefois peu sensible, sa reprise précédente au Metal Exchange de Londres. Pour la seconde semaine consécutive les stocks britanniques de métal ont diminué revenant à

125 675 tonnes. Les cours de l'étain se maintiennent à des niveaux élevés dans l'attente des résultats de l'enquête menée sous les auspices du président de la bourse des métaux. Sensible reprise des cours du zinc à Londres malgré l'augmentation de 10 % des stocks européens en l'espace d'un an. Cet élément a été relégué au second plan en raison des nouvelles réductions d'activités appliquées par différents producteurs notamment en Allemagne (- 20 %). dans d'autres pays européens et en Amérique du Nord. La grève qui paralyse depuis plus de sept mois une mine irlandaise se pour-

Raffermissement des cours du plomb à Londres stimulés par la majoration de 2 cents par livre du prix de leur métal par les producteurs américains. Les négociants s'attendent à une reprise de l'utilisation de métal en raison des demandes plus importantes des fabricants de batteries.

Lègère progression des cours

la première fois depuis six ans. flicht de 2.6 % revenant à La réduction de 50 % de la mée à 10 millions de tonnes.

METAUX. — Londres (en sterling

par tonne) : cuivre (high grade)

comptant 873,50 (851) à trois mois

900.50 (877.50); étain, comptant,

8 650 (8 680), a trois mois, 7 970

(8 010); plomb, 367 (347,50); zinc.

464 (433.50); aluminium, 601.50

(591,50); nickel, 3 070 (3 090); ar-

gent (en pence par once troy).

439.50 (423.50), - New-York (en

cents par livre) ; culvre (premier

terme), 72,20 (71,30); argent (en

dollars par once), 8,30 (7,95); pla-

time fen dollars par once), 369

(357,50); ferrallie, cours moyen

en dollars par tonne), inche

(84.50) : mercure (par boutellie de

76 lbs), 360-395 (395-410). — Pe-

nang : étain (en ringgit par kilo).

par livre), coton, mars, 65,13

(64.45) ; mai, 67.14 (66.27). - Lon-

dres (en nouveaux pence par

kilo) : laine (pelgnée à sec), mars,

369 (368); jute (en livres par

tonne) : Pakistan, White grade C.

inch (265. - Roubalx ten francs

CAOUTCHOUC. - Londres (en nou-

venuz pence par kilo) : R.S.S.

(comptant), 51,60 - 51,70 (51,20 -

31,50). — Penang (en conta des

par kilo) : laine, 42.60 (41,90).

TEXTILES. - New-York (en cents

35 (34,50).

production de nickel d'une unité d'Inco en Indonésie a tout fuste permis de soutentr les cours à Londres. Le marché aurait été plus sensible à une reprise de l'activité dans le secteur de la sidé-

CAOUTCHOUC. — Fluctuations restreintes des cours naturel sur les différentes places Les achais du directeur du stock régulateur ont déjà porté sur 68 500 tonnes. Ils vont se poursuivre, et, il pourrait être encore retiré du marché 32 000 tonnes. DENREES. — Les cours du sucre ont peu varié. Certes, la production de betteraves en U.R.S.S. sera en diminution de 30 % selon certaines estimations en raison de mauvaises conditions climatiques Mais un tel facteur est éclipsé par la perspective d'une abondante récolte

Repli des cours du cacao qui n'ont pu consolider leur avance récente. Les pays producteurs ont accepté de doublet leur contribution en la portant à 2 cents par livre pour accroître les réserves financières du stock réguiateur. Le directeur du stock est habilité désormais à négocier un emprunt de 75 millions de dollars. En Grande-Bretagne, les broyages de fèves du dernier trimestre se sont accrus de 29 % de 1980, confirmant ainsi la proaressian de la consommation déja enregistrée dans d'autres paus européens et aux Etats-

CEREALES. — Effritement des cours du ble sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale est évaluée par le Conseil international du blé à 457 millions de tonnes, sott 3 millions de tonnes de plus que lors de la précédente évaluation. Elle est supérieure de 12 millions de tonnes à la récolte de 1980 et de 6 millions de tonnes au niveau record atteint en 1978. La diminution en U.R.S.S. est esti-

Détroits par kilo), 207,50 - 208,5

(1.262); sucre (en francs par

mal, 2011 (2027); tourteaux de

soja : Chicago (en dollars par

tonne), mars, 193,5 (190,60); mai,

196.7 (192.60). - Londres (en

livres par tonne), février, 140

"EREALES. - Chicago (en cents

nar boisseau) : blé, mars, 377 1/4

(379 1/2); mai, 392 1/4 (390 1/2);

mais. mars. 274 3/4 (272); mal.

Indices. - Moody's 1 010,30 (1 006,90) ;

(135,90); avril, 133,30 (134,30).

286 1/2 (282 1/4).

Reuter, 1633,6 (1631,1).

: mars, 1985 (1930):

dans les antres secteurs, un certain nombre d'emprunteurs francais continuent de drainer discrètement des capitaux à long sociétés de développement régio- prenait très vivement à l'action l'ordre de 75 à 100 millions de

chiffre s'est glissée dans la dernière chronique (le Monde des 24 - 25 janvier) de Christopher Hughes consacrée à l'Euromarché Il était écrit par erreur au premier paragraphe que six émiszéro « totalisans 26 milliards de dollars > avaient été lancées en qu'il fallait lire.

## Le marché monétaire et obligataire

2.5836 F le vendredi 22 janvier 1982.

### Maison Blanche contre Fed

taux, le ministre avançait :

étaient prises. En premier lieu,

quand les Etats-Unis publient,

chaque semaine, des statistiques

monetaires, qu'ils les assortissent

de commentaires appropriés. En

second lieu, qu'ils interviennent

limiter les dégats, »

sur les marchés des charges pour

Si ce deuxième vœu n'apparaît

guere exaucé, le premier a

peut-être reçu un commence-

ment d'execution. En tout cas,

outre-Atlantique et ailleurs, la

déclaration de M. Volcker rela-

tive à la stabilité du teux d'es-

compte a produit son effet, et,

en fin de semaine, les taux sur

le marché de l'eurodollar avaient

fléchi de 1 % i 1 1/2 %, entraî-

nant avec eux la monnaie amé-

ricaine. Quant à la fameuse

masse monétaire, elle a augmenté

de 400 millions de dollars, du

moins s'il n'y a pas de révision.

en attendant qu'un reflux aux

Etats-Unis permette de poursui-

vre le processus de détente

amorce à grand-paine. Le minis-

tre allemand de l'économie,

M. Otto von Lambsdorf, a déclaré

importante que la mise en place

d'emplois, ardemment réclamé.

contentée d'alimenter le marché

au taux inchangé de 14 3/4 %, et

le loyer de l'argent au jour le jour

s'est maintenu aux environ

rendements du marché secon-

daire (en Bourse) sont restés

stables: 16.06 % contre 15.99 %

pour les emprunts d'Etat à plus

de sept ans, 15,86 % contre

15,88 % pour ceux à moins de . sept ans, 16,50 % contre 16,53 %

pour les emprunts du secteur

Les émissions à taux variable

pour ceux du secteur prive.

Sur le front des obligations, les

En France, c'est le statu quo.

Banque de France s'est

d'un programme de

En Europe, on piaffe toujours

700 millions...)

Il s'est passé des choses bien intéressantes cette semaine sur le front des taux d'intérêt aux vernement nippon va introduire Etats-Unis, où se livre un combat feutré entre le gouvernement et les autorités monétaires, ou plus précisément la personne de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale (Fed).

En début de semaine, l'annonce d'une nouvelle augmentation de 700 millions de dollars de la masse monétaire, alors que l'on espérait une forte contraction (3 à 4 milliards) après l'explosion de la semaine précédente (plus de 10 milliards de dollars), poussait à la hausse l'ensemble des taux et également le dollar (voir en rubrique Devises et or). Tout le monde, à l'étranger comme aux Etats-Unis, s'attendait que le FED durcisse à nouveau sa politique, avec, pour conséquence. une montée des taux, déjà anticipée par plusieurs banques pour leurs avances aux courtiers de

Well Strett (Broker's Loans). M. Voicker, le hundi, rejetant, par avance les critiques de la Maison Blanche, réaffirmait que tout assouplissement serait dangereux et assurait que la hausse du taux était provoquée essentiellement par la crainte d'une ponction accrue du Trésor sur les marchés pour financer un déficit budgétaire grandissant. Sa conclusion était : « Il faut augmen-

### Deux pefifes précautions...

ter les impòts, »

Le surlendemain, M. Donald du Fed, qualifiant d' a erratique » lever de la même manière des agrégats monétaires, « ce qui

> Il ne manquait pas, toutefois, de préciser que la Maison Blanche ne demanderait pas la démission de M. Voicker, inamovible par statut.

> Entre-temps, toutefols, M. Volcke. avait fait sensation en révélant, fait absolument exceptionnel, qu'il n'était pas question de relever le taux d'escompte officiel dans les circonstances présentes, comme la rumeur en a ait cours. De plus, il déclarait que le brutel gonflement de la jours plus tôt résultait de facteurs e passagers ou saisonniers » Pordre n. (On murmurait, par

ailleurs, qu'une erreur s'était glissée dans les chiffres rendus pour plusieurs raisons. Tout publics à la veille du week-end, d'abord, l'incertitude continue à et que le la masse monétaire régner sur l'évolution des taux à avait diminué de 5 milliards de long terme en 1982, et l'indexadollars et non augmenté de tion constitue un bon garde-fou au cas où la tendance se récrienterait à la hausse. Ensuite, le Les propos de M. Volcker public dispose d'abondantes disrépondaient étrangement à ceux ponibilités et ne peut plus les que lui avaient tenus, le dimanche 17 janvier à Versailles, les orêter sur des comptes à terme dans des conditions avantageuses : ministres des finances européens. la sévère limitation édictée le M. Delors, s'exprimant le mardi suivant devant l'Association des 4 septembre dernier l'en empêche. journalistes économiques et En conséquence, il se rue sur les financiers (AJEF), en avait fonds communs de placement (130 actuellement) et les nouvelles donné une idée. Evoquant les SICAV de trésorerie qui apparaissoubresauts du dollar et des sent presque chaque jour, dont a Nous pourrions vivre un peu l'approvisionnement se fait pour une bonne part en emprunts à mieux si deux petites précautions

ماني. مناسبة عدد

And the second s

4640

-----

#### Les émissions à taux fixe peu recherchées

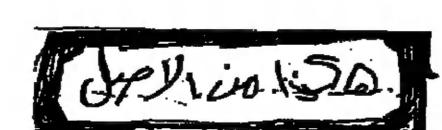
aux variable.

Quant aux émissions à taux fixes, elles sont toujours aussi pen recherchés, que se soit par le public (pour les raisons exposées ci-dessus) ou par les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance et caisses de retraite), déjà ponctionnés, à la fin de 1981, par l'emprunt UNEDIC de 2 milliards de francs à elles réservé. L'emprunt de 1,5 miliard de francs de la BF.C.E. à 16,90 %, lancé la semaine dernière, continue donc à se placer aussi mal, tandis que le Crédit national se prépare à solliciter le marché pour 2 à 3 milliards de rancs, probablement à 16,90 %.

Entre-temps, la DIAC (filiale. de la régie Renault, spécialisée dans les crédits à la vente d'automobiles) aura appelé 500 millions de france à taux variable indexé sur le taux moyen des obligations garanties (T.M.O.).

De son côté, la Compagnie marché, cette semaine, une nonvelle formule. Pour son emprunt de 650 millions de francs é 16.90 % nominal sur dix-huit ans. elle offre des options de remboursement anticipé à la fin des septième, dixième et onzième années, soit au gré du porteur, au pair avec une penalité (réduction du dernier coupon payé), soit au gré de l'émetteur, avec une prime de remboursement décroissante. C'est dire à quel point l'imagination des émetteurs va se donner libre cours cette année afin d'entretenir ou de réveiller l'appétit 120 à 150 milliards de francs que festin de Balthazar ne se public et 17,56 % contre 17,52 % termine par une indigestion.





# - Raffermissement du métal

menétaire et obligataire

Blanche contre Fed

## Les «difficultés» d'Elf-Aquitaine

Décidément, les compagnies pétrollères présèrent la penurie à l'abondance. Ainsi 1921 a-t-elle été pour Elf-Aquitaine a une année de crise » : le groupe se trouve avec plus de pétrole qu'il ne peut en écouler. « Pris en tenaille entre des prix à la production « politiques ». car liés aux décisions de POPEP, et des prix à la distribution fixés par les ponvoirs publies n, comma l'affirme M. Chalandon, Elf-Aquitaine a subi une parte économique dans le raffinage de 3 milliards de F. Avec un chiffre d'affaires

consolidé de 112 milliards de france, une marge brute d'autofinancement de 14 milliards (dont 9,8 à Pétranger) et un bénéfice net de 3,5 milliards (en diminution de 40 % par rapport à 1989), le groupe ne se porte toutatois pas si mal dans une conjoncture aussi noire. Pour s'adapter à un avenir incertain, le maître mot de M. Chalandon c'est a la sonplesse ». St d'abord celle que dolvent laisser les pouvoirs publics à l'entreureneur. En Allemagne fédérale — pays de la libre entreprise - la filiale d'Elf - Aquitaine n'est-elle pas parvenue e à réduire à pen de chose a ses pertes du raffinage par une forte réduction du traitement des bruts et une rationalization de son réseau de distelbution?

Dans le commerce du brut. « il faut savoir sacrifier des pays trop chers a (or il s'agit souvent de pays producteurs avec lesquels la France dispose de contrate d'Etat à Etat) et réduire la part des contrats à

long terme dans l'approvisionne-. ment national Sur le marché intérieur, si la formule de prix actuellement mise an point (e le Monde » du 26 janvier) est un « progrès » puisqu'elle tranférera l'initiative vers les entreprises, cela ne « réglera pas pour autant la situation a. Alignés sur les cours européens, les prix des produits petrollers continueront, affirms M. Chalandon, d'âtre insuffisamment rémunérateurs. En revanche, pour les investissements dans le raffinage - contrepartie de la formule - il faut être prudent e tant dans le cholx que dans le timing ». Malgré ses difficultés, Elf-

Aquitaine va continuer d'investir de 18 à 20 milliards de france, principalement dans l'exploration production. Après avoir, par les découvertes de 1981, plus que remplacé la production de l'année, trois découvartes importantes en janvier 1982 laissent espérer une année exceptionnelle. Soutieux de ne pas déplaire, M. Chalandon a approuvé du bout des lèvres un contrat

gazier franco - soviétique qu'il reprochait naguere à M. Girand. Mais II a mis en garde contre l'attribution à l'Algérie d'un prix trop élevé, qui risquerait d'entraîner l'ajournement de projets de liquéfaction dans d'autres pays d'Afrique. Resffirmant, enfin, que Texas-

gulf - l'acquisition américaine de 1981 - était une bonne affaire, le président d'Elf-Aquitaine a précisé qu'il ne transférerait pas d'argent de France · aux Etats-Unis en 1982. - B. D.

coupon de

#### Valeurs à revenu fixe ou Alimentation

indexées ·	29 Ja
a remontée du linget d'or de dilo (+ 3,8 %), qui s'est traité 72 800 F à la veille du week- a provoqué une assez forte	Beghin-Say
29 janv. Diff. /2 1973 1858 + 8 , 1973 (1) 6504 + 444	Guy. et Gasc
1973 (1) 6504 + 444 20 % 1975 83,50 + 0,30 % 1976 82 + 0,40 LR 10,6 % 1976 82 + 0,19 LR 11 % 1977 83,80 + 0,60	Olida Caby 234, Pernod-Ricard 321 Source Perrier 156, Radar 556
%     1977     92,98     —     1       %     1978     79,11     —     9,29       %     1978     78,20     —     9,20       %     1978     76,55     —     9,15	St Louis-Bouchon 176, C.S. Saupiquet 278 Vve Clicquot 999 Viniprix 773
9. 1978     78,20     0,15       1979     73,45     0,05       76,79     0,30       8. 1979     79,01     0,41	Nestlé
7. 1988 2590 + 8,20 E. 3 % 2590 — 191 I) Compte tenu d'un coupon de	Matériel électrique,

(1) Compte tenu d'un coupon de 504,90 F.	Matériel électrique, services publics			
reprise de son satellite « l'em- prent 7 % 1972 ». Ce dernier a presque regagné son coupon en s'inscrivant à 6504 F (+ 7,3 %)	Siemens a décidé de maintenir son dividende pour 1981 à 8 DM.			
le 29 fanvier.	29 janv. Diff.			
Banques, assurances, sociétés d'investissement	Alsthom-Atlant. 162 + 6 C.E.M. 44,50 + 8 CIT-Alcatel 890 + 53 Electricité (Cie g.) Crouzet 231 - 8 Thomson-C.S.F. 222 50 - 4.50			
Les 1480 000 actions de 325 F de la « Société Assurance du groupe de Paris-Risques Divers »	Thomson-C.S.F 222,50 — 4,50 Génér des Eaux 388 Inch. Legrand			
29 janv. Diff.  Bail Equipement . 156 — 6 B.C.T. 89,30 + 4,90  Banque Rothschild Cetelem . 158 + 18 Chargeurs Réunis . 203,50 + 3 Cie Bancairo	Mot. Leroy-Somer. 490 — 23  Moulinex			

C.F.F. 326 — 5,98 C.F.I. 165,59 — 4,50 Crédit du Nord — 250 Inch.	LT.T. 285,80 Schlumberger (1) 367 Siemens 635	+ 14
Paris-Pays-Bas 351 — 11 Locafrance 161 — 6 Locindus 328 — 6	Filotures, textiles, ma	gas
Midi (1)	29 janv. F. Fin. AgWillot. 86,50 B.H.V. 126,50 C.F.A.O. 593 Darty 815 D.M.C. 33	Inc
(« A.G.PR.D. ») ont été inscrites le 28 janvier au hors-cote spécial de la Bourse de Paris.	Galeries Lafayette. 133 La Redoute	+ 1

e Dumes > va action gratuite po	Mines,	caoute		
- Granda Jo	29 janv.		mer	
Auxil d'Entrep. Bonygues S.C.R.E.G. Ciments Franç. Dumez J. Lefebvis Gén. d'Entrep. G.T.M. Lafarge	134,50 148 1494 240 342 513 270,50	+ 20 - 21 + 75,58 - 24 + 10 + 18 + 31 - 7	Imetal Kléber Michelin M.M. Pena Charter INCO	groya
Malsons Phénix	304	+ 20,8	Haina mir	

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME					
	Nors de titres	Val. en cap. (F)			
4 1/2 % 1973 Ciub Méditerranée B.S.N. Alsthom (1) Elf Aquitaine	74 300 58 425 24 925 194 400 161 705	134 713 650 32 372 125 31 906 850 30 254 050 25 266 843			

1= janvier 1981.

Carrefour ...... 11 520 18 325 728

Métallurgie, constructions mecaniques ▼ Valéo » versera-t-il on non un dividende pour l'exercice 1981 Les dirigeants du groupe n'ont pas encore pris de décision ferme à ce sujet. Mais ils estiment que S.C.O.A. ..... 45,18 Alspi 98 Av. Dassault-Breg. 543 Fives-Lille ..... 144 Bâtiment et travaux publics houc, ouire-Chiers-Chatillon Creusot-Loire .... 77,38 De Dietrich ..... F.A.C.C.M. ..... Valéo Fonderie (Gén.) Marine-Wendel Métal-Normandie Penhoët ...... 327 Pengeot S.A. ..... 187 Pocialn Saunier-Duval .... 63,50 Usinor ....... 8,19 Vallourec ..... 123 nes, qui sera créée jouissance au MARCHÉ LIBRE DE L'OR

la perte consolidée (250 millions de france) du dernier exercice ne conduit pas nécessairement à interrompre la distribution. Pour 1980, les actionnaires avaient encaisse 24 F net par titre. Pétroles — (kijo an (ingut)... 7
Pièce française (20 fr.)
Pièce française (10 fr.)
Pièce suisse (28 fr.)
Pièce latine (20 fr.) Le groupe néerlandais S.H. 802 545 530 668,5L 880 425 Elf-Aquitaine .... 159,80 · Pièpe impis. (20 fr.) Pranc. Pétroles .. 129,50 Primagez ..... 54,80 e Demi-souverain . . . . Plèsa de 20 dellars .... Raffinage ...... 102 1 550 781 \_ 10 detters Sogerap ..... 396 Exxon ..... 212 645 575

## BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 25 AU 29 JANVIER 1982

### SÉLECTIF

EUPHORIE des séances précédentes a fait place à une ambiance beaucoup plus calme cette semaine au palais Brongniart, mais le fond du marché reste fondamentalement résistant ainsi qu'en témoigne le gain global de 1,6 % constaté à l'issue de ces cinq journées.

Portée par un courant acheteur qui ne faiblit pas, la cote s'offre de temps en temps quelque pause, juste de quoi trouver le temps nécessaire pour dénicher «la» valeur susceptible de faire des heureux. Le fait est qu'on joue beaucoup au pendule en ce moment sous les colonnes et la sélectivité du marché s'en ressent maintenant qu'ont été « écrémés » un certain nombre de compartiments porteurs

Parmi ces derniers, le bâtiment et les travaux publics ont bien mérité les honneurs de la Bourse et la quasitotalité des actions du secteur se sont offert leur festival de hausses, Bouygues et Dumez en tête. Il est vrai que ces deux sociétés viennent de confirmer une prochaine distribution d'actions gratuites... ce qui ne suffit pas à expliquer pour autant l'engouement qui a permis à ces titres de gagner 20 % à 30 % en l'espace d'un mois, entraînant d'autres candidats à l'échappée tels S.C.R.E.G. on encore Maisons Phénix dont la cotation a même dû être initialement réservée lundi en raison de l'abondance des ordres.

Faisant abstraction des résultats 1981 qui ne s'annoncent guère brillants pour cette entreprise, les professionnels semblent considérer que le pire est passé et que Maisons Phénix ne peut que bénéficier indirectement de l'attention que porte l'Etat à l'ensemble du secteur. Intervenant devant l'assemblée annuelle de la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.), M. Mitterrand en a apporté une nouvelle démonstration le 29 janvier en mettant l'accent sur le rôle dévolu à ce secteur dans le redressement de l'économie nationale, faisant valoir, au passage, qu'il n'avait pas abandonné pour l'instant son idée d'un programme de grands travaux.

Comme si la Bourse craignait un essoufflement du bâtiment, la métallurgie a pris le relais cette semaine et on a assisté, au fil des séauces, à un ballet bien réglé, dont Usinor, Sacilor, Chiers, ou encore Creusot-Loire exécutaient les figures à tour de rôle. A la corbeille, on applandissait courtoisement - d'une seule main, l'autre tient toujours le carnet — à la vue des 10 % à 12 % de hausse qu'affichaient ces titres sur les tableaux de cotation. A croire qu'il suffit de nommer deux nouveaux patrons à la tête d'Usinor et de Sactior pour que la sidérurgie française cesse d'être un

gouffre à finances publiques... Pour faire bonne mesure, la Bourse a aussi versé quelques larmes sur les valeurs de travail temporaire, qui ont dû baisser la tête après les mesures restrictives annoncées mercredi en conseil des ministres pour cette activité. Passablement éprouvées depuis le 10 mai alors qu'on pressentait l'imminence de ces mesures, BIS et Ecco avaient recommencé à gravir prudemment la pente depuis quelques semaines accélérant sensiblement leur reprise depuis le début de l'année puisque BIS, par exemple, a pratiquement gagné 40 % en trois semaines. Jeudi dernier, les deux titres pavaient leur tribut aux ordonnances ministérielles et BIS chutait lourdement de 11 % tandis qu'Ecco, négocié sur le marché. « au comptant » était également malmené.

Poursuivant ce petit jeu qui lui réussit quelquefois l'anticipation, le marché a également remis en selle le secteur automobile où Peugeot et Valéo, encore malmenés il v a peu de temps, sont apparus beaucoup plus guillerets ces jours-ci, entraînant Michelin dans leur élan. Là encore, les opérateurs estiment qu'ils « jouent sur du velours » (M. Bernard Hanon, le nouveau président de Renault ne vient-il pas de déclarer qu'il prévoyait une augmentation de 2 % du marché automobile français?). Les professionnels sont de plus en plus nombreux à penser que les données purement économiques out toutes les chances de veuir étayer les éléments techniques favorables à la Bourse, à savoir l'abondance des capitaux et la dégradation des formes de placement insqu'ici concurrentes (or, immobilier, terres, comptes à termel.

Non seulement on commence à prendre des paris sur nn certain nombre de « canards » qui ne donnent plus l'apparence de boiter, alors que s'éclaircit le climat dans l'industrie ainsi que l'affirme l'INSEE dans son enquête de janvier, mais les familiers du palais finissent par se persuader que Paris vant bien une messe. Ils ne sont pas les seuls. Dissimulés derrière la bannière de l'Union Jack, les investisseurs britanniques sont parmi les premiers à fouler à nouveau notre sol avec des « lignes » consequentes, c'est-àdire des capitaux importants, sur des actions françaises qui leur semblent dignes d'intérêt.

Il est vrai qu'ils n'étaient pas les derniers, en mai, à filer, comment dit-on? A l'anglaise? En termes savants, cela s'appelle « être mobile »... SERGE MARTI.

#### participation soit inférieure 20 %. S.H.V. deviendra ainsi second plus gros actionnaire de Primagaz après Liquigaz (groupe

Lazard frères).

dans le capital de *Primagaz*. Les pouvoirs publics lui ont donné

leur accord à condition que cette

Valeurs diverses Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a L'Air Liquide .... Arjomer ..... Club Méditerranée. 575 Essilor ..... 446 Europe 1 ..... 695
Gle Ind. Part. 161,80
Hachette 425
J. Borel Int. 141,50
L'Oréal 817
Navigation Mixte 176,50 Skis Rossignol .... 538 Sanofi ...... 330 diminué de 42 % en 1981 (exercice clos le 30 septembre) pour revenir à 7.11 millions de F.

Produits chimiques

	29 Jan	v. Diff.
		. =
Institut Mérieuz	810	+ 60
Labort. Bellon	294	+ 8
Nobel-Bozel	22	+ 8
Rhône-Poulenc	_	
Roussel-Uclaf	256,80	_ 03
B.A.S.F	405,10	0; 2;
Bayer	348	- B
Hotchst (1)	349	- 4
LC.L	47,30	+ 3,1
Norsk-Hydro		- 14
		_
(1) Compte ten	u d'un	droit d
4,80 F.		

## Bourses étrangères

Stock Exchange, brutslement galvanisé par la perspective d'une sortie rapide de la récession, s'est brutalement redressé à mi-parcours, enregistrant même, jeudi, sa phis forte hansse (+ 21.60 points) depuis le 12 mars 1981 (+ 22,15 points). Amé-

du week-end. Il avait farmer ses portes avec un gain de 3,1 %. Oe brusque retour à l'optimisme a été essentiellement d'û à la déclaration de M. Paul Volcker, président du FED, dans laquelle ce dernier affirmait n'avoir aucunement l'intention de relever le taux de l'escompts, mais aussi à la publication des derniers indicateurs écono-

liorant encore son socre à la veille

miques dont il ressortait que, pour 22 janv. 29 janv. Aicoa ...... 24 ATT ..... 59 3/4 Boeing ..... 29 7/8 Chase Man. Bank Du Pont de Nem. Eastman Kodak . . . . . . 17 1/4 General Electric 61 General Foods .... 30 General Motors ... 37 5/8

Goodyear 18 3/4 F.B.M. 61 7/8 LT.T. 28 5/8 Mobil.Oil 22 7/8 Prizer 53 1/2 Schlumberger .... 47 3/8 31 1/2 16 1/4 47 5/8 26 1/4 25 5/8 Texaco 30 1/2
U.A.L fnc. 15 3/4
Union Carbido 46 3/8
U.S Steel 25 3/4 Westinghouse .... 23 7/8 Xerox Corp. .... 39 1/8

TORYO Très irrégulier Très indécis sur la conduite à adopter, en raison surtout des incertitudes concernant l'évolution des taux d'intérêt, le marché a évolué de façon très irrégulière pour finalement jouer la reprise en fin de semaine dans le sillage de Wall Street. En cinq séances et demie, l'acti-

vité a porté sur 2195 millions de la veille du week-end, ils avaient titres contre 1983 millions. Indices du 30 janvier : Nikkei Dow Jones, 7938,83 contre 7886,40: indice général, 582,62 contre 582,44.

22 jany, 29 jany, Akai ..... Cator ..... Pull Bank ..... Honda Motors .... Matsushita Electric 1 280 1 330 256 Mitsubishi Heavy Sony Corp. ..... Toyota Motors .... 3.920

NEW-YORK Très forte reprise en finale

Encore passablement déprimé en la première fois depuis juillet 1981, début de semaine, le New-York l'expansion avait légérement repris en décembre (+ 0,60 %). Des rachats précipités du découvert ont fait le

Indice Dow Jones des industrielles du 29 janvier : 871,09 (contre 845,03). L'activité hebdomadaire a porté sur 277.88 millions de titres contre 232.01 millions

#### LONDRES

Non loin de son plus haut niveau

Animé par l'espoir d'une réduction des taux d'intérêt, mais aussi d'un assouplissement de la politique fiscale, le marché a repris sa progression après un bref repli initial. A la suite du coup de feu survenu la veille à Wall Street, il est même parvenu, vendredi à l'ouverture, à s'approchez de son plus haut niveau historique, l'indice des industrielles ayant atteint 584,2 (record absolu : 597,3 en avril 1981). Mais sur des ventes bénéficiaires, son avance a quelque peu diminué ensuite. Indices . P.T. > du 29 janvier :

industrielles, 579.8 (contre 567.2); mines d'or, 293,5 (contre 278); Fonds d'Etat, 65,15 (contre 64,15).

	Cours 22 jany.	
owater	226	<b>Z33</b>
rit Petroleum	306	384
harter	240	258
portaulds	82	83
e Beers	6,58	6,68
ee State Gedald *	30 1/2	33
Univ Stores	485	503
np. Chemical	334	342
ell	384	382
ckers	174	175
ar Loan		
(*) En dollars.	, .	

#### FRANCFORT

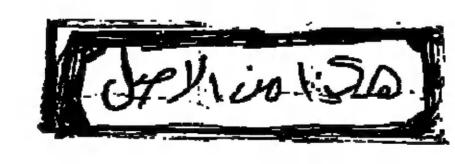
Encore bien orienté Le marché allemand a confirmé ses mailleures dispositions. Sur d'assez importants achats effectués par les investimeurs étrangers, les cours ont pourmivi leur avance et à monté de 1,1 % en moyenne, Fermeté des automobiles. Indice de la Commerzbank du 29 janvier : 690,4 contre 682,8.

22 janv. 29 janv. A.B.G. ..... 135,30 116,50 132,90 116,50 146,50 211,70 B.A S.F. ..... 134 Bayer ..... 116,80 Commersbank .... 133 Hoechst ..... 116.50 Mannesman ..... 147 3 850 Slemens ...... 211,68 1 119 Volkswagen ..... 136,79

LE VOIUME DES FRANSACTIONS (en france)							
	25 janvier	25 janvier	27 janvier	28 janvier	29 janvier		
Ferme	186 868 931	200 323 409	207 291 980	152 163 584	194 897 258		
Comptant R et ob Actions	535 404 609 88 809 537	587 061 196 98 399 515	326 043 912 87 782 509	415 318 048 87 689 361			
	811 083 077	· · ·					
INDICE	S QUOTIDI	ENS (INSE	E base 100,	31 décemb	re 1981]		
Franç. Etrang.	107,2 105,5	109,2 106,7	109,5 106,3	10 <del>9</del> 105,5	109,8 107,3		
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100. 31 décembre 1981)							
Tendance	110,7	113,3	113,7	113	113,9		
(base 100 29 décembre 1961)							
lod. gén	96,1	98,5	97,1	96,7	97		

#### COUT DE L'HNDEMMISATION DES ACTIONNAIRES

		Nouveau coût (millions de francs)	Variation en %	Val. estim. d'après le texte initial (en F.)	Nouv. val. estimative (en F) (*)
100000	• Groupes industriels: C.G.E. Saint-Gobain PUK Rhône-Poulenc Thomson-Brandt	3 498 6 050 3 028 2 749 2 058	+ 48,5 + 11,8 + 13,5 - 11,0 + 27,9	334,15 156,18 104,64 135,98 255,71	492,42 174,61 124,24 121,95 306,97
	Total  • Compagnies financières : C.F. Paris et des Pays-Bas C.F. de Suez	17 383 5 143 4 807	+ 14,8 + 42,9 + 29,3	218,70 327,35	312,44 (1) 423,11
	Total  Banques nationalisées: B.N.P.  Crédit lyonnais	9 158 235 129	+ 36,6 27,8 54,6	471,01 765,77	339,72 342,47
	Total  Banques cotées:	658	— 3,5 — 27,9	338,40	331,68
	Banque de Bretagne C.C.F. CT Ind. Alsace Lorraine. C.I.C. C.LNormandie	146 1 702 536 920 73	+ 28.1 + 55.9 + 35,3 + 23,8 + 32,7	143,50 163,76 249,32 159,71 125,91	181,83 254,43 345,55 203,32 163,99
	C.I. Ouest CT du Nord Banque Hervet Eothschild Scalbert-Dupont Sté Bordelaise C.I.C.	283 493 388 412 250	+ 33,5 + 2,1 + 35,7 18,3 + 19,6 5,1	132,28 181,26 205,74 248,97 146,89 91,97	177,99 162,57 277,13 197,19 175,27 88,83
	Sté Centrale hanque Sté Générale alsacienne (SOGENAL) Sté Lyonnaise de dépôts. Sté Marseillaise de crédit	61, 422,5 505	- 4,7 + 32,4 + 59,7 +100,7	104,99 295 163,27 165,54	100,79 482,51 346,68 331,78
	Sté Nancéienne Varin- Bernier Sté Séquanaise de banque Worms	358 185 564	+ 41,5 2,4 + 25,3	252,91 337,14 182,50	350,70 329,33 231,13
	Total	7 931,5	+ 31,5		
ı	TOTAL GENERAL	35 122,5	+ 22,9	I	



..... 157

..... 33,50

#### UN JOUR DANS LE MONDE

#### **ÉTRANGER**

- ITALIE : la police traque les Brigades rouges dans tout le nord

- Forte hausse des prix alimentaires ea Pologne et ea Tchécoslavaquie. 2. AMÉRIQUES - ETATS-UNIS : les démocrates vont

demander la suppression de l'aide militaire au Salvador. 3. DIPLOMATIE — M. Reggan participera à un som-

met de l'OTAN, à Bruxelles, en - L'Inde et le Pakistan engagent

des pourpariers sur la signature d'un pacte de non-agression, 4. PROCHE-ORJENT

#### **POLITIQUE**

5. Les assises de la liberté, à Lyon l'ex-majorité cherche dans l'opposition les moyens de se renou-

--- Des personnalités politiques et syndicales lancent un appel < pour le succès du socialisme en France ».

#### RÉGIONS

6. - L'initiative régionale est aujourd'hui d'intérét national », nous déclare M. Jean-Pierre Chevène-

#### SOCIÉTÉ

6. SPORTS. 7. JUSTICE.

- La visite de M. Mitterrand aux avocats parisiens.

- L'affaire Rouméas au tribunal de Bar-le-Duc.

 L'incarcération des mineurs ne l sera pas supprimée. 8. EDUCATION : l'interdiction mux

mineurs d'un film sur l'avortement

et la contraception. - SCIENCES : l'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

### CULTURE

9. MUSIQUE : Lahengrin, à l'Opéra. - MUSÉES : la grève qu Centre

Georges-Pompidou. 11. RADIO - TELEVISION. - YU :

 Signé Anne Gaillard ». — PRESSE : le conflit du Progrès de

### ÉCONOMIE

13. SOCIAL : le congrès des fonctionnaires C.G.T. — AFFAIRES : augmentation des prix des médicaments,

 CONJONCTURE. 14. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS

MARCHES. 15. LA SEMAINE FINANCIÈRE.

#### RADIO-TELEVISION (11) INFORMATIONS SERVICES - (12) :

Les urgences du weekend : Météorologie : Mots croisés : « Journal officiel ».

Carnet (8), Programmes spectacle (10).

● Hausse des prix de 0.8 % en janvier en R.F.A. — Le coût de la vie. en Allemagne fédérale, a augmente de 0.8 % en janvier contre 0.3 % en décembre, a annoncé le 29 janvier l'Office fédéral de statistique sur la base de don-nées provisoires établies en milieu de mois. Sur douze mois l'inflation s'établit à 6,2 % en janvier contre 6,3 % en décembre. (A.F.P.)

Le numéro du . Monde daté 30 janvier 1982 a été tiré à 531 822 exemplaires.



CDEF

### La France a vendu au Nicaragua des armes de contre-guérilla

lot de roquettes air-sol qui sont qualifiées de «défensives» par le gouvernement français mais qui — comme cela a tendance, désormais, à se répandre dans de nombreux pays encore mal développés peuvent être utilisées par une armée locale organisée, aussi, pour des missions de gendarmerie.

vente fait partie du contrat de 15,8 millions de dollars (environ 86 millions de francs) conclu, le 21 décembre 1981, entre Paris et Managua. Lors de ses entretiens à Washington avec MM. Alexander Halg et Caspar Weinberger, le ministre français de la défense. M. Charles Hernu, n'en avait publiquement révélé, le 7 janvier dernier, qu'une partie à la presse blen qu'il ait tenu à informer ses interlocuteurs américains de la liste complète des matériels vendus au Nicaragua.

Le contrat prévoit la livraison 1) De quarante-cinq camions 2) De deux vedettes, construites par les Chantiers de l'Estérel à Cannes pour les besoins des douanes étrangères, sur chacune desquelles sont montés deux canons de 20 millimètres solidaires de la coque pour la surveillance 3) De deux hélicoptères

Alouette-II d'occasion, car le Nicaragua en souhaitait la fourniture le plus rapidement possi-

4) De cent lance-roquettes et d'un lot séparé de sept mille roquettes air-sol. Ce lot de lance-roquettes,

concus par Matra, et de roquettes air-sol, produites par Brandt, compte pour environ 10 millions de francs dans le total du contrat. Il s'agit de roquettes non guidées de 68 millimètres. Cette partie du contrat, qui n'evait pas été révélée à l'époque, a donné lieu à une série d'interprétations dans la presse étrangère, principalement américaine, qui l'a d'abord décrite comme concernant la livraison de lance-roquettes anti-chars portables pour

En réalité, ces lance-roquettes

Au Ghana

UNE FUSILLADE A EU LIEU

LE 28 JANVIER AU SIÈGE

DU NOUVEAU POUVOIR

Lomé (A.F.P.). — Burma Camp,

siège du Conseil national provi-

soire de défense (P.N.D.C.) du

Ghana présidé par le capitaine Rawlings, a été le théâtre d'une intense fusiliade, pendant une

heure, jeudi matin, a-t-on appris, vendredi 29 janvier, à Lomé.

Selon un témoin digne de foi,

des tirs d'armes automatiques ont été entendus entre 5 et 6 heures

à l'intérieur de Burma Camp, où

habite le capitaine Rawlings, pro-tége par une garde rapprochée

et renforcée. Les écoles du camp,

où logent de nombreuses familles

de militaires, ont été fermées toute la journée. On ignore les raisons de ces tirs et s'il s'agit

d'une tentative de coup d'Etat du capitaine Rawlings, qui avait renversé le président Limann le 31 décembre.

Toujours, seion ce témoin, vers

dix heures des scènes de panique

ont eu lieu à l'aéroport interna-

tional d'Accra quand un avion

militaire, vraisemblablement gha-

néen, a atterri. Aussitôt des gens

ont crié : « Voilà les Nigérians qui arrivent ! » La foule, à l'aéro-

port, s'est enfuie en quelques ins-

tants croyant qu'un commando

étranger allait débarquer. Dans

l'après - midi, des manifestations ont eu lieu devant les ambassades

des Etats-Unis, de Grande-Bre-tagne, du Nigéria, du Togo, du

Cameroun et de France. Les ma-

nifestants dénoncaient le « com-

plot » mené par ces pays pour

rétablir par la force le régime du

président Limann. Un drapeau

américain a été brûlé devant

l'ambassade des Etats-Unis par

les manifestants.

air-sol pourront être montés sur et sur les quelques avions anciens, du modèle T-33, que l'ar-

vendus à des nombreux pays de l'alliance atlantique — dont certains les fabriquent sous licence et à d'autres clients étrangers. Au ministère de la défense, on estime que ces armements, en raison de leurs caractéristiques, ne peuvent pas être montes sur d'autres systèmes porteurs sans l'assistance de techniciens francais. C'est pourquoi on considère que le fournisseur conserve « un

contrôle physique » sur ces armes Installés sur un hélicoptère, les lance-roquettes air-sol restent d'une efficacité militaire réduite du fait de la vulnérabilité de la plate-forme à des attaques de missiles SAM-7 portatifs.

Outre les raisons politiques qui expliquent le choix de Managua en faveur d'un fournisseur — la France — indépendant des deux grandes puissances militaires, on peut aussi penser qu'il s'est agi pour le Nicaragua, déjà largement approvisionné par les Soviétiques via Cuba, de se doter d'armes de surveillance pour ses frontières terrestres et maritimes contre des incursions qui seront baptisées « révolutionnaires » ou « contrerévolutionnaires » selon les opi-

En ce sens, le débat soulevé par Washington de savoir si ces matériels sont offensifs ou défensifs est un peu vain par ses subtilités dans la mesure où c'est l'emploi sur le terrain d'une arme qui en précise la ilnalité. Non guidées, peu précises de ce fait et ne pouvant être lancées à grande cadence de tir depuis un hélicoptère trop instable, des roquettes air-sol du type de celles qui ont été vendues par la France au Nicaragua out une faible efficacité militaire.

Ces armes constituent. revanche, les moyens pour une armée légèrement équipée de contrer des incursions qui s'appuleraient ou non sur la menace d'une intervention extérieure

L'option arrêtée par Managua rappelle, de la sorte, le choix de matériels anti-guérilla ou antiincursions que font de nombreux pays sous-développés, qui confient leur atmée de terre des taches

REMOUS

DANS LA POLICE NICOISE

Trois fonctionnaires de police de Nice appartenant aux unités

d'intervention de la police urbaine ont été suspendus après

avoir interpellé, le 9 janvier, et conduit à 5 kilomètres de la ville

trente-deux ans, mêlé à une rixe.

Le cuisinier avait porté plainte

affirmant avoir été molesté et dépouillé de son argent par les

trois policiers qui à leur tour

portèrent plainte en diffamation.

Ces trois fonctionnaires avaient

justifié leur attitude par une note

de service de leur commandement

prévoyant a le rejoulement d'un

étranger hors des limites de la

commune en cas de trouble de

l'ordre public ». Une information

dicat national de policiers en

tenue (S.N.P.T.), reçu le 12 jan-

vier par un membre du cabinet

du ministre de l'intérieur, a de-mandé « la suspension de M. Fran-

cois Guillon, directeur départe-mental des polices urbaines des

Alpes-Maritimes, et de M. Jean-

Louis Martinez, officier de paix

principal, commandant l'unité

d'intervention de Nice et auteurs

M. Paul Florentz, secrétaire gé-

néral du Syndicat des comman-

danta et officiers de la police

nationale, a répliqué en expliquant

« que pour tenter de masquer une

faute grave, on remet en cause la hiérarchie et on oublie de dire que la note de service (...) ne s'appliquait qu'à la durée de la

grande braderie du Vieux-Nice ».

Le secrétaire général du S.N.P.T.,

Jean Gisbert, conteste ces allega-

tions en montrant des circulaires

analogues datant des mois de juillet, août et octobre 1981 et

dénonce l'utilisation dans les for-

mulaires des rapport journaliers

distribués aux policiers des men-

tions a étranger » ou a N.-A. »

(Nord-Africain).

Sans l'éloigner du mur,

la banquette-lit STEINER

se transforme en vrai lit

par un simple basculement

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR

37, AV. DE LA REPUBLIQUE E PARIS XI- E Métro Parmentier

TEL 357 46 35

DISTRIBUTEUR

Mais le bureau national du Syn-

judiciaire a été ouverte.

des notes de service ».

un culsinier tunisien, âgé

affirmant avoir été molesté

#### LES RAPPORTS SOCIAUX AUX ÉTATS-UNIS

### Le Syndicat de l'automobile refuse les concessions salariales demandées par General Motors

Washington. — Les négociations entre General Motors et le Syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) ont échoué. Il n'a pas été possible aux deux parties de s'entendre sur une réduction de la masse salariale qui aurait permis d'abaisser les prix de vente des véhicules. Cette rupture va conduire le premier fabricant de Detroit décider d'autres mesures d'économie et sans doute à licencier. Elle n'empêchera cependant pas l'U.A.W. d'engager comme prévu des tractations avec Ford, à partir du landi 1er février.

Normalement, les rencontres patronat-syndicats n'auraient dû avoir lieu, dans chacune de ces entreprises, que l'été prochain. pour préparer le renouvellement des contrats triennaux qui arriveront à échéance le 14 septembre 1982, mais General Motors et Ford avalent beaucoup insisté pour des négociations anticipées, compte tenu de la conjoncture. Ils se référalent au précédent de Chrysler dont le contrat fut « rouvert » en 1980 pour éviter la faillite. Les ouvriers de cette société ont renoncé à certains avantages salariaux, en échange d'une participation aux décisions et aux bénéfices. Un film, intitulé la Bataille pour survivre, fut même présenté aux salariés de General Motors pour les convaincre de négocier. On y démontrait que leur travail à Detroit revient à 20 dollars (1) contre 12 seulement au Japon. L'U.A.W. finit par s'incliner en décembre. « Les temps ont changé, reconnaissait

double crise : celle de l'industrie automobile et calle du syndicat lui-mème. Detroit est malade depuis le printemps 1979. Nul n'ignore pourquoi : la récession, les taux d'intérêt, le prix trop élevé des véhicules et la concurrence des petites cylindrées japonaises. Le consommateur américain commence, en effet, à se soucier de la consommation d'essence et des avantages traction avant. Tous ces

son président. M Douglas Fraser.

La situation de l'industrie est dé-

sespérée. » L'ouverture de négo-

ciations illustrait en fait une

De notre correspondant

trie nationale. En 1981, les ventes ont été les plus basses depuis vingt ans, ce qui a fait perdre un total de 4 milliards de dollars à General Motors, Ford, Chrysler et American Motors.

#### Une double crise

Plus de trois cent mille ouvriers de l'automobile sont au chômage. Cela correspond à peu près au nombre d'adhérents perdus par l'U.A.W. depuis 1979. Ramené à 1.2 million de membres, le syndicat n'a plus l'image du mouvement tout-puissant, qui assurait a ses « cols d'or » les meilleurs salaires de l'Industrie américaine. Son objectif n'est plus d'améliorer le pouvoir d'achat d'une année sur l'autre mais de défendre l'emploi. Les négociations avec General Motors avalent été engagées dans cet esprit. L'U.A.W. acceptait des diminutions de traitement à trois conditions : que l'on ne licencie plus, que le syndicat ait son mot dire dans certaines décisions (comme la commande de pièces détachées américaines on étrangères) et que les sommes économisées par les sociétés grâce aux concessions salariales servent à baisser le prix des véhicules, donc

à stimuler les ventes. Un tel compromis illustrait aussi l'évolution des dirigeants de General Motors. Jusqu'à présent, ils s'accrochaient à toutes leurs prérogatives patronales et ne voulaient pas reconnaître que le prix de vente de leurs produits décourageait les acheteurs. Une GM est cotée en moyenne 11 000 dollars (plus de 64 000 francs), aiors que les voitures vendues aux Etats-Unia atteignent 9 000 dollars en moyenne. Ce qui est délà considérable comparé au 7 700 dollars de l'année précédente.

Le compromis avec l'U.A.W. devait permettre à General Motors de baisser ses prix de 1000 dollars environ. Les acheteurs potentiels le savaient et attendaient. D'où les très mauvais résultats des vingts premiers jours de janvier chez tous les constructeurs américains : — 13 % de ventes par rapport à 1981. Malgré Téchec des

tions, General Motors a annoncé le 29 janvier des rabais allant environ.

ne sera donc pas fait par les ouvriers mais par les autres catégories de personnel du groupe et par les concessionnaires. Le numéro un de l'automobile américaine ne se privera pas de licencier, si besoin est. Il peut également mettre à exécution la menace qu'il brandissait avant les négociations, c'est-à-dire de se fournir davantage en pièces

détachées étrangères. Ford pourtant n'a pas perdu l'espoir de s'entendre avec I'U.A.W. Il peut faire valoir que sa situation (1 milliard de dollars de pertes en 1981, selon les estimations) est beaucoup plus grave que celle de General Motors (des gains évalués à 300 millions). Et d'ailleurs, il ne demande pas, lui, une révision du contrat existant mais des concessions sur le contrat à venir.

L'issue des négociations chez les deux «grands» de l'automobile ne manquera pas d'influencer des conflits identiques. Americain Motors Corporation (contrôlé par Renault) et International Harvester Company (machines agricoles et de construction), ont tous deux demandé des concessions à l'U.A.W. D'autres secteurs industriels sont également très attentifs car ils fixent leurs salaires en

fonction de l'automobile. Les relations entre le patronat et les syndicats ont eu tendance à s'apaiset depuis quelques années. L'ouverture de négociations anticipées à Detroit apparaissait comme une illustration de ce phénomène. Si leur échec se confirmait chez Ford, on pourrait leur donner une tout autre interprétation, ou affirmer, avec le Wall Street Journal, que le véritable thermomètre des relations sociales en ce début 1982, n'est pas l'automobile mais l'industrie du pnen. Les ouvriers de ce secteur pourtant très touchés par le chômage. — n'envisagent nullement de céder quoi que ce soit au patronat: ils lui demanderont davantage, quitte à faire grève, comme à chaque renouvellement de contrat depuis 1965.

ROBERT SOLÉ.

### EN GRÈVE ILLIMITÉE

#### Les ouvriers de Renault à Maubeuge contestent l'aménagement des horaires

Grève - illimitée - à l'usine Renault de Maubeuge, poursuite de grèves tournantes à l'hôpital Antoine-Beclère, de Clamart. grève du zèle des douaniers à la frontière franco-espagnole, conflit prolongé au Centre-Pompidou, ces quelques exemples parti d'autres démontreut que le climat social n'est pas seulement obscurci par les sévères discours d'états-majors syndicaux. A la base ausi, un certian malaise commence à s'exprimer.

A Maubeuge. 65 % à 70 % des trois mille trois cents ouvriers de l'usine Renault se sont mis en grève « illimitées » jeudi 28 janvier pour protester contre l'aménagement de la durée du travail. Les grévistes et l'intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C.) s'opposent à une ré-duction d'horaires fixé à six minutes chaque jour et à trente minutes le vendredi. Les salaries réclament que cette réduction d'une heure soit appliquée le seul vendredi, en fin de poste, pour allonger ainsi le week-end. Au niveau de la Régie, où des négociations sont en cours sur ce même thème ainsi que sur un contrat de solidarité, la C.G.T. et la fédération cégétiste de la métallurgie ont dénoncé la politique sociale de la direction e inconcevable et anormale » : celle-ci a déclaré M. Sainjon, secrétaire général de la fédération a ne respecte ni la politique gouvernementale n iles engagements de M. Bernard Hanon s. Déjà interpelle par M. Krasuckt, secrétaire confédéral, et à nouveau critiqué par M. Sainjeon, le gouvernement a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de se mêler des négocations en cours. A Paris, la C.G.T. a décidé de lancer une vaste campagne de mobilisation dans les entreprises :

e Pour que ça change, intervenez! », tel est le thème d'un tract qui doit être diffusé à 300 000 exemplaires et aussi d'affichettes et de a cahiers du changement a à remplir par les salaries

Cette campagne intervient au moment où plusieurs conflits se poursuivent ou éclatent, avec pour thème revendicatif prioritaires la réduction des horaires et l'embauche de nouveaux salariés extension des débrayages dans des usines de Kodak-Pathé, occupation de l'usine des glaces Motta à Argentan (Orne) : débrayages partiels dans plusieurs grands magasins de la région parisienne.

 A. Charleville-Mézières (Ardennes), nous indique notre correspondant, des ouvriers se sont enfermés vendredi matin 29 jan-vier, dans les locaux du syndicat patronal de la métallurgie, pour s'opposer à cent soixante-deux

suppressions d'emploi dans une fonderie de la société Forges et Ateliers de La Foulerie à Carignan.

 A Tarbes (Hautes-Pyrénées). le tribunal de grande instance. siègeant en référé, a ordonné vendredi 29 janvier l'évacuation des locaux de la Ceraver occupés depuis le 21 janvier. Par ailleurs, les juges ont a interdit l'entrée des deux usines » dimanche, jour prévu pour une journée « portes ouvertes » par la C.G.T.

 Aux P.T.T. dans la région parisienne, la C.F.D.T. a donné une consigne de grève, jeudi 4 février, pour s'opposer à l'ap-plication de la réduction des horaires qui, affirme-t-elle, supprime des avantages acquis.

 La grève du zèle que les douaniers français ont commencé le jeudi 26 janvier continue de perturber le passage de plusieurs postes frontières. Le vendredi 29 janvier, à Otly de longues files d'attente se sont formées au départ et à l'arrivée devant les guichets des douanes. En revan-che, à Roissy-Charles-de-Gaulle, esul le trafic de fret a été retardé. La situation est beaucoup plus sérieuse dans les pays basques où un millier de camions espagnols bioquent les trois postes frontières (Birlatou, Pont-Saint-Jacques et Hendaye) depuis vendredi aprèsmidi, en réaction au zèle des douaniers. A l'autre extrémité des La Junquera sur l'autoroute de Perpignan, les douaniers français ayant « attenué » leur grève du zèle, les chauffeurs routiers ont levé leur barrage vendredi aprèslevé leur barrage vendredi.

C.G.T. (union départementale du Vel-de-Marne) ont manifesté le 39 janvier devant les locaux de FR 3 et d'Europe 1 à Paris. Ils reprochaient à ces deux stations de n'égliger les informations sociales en France au profit des événements de Pologne. Ivan Leval, à Europe 1, s'est engagé à consacrer une émission de sa nouvelle série (Radio libre) à la C.G.T. FR 3 a l'intention de traiter les informations citées par la C.G.T. du Val-de-Marne dans son journal régional. ● Une centaine de militants

#### M. JEAN DEFLASSIEUX ENTRE AU CONSEIL D'ADMINISTRA-TION DU CRÉDIT LYONNAIS QUE QUITTE M. CLAUDE PHERRE-BROSSOLETTE. Le Journal officiel du samedi

30 janvier publie un décret nommant membres du conseil d'administration du Crédit lyonnais jusqu'au 6 décembre 1984 : En qualité de représentants de l'Etat : MM. Michel Camdessus,

en remplacement de Jean-Yves Haberer, et Yann Gaillard, en remplacement de Pierre-Brosssolette En raison de sa compétence technique: M. Jean Deflassieux.

en remplacement de M. Jacques Bonnet de la Tour. Au titre des administrateurs appartenant aux catégories des cadres et employés : M. Jean -Marie Linguenheld, représentant le Syndicat national des banques C.G.C. Le mandat d'administrateur de

M. Claude Pierre-Brossolette venzit à expiration le 6 décembre dernier. Le fait qu'il n'ait pas été renouvelé confirme qu'il ne sera pas davantage maintenu dans ses fonctions de président du Crédit lyonneis. Il faut noter que son successeur le plus probable, M. Jean Deflassieux. directeur des affaires internationales de cet établissement, entre au conseil d'administration.

M. Jean-Yves Haberer quittera la direction du Trésor pour prendre la présidence du groupe Paribas (ce qu'avait annoncé le gouvernement il y a déjà plusieurs semaines). Le tutur directeur du Trésor sera très vraisemblablement M. Michel Camdessus, actuellement directeur

 Un chahut dégénère dans un établissement privé d'Avignon. — Le collège privé Saint-Joseph d'Avignon (Vauchuse) a été, mercredi 27 janvier au soir, le théatre d'un violent chahut, anime par les élèves de l'internat. Sans qu'on en connaisse précisément les motivations, ce tumuite a provoque des dégâts jugés importants par la direction, les élèves

ZHOW

. . . .





